

Le Monde

idées

UNIVERSITÉS

La réforme des universités lancée ce mois-ci par Mme Saunier-Seïté suscite des réactions souvent passionnées. Suivant P.-H. Chombart de Lauwe, ces décisions reflètent un choix de société visant à « punir » les sciences humaines, principal contrepoids au pouvoir bureaucratique. Trois professeurs de sciences de l'éducation déplorent particulièrement le déclin que cette réforme risque de causer dans leur branche. Christian Philip prend, lui, la défense du ministre. Les professeurs seront, à son avis, moins démotivés et les petites universités devront viser à une qualité supérieure dans un « créneau » bien à elles.

Sciences humaines et totalitarisme

par PAUL-HENRY CHOMBART DE LAUWE (*)

UNIVERSITÉ parking, chercheurs en chaise longue, mandarins retardataires : l'éducation nationale est décidément bien défendue par ses représentants. Le public français assistera-t-il à l'indifférence à l'humiliation de l'université, à l'asservissement de la recherche, à l'élimination des courants novateurs, en particulier dans les sciences humaines ?

A première vue cette question est à régler par les universitaires et les chercheurs avec leur ministre. C'est une affaire de spécialistes. Il n'est pas d'un choix de civilisation et de l'avenir de la démocratie. Expliquons-nous ! Prenons le secteur des sciences humaines comme exemple parce qu'il est le plus menacé et parce que cette menace a une signification culturelle et politique que les Français doivent connaître. Il a été annoncé par le ministre des universités que la plupart des formations préparant au doctorat (D.E.A., diplôme d'études approfondies) dans divers domaines des sciences humaines étaient supprimées. Certaines disciplines sont soit totalement éliminées, soit rattachées à d'autres dans des conditions qui rendent le travail impossible.

Cela veut dire :

- 1) Les procédés utilisés sont inacceptables. Aucun compte n'est tenu des avertissements de nom-

breux universitaires. Seul le courant le plus traditionnel est écouté. Les mesures sont annoncées au dernier moment et en été, de telle façon que les réactions soient rendues très difficiles et que, en tout cas, la réorganisation se fasse dans la précipitation aux dépens des étudiants et de la qualité de la recherche.

2) Sous le prétexte d'une logique bureaucratique, il faut supprimer, regrouper, simplifier. Les chercheurs et les professeurs sont incapables de s'organiser : traitons-les comme des mineurs et indiquons-leur ce qu'il faut faire. L'année dernière, les formations de D.E.A. ne devaient pas dépasser trente à cinquante étudiants. Cette année, en les regroupant, on élimine la moitié des étudiants, ou bien la taille des formations devient telle qu'il est impossible de faire un travail efficace. Le D.E.A. est la première année de thèse et les étudiants ont besoin d'être suivis de très près par les enseignants, dès le départ. Refuser de voir cette évidence, c'est détruire la recherche.

3) Sous prétexte de lutter contre le mandarinisme, on instaure le

pire des mandarinismes. Sous prétexte de défendre les étudiants, on les élimine ou on les empêche de s'orienter dans les voies les plus intéressantes. Sous le prétexte de promouvoir des universités d'élite ou des laboratoires d'excellence, on casse en fait toutes les initiatives nouvelles, pour revenir aux classifications les plus rétrogrades et les plus étroites.

4) L'opposition entre les discours et la réalité frise la ridicule. On veut une Université de qualité, mais les domaines où la recherche française en sciences humaines a le plus manifesté sa vitalité et son originalité sont totalement sacrifiés. Le travail interdisciplinaire, la sémiologie, la psychosociologie, la psycholinguistique, les sciences de l'éducation, etc., disparaissent des nouvelles formations ou sont complètement mutilés.

5) Dans la sélection des étudiants, l'accueil des étrangers devient de plus en plus difficile. Les nouvelles dispositions vont les décourager encore davantage. La question est particulièrement grave pour les étudiants du tiers-monde. Par ailleurs, l'accès à la thèse par des voies parallèles, qui apporte aux groupes de recherche des étudiants plus âgés ayant une expérience vécue précieuse pour la recherche, est également sacrifié.

Une politique sage et ambitieuse

par CHRISTIAN PHILIP (*)

A la suite du vote par le Parlement de modifications importantes à la loi d'orientation de 1968 concernant l'enseignement supérieur, modifications touchant la composition des conseils d'U.E.R. et d'université et visant à donner aux professeurs 50 % des sièges dans ces assemblées, à la suite aussi des décisions prises par le ministre des universités sur les habilitations de second et troisième cycle, on entend dire aujourd'hui que l'Université française se verrait imposer un pas en arrière catastrophique pour son avenir. J'ai lu que nous retournerions à un système de mandarinisme, lequel découragerait l'innovation et le dynamisme de nos établissements, que la carte universitaire élaborée par le ministre décapitait des enseignements de valeur et condamnait les petites ou moyennes universités en les transformant en « universités-parking », pour ne donner des moyens qu'aux seules grandes universités ou « universités d'élite ».

Comme professeur et comme président d'une université récente, je veux m'élever contre de telles affirmations.

Il n'y a pas d'université sans professeurs. Ces professeurs sont, par leur enseignement et leur recherche, les garants de la qualité d'une université. Ils ont accédé à cette fonction après de nombreuses années d'efforts et après avoir vu la valeur de leurs travaux reconnus par leurs pairs. Pourquoi les estimer incapables de gérer avec efficacité, esprit d'initiative et compétence une université ? Il n'était pas normal, avant 1968, que seuls les professeurs appartenant aux instances dirigeantes. La communauté universitaire comporte d'autres membres : les autres enseignants (maîtres-assistants et assistants), les étudiants et le personnel administratif, ouvrier et de service ; l'association de personnalités extérieures (élus locaux, patrons, syndicalistes...) est aussi avérée intéressante.

Les sciences de l'éducation victimes de la réforme

par J. ARDOINO, V. ISAMBERT-JAMATI et A. LÉON (*)

DEPUIS 1967, lorsque trois enseignants pilotes de sciences de l'éducation (Bordeaux, Caen, Paris) avaient été créés, le développement de cette spécialité (avec des vicissitudes diverses, notamment en 1978) avait abouti à dix unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) ou départements universitaires assurant des formations de licence, de maîtrise, de D.E.A. (diplôme d'études approfondies). L'originalité de celui-ci résidait dans l'approche interdisciplinaire d'un objet commun : le fait éducatif. Toutes les situations, agents et pratiques constituant une fonction sociale que personne ne peut sérieusement ruser aujourd'hui, l'éducation, pouvaient être ainsi analysés dans leur interdépendance, à partir des acquis des différentes sciences humaines.

Paris-V, Paris-VIII, Strasbourg) au lieu de dix. Ces mesures prises autoritairement, dans le secret, ont fait de la réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche, le plus souvent, des sciences humaines désignées par le ministre lui-même, éliminées à un véritable démantèlement des enseignements et de la recherche en sciences de l'éducation.

La confrontation de formes multiples d'analyse. C'est pour répondre à cette préoccupation qu'avait été conçu bon nombre de DEA supprimés.

Le retour flagrant et surprenant au monolithisme disciplinaire ignore superbement cette exigence contemporaine. N'a-t-il pas finalement pour objet, à travers le cloisonnement retrouvé et la division des tâches, de détourner l'esprit scientifique d'une appréhension globale des phénomènes en le cantonnant dans les limites assignées par le pouvoir technocratique ? Ces remarques valent d'ailleurs pour l'ensemble des sciences humaines (notamment au niveau du troisième cycle, sont, à des degrés divers, logés à la même enseigne.

Il serait facile de souligner bien d'autres contradictions, mais il n'est pas la question. En sabotant le travail des sciences humaines, ou en le canalisant dans des voies étroites jugées immédiatement « rentables » et en allant dans le sens souhaité par le pouvoir en place, on procède à un choix de société. Les sciences humaines servent de contrepoids aux formules technocratiques, bureaucratiques et totalitaires. En les méprisant, en les éliminant ou en les domestiquant, nous faisons un pas de plus dans l'abandon des libertés, dans le mépris des droits de l'homme. Les régimes qui ne supportent pas les critiques et les innovations des sciences humaines, nous les connaissons. Hier ils avaient noms : nazisme, fascisme, franquisme, stalinisme. Aujourd'hui, ils resurgissent sous d'autres formes, dans une série de régimes totalitaires. En France, pourquoi pas ?

ALICE MÉDECIN

La recherche du mieux ne peut aller sans sacrifices. C'est ce qu'expose le médecin Alice au chevet de notre Université réputée souffrante.

« Voilà un bras que je me ferai couper tout à l'heure. Ne voyez-vous pas qu'il tire à soi toute la nourriture, et qu'il empêche ce côté-là de profiter ?... Vous avez, là aussi, un estomac qui se fera crever si j'étais à votre place... Ne voyez-vous pas qu'il incommoder l'autre et lui dérobe sa nourriture ? Croyez-moi, faites vous le crever au plus tôt, vous en serez plus clair, de l'autre côté. »

Que peut dire le malade ? « Cela n'est pas pressé... Ou encore : « Me couper un bras et me crever un œil afin que l'autre se porte mieux ? Je préfère qu'il ne se porte pas trop bien. La belle opération de me rendre borgne et manchot ! »

Serge MALAVAT, *Docteur-le-Barre (Val-d'Oise).*

Déjà, au printemps 1978 (la stratégie de l'été n'avait pu jouer pour des raisons de calendrier administratif), toutes les formations de second cycle des sciences de l'éducation avaient été menacées de disparaître à partir du même processus de refus d'habilitation. Grâce à des interventions massives (associations professionnelles, syndicats, présidents d'universités) les enseignements ont été maintenus avec une dotation théorique normale, mais dans la pratique les moyens attribués se sont révélés insuffisants de moitié aux normes prescrites. Ces situations ont coïncidé avec la mise à l'écart des sciences de l'éducation des dispositions relatives à la formation des enseignants, y compris pour le DEUG (diplôme d'études universitaires générales) des instituteurs.

Continuité

Or la réflexion sur l'éducation est plus que jamais d'actualité. Presque tous les pays l'ont entrepris ou compris. Le progrès démocratique ne peut se concevoir en dehors d'une politique hardie en cette matière. Même si l'éducation ne saurait être la panacée, sa carence conduit toujours à une aggravation des contraintes. Ce que l'Université française est en train de vivre ne l'illustre-t-elle pas ? D'autre part, aucun des grands problèmes auxquels se trouvent confrontés nos sociétés ne se laisse réduire à une approche unidimensionnelle. La complexité de ces problèmes requiert à la fois la contribution

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 27 juillet

- Les mauvaises surprises de la chirurgie esthétique.
- Sonnez binious, résonnez bombardés !
- Les Jivaros, les terribles réducteurs de têtes.

- Le renard en son repaire.
- Des H.L.M. dans les vieilles pierres.
- Stavanger, an 14 du pétrole.
- Profession : renifleur social.
- Roman Jakobson, de la peinture à la linguistique.
- Histoire : l'éclair de juillet des Trois Glorieuses.

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

L'été du « Monde Dimanche » :

- Une ville, un écrivain : Oran, par Assia Djebar.
- Jours d'été : Enghères.
- Trait libre : Galaron.
- As-tu vu Montezuma ? (chapitre 6), par Balthazar.
- Ce fut une très belle apocalypse (6^e épisode), par Gérard Mathieu.
- Sports de plein air : le badminton.
- Une nouvelle de Thorgerir Thorgerisson.

En vente avec le numéro de dimanche-lundi : 3,50 F.

Que l'on ne vienne pas dire qu'il s'agit d'une réforme politique. Pourquoi les professeurs seraient-ils tous d'une même opinion, qui plus est favorable à la majorité ? On retrouve chez eux la diversité rencontrée dans les autres catégories de la population. Non valent, on ne sert pas la cause de l'Université française en donnant l'image de professeurs sclérosés et vieillissants. Tel n'est heureusement pas le cas. La réforme de l'an dernier, qui a fusionné le corps des professeurs titulaires et des maîtres de conférences, a permis de nombreuses transformations d'emplois de maîtres-assistants en emplois de professeurs, ont au contraire profondément renouvelé notre corps.

J'en viens maintenant au problème des habilitations. Là aussi, il faut être sérieux. La qualité d'une université ne saurait se mesurer au nombre des enseignements dispensés ou des étudiants inscrits. De nombreuses habilitations ont été supprimées, mais il faut savoir qu'il s'agissait souvent de formations sans étudiants (combien de DEA — diplômes d'études approfondies — ou même de maîtrises fonctionnant avec moins de dix étudiants ?), ou de formations sans débouchés (Université peut-elle aujourd'hui prendre la responsabilité de former des jeunes qui n'auront aucun espoir de trouver un emploi dans la formation étudiée ?).

Il n'est pas sérieux de prétendre que tout peut être fait dans chacun de nos soixante-dix-sept établissements d'enseignement supérieur. L'intérêt de l'étudiant n'est pas lié à la seule proximité géographique, mais à la qualité de l'enseignement dispensé. La démocratie consiste à permettre au maximum de jeunes de suivre des études supérieures. Pour ce faire, au sortir du lycée, il ne faut pas leur imposer des déplacements trop lointains et coûteux, qui rendront plus difficile leur adaptation à la vie universitaire. Le premier cycle universitaire doit être largement ouvert dans un grand nombre d'établissements. Telle est la réalité de la France de 1980, après les créations de nouvelles universités ces dix dernières années. Mais ensuite les données sont différentes.

Le second et le troisième cycle signifient une spécialisation. Là une carte universitaire est nécessaire. Cette carte est un défi que doit relever la petite université, pas une condamnation. Je serai opposé à des universités comportant le seul premier cycle, car il ne s'agit plus d'une université, et les professeurs n'y resteraient pas. Nous serions là des « universités-parking ». Mais je

DES LIVRES SEULS

Le Mar

Leciel de la Kolyma

SS Gunkovskij
Un chef de la Kolyma

La cité totale

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Garçonnet.

Imprimé par la S.A.R.L. Le Monde.
5, rue de la Harpe, 75001 Paris-13^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Composition typographique 57 437.

Le Monde

étranger

ASIE

Corée du Sud

La « campagne de purification » semble avoir la presse pour nouvel objectif

Séoul. — En milieu de journée, vendredi 25 juillet, on était toujours sans nouvelles de quatre des cinq journalistes travaillant pour la presse étrangère détenus depuis la veille pour interrogatoires au siège des services de renseignements de l'armée, dont le chef est le nouveau homme fort de la Corée, le général Chun Doo Hwan. Seul, M. Shim Jae Hoon, correspondant du *New York Times* et de la *Far Eastern Economic Review* — et qui envoie aussi des correspondances au *Monde*, a été relâché ainsi que sa femme dans la soirée de jeudi, après dix heures d'interrogatoire.

M. Shim, qui ignorait que ses confrères avaient été appréhendés en même temps que lui, n'est pas autorisé à nous dire où il a été conduit ni à rapporter la teneur de son interrogatoire ou les conditions de celui-ci. Très probablement, comme le pensent ici la

De notre envoyé spécial

plupart des confrères étrangers, les autorités veulent être informées des contacts avec les dissidents que ces journalistes peuvent avoir eus et de leurs sources au moment des émeutes de Kwangju. Les quatre autres journalistes encore entre les mains des services relevant du commandement de la loi martiale travaillent pour Associated Press, Reuters, *Asia Shufun* et *N.H.K.* (la télévision japonaise). Vendredi matin, le ministère de l'Information se refusait à faire le moindre commentaire sur ces détentions et ne pouvait même pas en donner la raison. Jeudi soir, l'ambassade américaine à Séoul se heurtait au même système de la part des autorités civiles, à qui, visiblement, cette affaire échappe complètement. S'il s'agit, comme tout porte à le

croire, de manœuvres d'intimidation à l'égard de la presse étrangère, le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont maladroites à un moment où les autorités militaires paraissent vouloir améliorer leur image à l'extérieur. Il est pour le moins ironique de constater que les journalistes aujourd'hui détenus étaient il y a deux jours les hôtes d'un dîner offert par les généraux responsables de la loi martiale (le *Monde* du 24 juillet). Leur détention a provoqué des réactions de protestation du *New York Times*, de Reuters et de l'A.P. L'ambassade de Grande-Bretagne et le département d'Etat ont demandé des explications.

Au nom de la sécurité nationale, les autorités militaires s'opposent à ce que les journalistes puissent faire à l'extérieur ce qu'ils veulent sans tenir compte, bien sûr, ni des réactions de la population — elle n'est d'ailleurs pas informée par une presse censurée — ni même de l'opinion publique internationale.

C'est la première fois que les autorités s'attaquent à des correspondants de plein temps de journaux et d'agences de presse étrangers : même, du temps du président Park, bien que soumis à des pressions diverses, les journalistes étrangers travaillant pour l'étranger n'avaient jamais été inquiétés. En traitant aujourd'hui comme des suspects des personnes dont aucun de leurs confrères ne mettrait en doute l'intégrité, le patriotisme et l'anticommunisme, le régime du général Chun révèle une fois de plus l'arbitraire de ses méthodes. Le seul reproche qu'on peut adresser à ces journalistes chevronnés, parmi lesquels le chef de bureau de Associated Press est sans doute, aux yeux des militaires, leur attachement à l'éthique de leur profession : tendre vers la vérité des faits et rapporter aussi ce que leur disent des gens qui ne sont pas du côté du plus fort.

A la veille du procès de M. Kim Dae Jung, chef de l'opposition démocratique, dont le régime fait aujourd'hui un support des communistes, de telles manœuvres d'intimidation à l'égard des journalistes de nationalité étrangère travaillant pour l'étranger sont destinées à faire bien comprendre à ceux-ci qu'ils ne jouissent d'aucune immunité. Apparemment, c'est la campagne de purification lancée par le Conseil pour la sécurité nationale — au sein duquel le gouvernement dont la plupart des membres sont des militaires et dont le comité permanent a pour chef le général Chun lui-même — à un nouvel objectif : la presse. Déjà, selon des sources informées, une cinquantaine de journalistes de la presse locale seraient arrêtés, d'autres auraient perdu leur travail. Les autorités affirment que ce ne sont là que des « rumeurs malicieuses », ce dont nous ne pouvons être certains. Mais on pourrait souhaiter cependant qu'elles donnent certaines précisions sur cette question.

PHILIPPE PONS.

Afghanistan

Le récent remaniement gouvernemental n'a pas mis fin à la « guerre des tendances » au sein du parti unique

La décision du président Kamal de remanier largement son gouvernement et d'éliminer ses adversaires appartenant à la faction Khaki (le peuple) du parti démocratique et populaire d'Afghanistan, a entraîné au sein du régime de Kaboul une crise grave, dont l'issue semble pour le moment incertaine. La crise ne pourra trouver de solution, estime-t-on des diplomates à Islamabad, par la seule élimination, y compris physique, de dirigeants du Khaki dont l'influence demeure très grande dans l'armée. Les récentes assassinats de personnalités sont attribués à cette « guerre des tendances » au sein du P.D.E.A. (P.C.). Si la mort de Mme Ratabzad, proche du chef de l'Etat et ministre de l'éducation, n'a pas été confirmée, en revanche, c'est bien le vice-ministre de l'éducation, M. Mohammed Yousof, qui a été assassiné lundi matin à Kaboul. L'envoyé spécial de l'A.F.P., qui confirme cette information, indique que, mercredi 23 juillet, trois corps décapités de hauts fonctionnaires du même ministère ont été découverts dans les quartiers résidentiels de la capitale. M. Yousof avait été doyen de la faculté des sciences politiques.

D'autre part, deux personnalités dont l'arrestation avait été annoncée à New-Delhi, M. S. Gohajol, ancien ministre de l'intérieur, et le colonel Watanjar, ancien ministre des communications, ont été aperçues,

mardi soir 22 juillet, à une réception à l'ambassade de Pologne à Kaboul, après des sources diplomatiques à Islamabad.

La tension demeure vive dans la capitale où patrouillent des milices. Des coups de feu ont été entendus au cours des derniers jours au quartier général de la 7^e division blindée cantonnée à Fialkhar, au sud-ouest de Kaboul. D'autre part, des chars d'un nouveau modèle, indiqués l'A.F.P., ont été déployés aux points stratégiques de Kaboul et certains protègent le palais présidentiel, théâtre de réunions permanentes depuis quelques jours.

A Washington, des sources militaires ont indiqué, le 24 juillet, que l'armée soviétique en Afghanistan avait commencé à équiper ses soldats de gilets pare-balles pour les protéger contre les tirs des iadés.

Le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie, a reçu, le 24 juillet, M. Aga Shahi, ministre pakistanais des affaires étrangères, et l'un des trois membres du comité islamique recherchant une solution politique à la crise afghane. M. Muskie s'est déclaré d'accord avec la démarche de la conférence islamique, indiquée-on de source pakistanaise. L'agence de presse du Pakistan, A.P.P., estime que les perspectives de discussions entre le comité islamique et Kaboul se sont améliorées.

AFRIQUE

Maroc

Les autorités s'efforcent d'améliorer les conditions de vie des populations des bidonvilles

De notre correspondant

Deux phénomènes expliquent ces ras de marée vers les villes : l'explosion démographique (quatre millions de Marocains en 1900, vingt millions en 1980) et l'exode rural. Les deux phénomènes cumulent leurs effets pour provoquer un doublement de la population urbaine tous les treize ans. Or s'entassent ces millions de ruraux attirés par les lumières de la ville ? Dans les bidonvilles dont les autorités s'efforcent pour les plus grandes d'entre elles la population de quarante-cinq à soixante-cinq mille habitants.

2 mètres carrés par personne

Le bidonville historique de Carrières-Centrales, qui fut en 1952 le théâtre de sanglantes émeutes nationalistes, occupe aujourd'hui 42,5 hectares, et la moitié de la population, évaluée à trente-quatre mille personnes, y dispose, selon une enquête de 1978, de 2,2 mètres carrés par personne. La densité moyenne de population atteint cinq à treize cents habitants par hectare. Le revenu moyen des familles ne dépasse pas 300 dirhams (1 dirham vaut 110 francs). La plaie des bidonvilles recouvre, on le voit, deux maux : absence totale d'emploi et de ressources dans beaucoup de zones rurales, sous-emploi

dans les zones d'accueil des grandes villes.

Le problème pour les autorités marocaines consiste donc à satisfaire en même temps à la prolifération des tendis, au sous-emploi, au manque d'hygiène et d'équipements socio-culturels. Devant l'accroissement ininterrompu de population, les autorités estiment qu'il est préférable d'améliorer le sort des habitants en transformant peu à peu les bidonvilles en villes normales et en sites de caractère social, plutôt que de transplanter ces populations ailleurs.

L'opération entamée depuis le début du dernier plan triennal (1977-1980) consiste donc à améliorer sur place les conditions de vie des populations des bidonvilles en leur offrant de devenir propriétaires d'un lot de terrain qui aurait été doté, avec l'aide de l'Etat, d'un équipement minimum (voirie, réseau de distribution d'eau et d'électricité, équipements socio-culturels). En même temps, on s'efforce de créer des emplois dans des « zones d'activité » proches des bidonvilles.

Le gouvernement marocain se rend, d'autre part, parfaitement compte de la nécessité d'une aide extérieure. Le BERD est associé déjà à la « reconstruction » des bidonvilles : Douar-Hajja (80 000 habitants) de Rabat, Bordj-Moulay-Omar (75 000 habitants) à Meknes et de Saknia (45 000 habitants) à Kenitra. A Casablanca même, les Etats-Unis fournissent une aide directe pour la transformation du bidonville de Ben-Mesik. Mais la course de vitesse engagée entre les efforts de l'administration marocaine et l'afflux de la population des campagnes serait perdue d'avance si l'exode rural continuait au même rythme. Il faudra aussi, un jour, fournir aux campagnes les moyens de subsister dans les villages où ils sont nés.

ROLAND DELCOUR.

Zimbabwe

LE PARLEMENT DU ZIMBABWE a approuvé mercredi 23 juillet à l'unanimité le référendum, pour six mois, des mesures d'urgence décrétées, pour la première fois, par le gouvernement de M. Ian Smith en 1965. Aux termes des lois d'urgence, la police a le droit de détenir des suspects sans jugement et peut procéder à des fouilles et des arrestations sans mandat. M. Nkomo a néanmoins précisé que certaines mesures contenues dans l'acte sur les pouvoirs d'urgence portant sur la censure et le couvre-feu ne seront pas mises en vigueur. — (Reuters).

En échange de la libération de quinze pêcheurs

LE PORTUGAL RECONNAÎT LE FRONT POLISARIO

Alger (A.F.P.). — Les quinze pêcheurs du chalutier portugais *Reo-Vouge*, capturés le 4 juin dernier par le Front Polisario, à six milles des côtes du Sahara occidental, ont été libérés mercredi soir 23 juillet, à la suite des négociations menées par M. Luis Fontoura, représentant le gouvernement de Lisbonne. En échange, le Portugal a reconnu explicitement le Front Polisario comme « unique et légitime représentant du peuple sahraoui » et implicitement la République arabe sahraoui démocratique, en y référant à deux reprises.

Le communiqué commun publié dans la région de Tindouf, à l'occasion de la cérémonie de libération, indique en effet que la partie portugaise a « exprimé son inquiétude devant la situation dangereuse découlant de la persistance de l'occupation militaire marocaine des territoires de la R.A.S.D. » et son soutien au peuple sahraoui à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de son pays sous la direction de son unique et légitime représentant le Front Polisario.

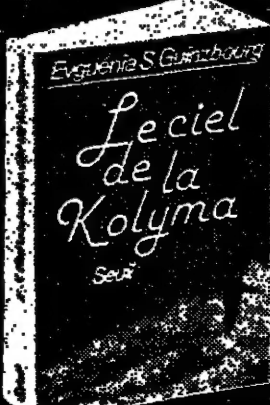

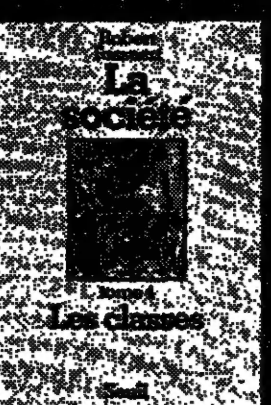

Les deux parties, selon le communiqué, reconnaissent également la nécessité de l'ouverture de négociations entre les gouvernements marocain et sahraoui, conformément aux résolutions de l'O.N.U. et de l'O.A.S. pour aboutir à une solution juste et durable.

Le Front Polisario détient toujours quatre-vingt-cinq pêcheurs sahraouis capturés il y a deux mois et il est probable qu'il cherchera à obtenir de Madrid au moins les mêmes avantages que ceux consentis par Lisbonne.

À Lisbonne. — M. Freitas do Amaral, chef de la diplomatie portugaise a déclaré jeudi soir que la « reconnaissance de la R.A.S.D. serait prématurée et pourrait être considérée comme une action hostile envers le Maroc ». Il a précisé qu'en raison des circonstances, le communiqué signé par M. Fontoura et déposé dans certains points et dans la façon dont il était rédigé, la position du gouvernement de Lisbonne.

DES LIVRES SEUL POUR TOUS LES TEMPS

Le Marxisme, théorie et témoignages

 <p>E.S. Guinzbourg Le ciel de la Kolyma Le vertige : Tome 2 Le premier témoignage d'une femme sur les camps. Traduit du russe par G. Johanneau - 512 pages Le Vertige La réédition d'un livre qui suscita une profonde émotion lors de sa parution en 1967. Traduit par B. Anheba - 124 pages</p>	 <p>Constantin Dumitrescu LA CITE TOTALE Seul Une analyse exhaustive du totalitarisme tel qu'il est pratiqué à l'Est de l'Europe, tentée par un Roumain. 324 pages</p>	 <p>Maurice Duverger Les orangers du lac Balaton Ce qui est mort et ce qui est vivant dans Marx. Coll. L'Histoire Immédiate - 256 pages</p>	 <p>Robert Fossaert La société Tome 4 : Les classes Le manuel du marxisme moderne. 496 pages Déjà parus : Tome 1 : Une théorie générale. Tome 2 : Les structures économiques. Tome 3 : Les appareils</p>	 <p>Marie-France Mottin Cuba quand même Vies quotidiennes dans la Révolution "J'ai eu la chance de vivre comme une Cubaine au milieu des Cubains, et j'ai envie de parler des gens ordinaires, de ceux qu'on oublie". M.-F. Mottin Coll. L'Histoire Immédiate - 256 pages</p>	 <p>Antoine Spire Profession permanent De l'enfance privilégiée aux arcanes de l'appareil du PC, l'autobiographie d'un ex-permanent du PC. Collection J'écris ton nom... Liberté dirigée par A. Spire - 252 pages</p>	 <p>Yvonne Quilès et Jean Tornikjan Sous le PC, les communistes La quotidienneté des adhérents et sympathisants du Parti communiste. Collection J'écris ton nom... Liberté - 288 pages</p>
--	---	---	---	--	--	---

La semaine prochaine : Vie politique, vie sociale

II. — Les nostalgies d'une nation solitaire

**« Seule une Europe unie peut garantir une paix durable »
déclare M. Nicolas Ceausescu**

STRASBOURG
(par téléphone)
L. - MEISCHOW-LUXEMBOURG
238 F 336 F 338 F 723 F
M. - BIEBER-TORVING
338 F 336 F 723 F 943 F

Par téléphone
Tous les dimanches
Tous les jours

Les abonnés qui paient par
chèque postal (tous valables) vou-
dront bien inscrire ces chèques à
leur demande.

Changement d'adresse décla-
rer au propriétaire (deux
semaines en avance) : nos abonnés
sont invités à fournir leur
dernière une semaine au moins
avant le départ.

Joindre la dernière feuille
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
répondre aux lettres reçues en
casiers d'abonnement.

PROCHE-ORIENT

Iran

Le vice-ministre de l'intérieur pourrait être candidat à la présidence du conseil

Un accord paraît avoir été conclu entre le président Bani Sadr et le parti républicain islamique sur la désignation d'un chef de l'Etat provisoire. Le P.R.I. a présenté, le samedi 25 juillet, la candidature de M. Mostafa Mir Salim, l'actuel vice-ministre de l'intérieur et chef de la police. Le P.R.I. aurait préféré la nomination de M. Jaleddine Farsi, mais n'aurait fait aucune objection, selon un vote intervenu à la direction du parti, à celle de M. Mir Salim.

Ce dernier a été reçu, le jeudi 24 juillet, successivement par l'imam Khomeiny et M. Bani Sadr, avec lequel il s'est entretenu pendant plus de deux heures. M. Mir Salim est très peu connu de l'opinion iranienne. Il paraît acquis, d'ores et déjà, que M. Sadegh Ghotbzadeh, chef de la diplomatie, ne fera pas partie de la nouvelle équipe ministérielle. Il a fait l'objet de vives critiques ces dernières semaines, tant sur le plan de la gestion de son ministère que sur le chapitre de sa politique « pro-occidentale ».

La suspicion qui règne actuellement en Iran à l'égard des journalistes étrangers. Deux d'entre eux, MM. Karl Serensen et Sami Sami, travaillant respectivement pour la télévision danoise et la télévision turque, arrêtés lundi soir à l'hôtel Intercontinental, ont été inculpés d'espionnage en faveur des Etats-Unis. La presse en profite pour qualifier l'hôtel Intercontinental — où résident la quasi-totalité des journalistes étrangers — de « repaire de chavals occidentaux ». Cela permet aux autorités de relancer leurs attaques contre les deux ministères jusqu'ici chargés de délivrer les visas et les cartes de presse aux journalistes étrangers, les ministères des affaires étrangères et de l'information, dont le comité central des comités révolutionnaires (qui a fait arrêter les deux journalistes) ne veut plus reconnaître l'autorité.

MM. Serensen et Sami étaient toujours au secret vendredi, leurs ambas-

sades respectives n'ayant pu, malgré de multiples démarches, entrer en contact avec eux. Ils sont accusés, entre autres, de travailler clandestinement pour le compte d'une chaîne de télévision américaine, C.B.S.

L'inspecteur Salehi — qui a mis les deux inculpés à la disposition des tribunaux révolutionnaires, — après avoir affirmé que des films pornographiques étaient projetés, le soir, à l'hôtel Intercontinental, a annoncé qu'il demanderait à l'ayatollah Khomeini de faire occuper ce « nid d'espions » et le transformer en centre de rééducation pour les drogués.

D'autre part, le tribunal révolutionnaire de Kerman a engagé des poursuites contre Mme Azam Taleghani, députée de Téhéran et fille de feu l'ayatollah Taleghani, pour avoir condamné, il y a trois jours, la lapidation de deux femmes dans la ville de Kerman. Elle est accusée d'« insulte à l'autorité judiciaire ». Mme Taleghani, qui est également membre du parti républicain islamique, et qui participe actuellement à la conférence internationale des femmes à Copenhague, avait mis en garde les responsables du pays contre la pratique de la lapidation, acte « contraire à la justice islamique ». Elle a dénoncé par la même occasion les injustices que subissent les femmes iraniennes, par exemple « frappées par leur mari » ou « abandonnées sans ressources », alors que « l'islam accorde une très grande valeur à la femme ».

Le nombre d'exécutions annoncé jeudi a atteint vingt-neuf. Huit personnes accusées de divers crimes politiques ou de meurtres ont été mises à mort après les vingt et une personnes exécutées à l'aube pour complot contre la sécurité de l'Etat.

L'ayatollah Behchidi, à son tour, a annoncé jeudi que M. Chapour Bakhtiar devrait être jugé par contumace avant que le gouvernement de Téhéran ne demande à celui de Paris l'extradition de l'ex-premier ministre. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

L'ASSASSINAT DE M. BITAR

Un dirigeant de l'opposition met en cause le frère du président syrien

M. Salah Bitar avait été informé par un responsable d'un pays arabe pétrolier, environ une semaine avant son assassinat, à Paris, d'une menace de « liquidation », proférée par M. Rifaat Al-Assad, frère du président syrien, a déclaré à l'A.F.P., M. Akram Al-Hourani, ancien président du Parlement syrien.

Selon M. Hourani, qui réside à Paris, ce responsable, dont il n'a pas révélé l'identité, avait été personnellement prié par M. Rifaat Al-Assad de transmettre à M. Bitar cet avertissement : ou bien il mettrait fin à ses critiques contre le régime de Damas, ou il serait « liquidé ».

Selon nos informations, a poursuivi M. Hourani, des agents secrets syriens sont actuellement à Paris, à Genève, à Londres, à Berlin et à Vienne pour tenter de liquider les opposants au régime de Damas.

Par ailleurs, M. Ahmed Mohafel, un des dirigeants de la faction dissidente du parti communiste syrien, a précisé que deux partis politiques syriens (le parti socialiste arabe, de M. Hourani, l'Union socialiste arabe, de M. Ja-

mal Al-Atassi, le parti communiste syrien-bureau politique, le parti Baas arabe socialiste, le groupe du 23 février et le Parti révolutionnaire des travailleurs) « tentent de créer un front visant à effectuer un changement démocratique en Syrie », et a indiqué que M. Bitar n'était pas étranger à cette démarche. « Mais, a-t-il poursuivi, ces partis n'ont encore eu aucun contact avec les Frères musulmans et je doute fort que M. Bitar ait effectué de tels contacts ».

Enfin, M. Hourani a rappelé que M. Bitar, aussi bien que lui-même et la majorité des opposants syriens (à l'exception des Frères musulmans), ont participé en mars dernier à Bagdad, aux débats sur la « charte d'action nationale », proposée par le président irakien, M. Saddam Hussein, et a affirmé que M. Bitar n'avait pas mentionné dans son intervention à cette occasion, le régime syrien, mais qu'il avait critiqué « tous les régimes arabes sans exception ».

M. Bitar devait être inhumé ce vendredi 25 juillet, à Bagdad, où sa dépouille mortelle a été transférée jeudi.

M. Amiralai abandonne ses fonctions d'ambassadeur à Paris

Téhéran (A.F.P.). — Les fonctions de l'ambassadeur d'Iran à Paris, M. Chemseddine Amiralai, ont pris fin, sa mission étant arrivée à son terme. Annoncé jeudi soir 24 juillet, un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères. Le porte-parole a précisé que le départ de l'ambassadeur faisait suite à des conversations qu'il avait eues avec le chef de la diplomatie, M. Ghotbzadeh, à Paris, les 19 et 20 juillet. M. Ali Bani Fatah, le chargé d'affaires, remplacera M. Amiralai dans ses fonctions.

M. Amiralai, selon des sources bien informées, avait en réalité présenté sa démission à l'imam Khomeiny à la suite de déclarations faites par le représentant de ce dernier à Paris, le haut-commissaire Fakhri Rouhani, à l'égard du parti républicain islamique, « Jomhour Jafari ». Le chef religieux affirmait notamment : « M. Amiralai m'a avoué avoir proposé à M. Giscard d'Estaing que la France vienne remplacer les Etats-Unis en Iran. Comprend-il seulement la philosophie de la révolution islamique ? S'imaginer-t-il que l'imam de notre nation islamique accepterait que la France remplace les Etats-Unis ? Je pose à M. Ghotbzadeh la question suivante : n'est-il pas temps d'agir et d'éliminer les ambassadeurs iraniens ? »

Le haut-commissaire Rouhani indique dans cette même interview que la situation à l'ambassade d'Iran à Paris n'a rien à voir avec les

Israël

Washington exprime sa « profonde inquiétude » après la mort d'un prisonnier palestinien

Un deuxième Palestinien qui faisait la grève de la faim est mort jeudi 24 juillet dans un hôpital de Tel-Aviv, après avoir été nourri de force dans la prison de Netanya (le Monde du 25 juillet). Deux le même temps, les commerçants du secteur arabe de Jérusalem avaient déclenché un mouvement de grève pour protester contre la mort, mardi, d'un autre prisonnier politique, Ali Mohamed Shada Jassari. Dans la matinée, la police israélienne est intervenue en force pour briser cette grève, tandis que, en Cisjordanie, l'appel à la grève générale était médiocrement suivi.

Le mouvement des soixante-treize détenus politiques palestiniens qui ont entamé il y a dix jours une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention a suscité diverses manifestations « pacifiques » dans le camp palestinien sous contrôle israélien.

Le porte-parole du département d'Etat américain, M. John Trainor, a exprimé sa « profonde inquiétude » et précisé que Washington était en rapport avec le ministère israélien des affaires étrangères au sujet du sort des détenus palestiniens. A l'annonce, un porte-parole du bureau de l'O.L.P. a exhorté le secrétaire général de l'O.N.U., M. Kurt Waldheim, et la communauté internationale à œuvrer pour mettre un terme à la détention « inhumaine » dont sont l'objet les prisonniers palestiniens. Il a affirmé qu'on assiste au commencement d'une « campagne de liquidation physique des quatre mille détenus palestiniens en Israël ». Pour sa part, M. Yossef Burg, ministre israélien de l'intérieur et de la police, a ordonné la création d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur la cause de la mort des deux détenus.

Sur le plan politique, le projet de loi controversé proclamant Jérusalem Est partie intégrante de la capitale d'Israël pourrait être adopté la semaine prochaine par la Knesset, a déclaré jeudi M. David Glass, président à la commission des lois, ce qui contredit les assurances données en privé par des dirigeants selon lesquels le développement ordinaire de la procédure parlementaire empêcherait le projet de loi d'être complètement adopté.

(Publié)

Installer sa cuisine.

Et réussir son installation dans les délais.

Comme on n'installe pas sa cuisine tous les jours, quand on doit le faire, on cherche des repères. Avec qui faire l'inventaire des besoins, organiser sa cuisine, choisir son matériel et son mobilier ? Pour quel prix ? Il y a aussi la réalisation de l'installation par plusieurs corps de métiers, les délais, qui doivent être les leurs et qui doivent être tenus.

Pour réussir tout cela, voici le concours que je peux vous apporter.

Mon bureau d'études conçoit et fait installer des cuisines à partir de matériels et de mobiliers qui existent sur le marché et que nous vous procurons. Je ne suis lié à aucune marque.

Mais je travaille de préférence à partir des mobiliers et matériels de quatre ou cinq d'entre elles que j'ai éprouvées pour l'ampleur de leur choix, la qualité de leur production, leur observance des délais de livraison. J'ai 30 ans d'expérience professionnelle.

Les consultations que ma collaboratrice, Madame Monique Spingart, ou moi-même, vous donnerons sont gratuites. Le devis l'est également.

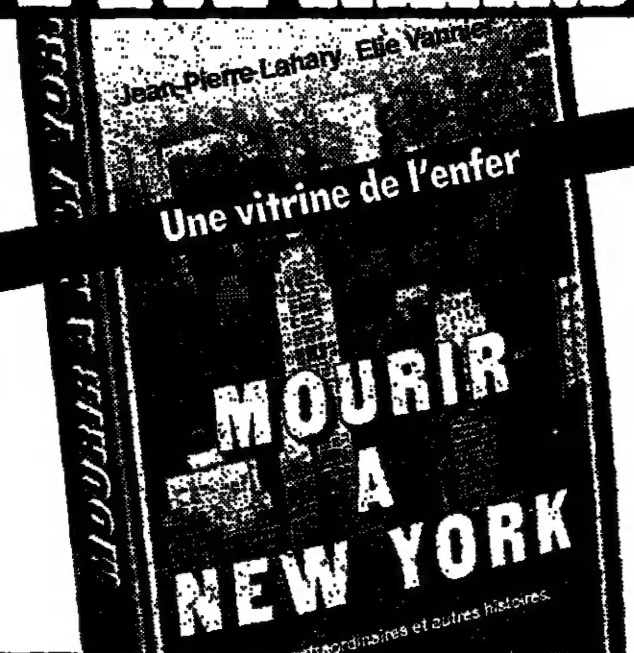
Au cours des deux visites que l'un de nous vous fera pour l'établir, puis, vous le présenter et répondre à toutes vos questions, nous vous indiquerons toutes les sûretés que nous prenons pour que votre installation soit terminée dans les délais, à votre entière satisfaction.

Je réserve également une heure par jour aux communications personnelles avec mes clients passés ou en travaux, car c'est la méthode qui nous permet d'être parfaitement adéquats à vos besoins et de le rester.

Bernard Pouchard

Pour un premier contact, appelez Bernard Pouchard ou Monique Spingart, Société Cotha - 2, rue François Belkacem - 92240 Malakoff. Tél. 655.27.90.

L'ETE FAYARD



(Publié)

LA FRANCE, L'O.N.U. et ISRAEL

L'Assemblée générale de l'O.N.U. est saisie par les Etats arabes qui couvrent les agissements de l'O.L.P. d'un projet de motion demandant l'évacuation « immédiate » des « territoires occupés » par Israël et notamment de la Cisjordanie.

Quelle attitude prendra la France ?

La France a voté les résolutions du Conseil de sécurité de 1967 et de 1973 QUI AUTORISENT ISRAEL A RESTER SUR LA RIVE GAUCHE DU JORDAINE AINSI QU'A GAZA ET A JERUSALEM, JUSQU'A CE QUE LA JORDANIE AIT CONCLU UN TRAITE DE PAIX.

La France ne peut pas se déjuger.

Donner sa caution à l'O.L.P., c'est approuver une organisation terroriste dont l'article 19 de la charte prévoit la destruction d'Israël ; qui, au Liban, est l'alliée des Syriens pour la désagrégation de l'Etat libanais et le massacre des chrétiens ; et dont le chef du commando qui a tenté d'assassiner Chapour Bakhtiar vient encore de se réclamer.

Les plus récentes déclarations de l'O.L.P. ne permettent aucun doute sur sa volonté persistante de détruire Israël.

Que proclament ses chefs ?

« Le seul moyen d'aboutir à notre but est la révolution populaire armée. La révolution armée du peuple palestinien arabe est un facteur décisif dans la bataille de libération et de la liquidation de la présence sioniste. Cette lutte ne cessera pas avant que l'ENTITE SIONISTE (1) SOIT LIQUIDE. »

« Le Fatah est un mouvement révolutionnaire national indépendant, dont le but est de liquider l'entité sioniste (1) politiquement, économiquement, militairement, culturellement et idéologiquement. »

(Extrait du programme politique du Fatah, Damas, le 2 juin 1980.)

« Il n'y a pas de durs ni de modérés à l'O.L.P. Il n'y a pas de différence entre Arafat et le Fatah. Yasser Arafat est dans la branche exécutive de l'O.L.P. »

« L'O.L.P. veut à tout prix en finir avec l'entité sioniste. »

« L'Union soviétique continue à nous donner tout l'appui diplomatique, politique et militaire que nous souhaitons... »

(Ibrahim SOUSS, Europe 1, 16-6-1980.)

Dès lors le débat est clair. Appuyer les résolutions inspirées par l'O.L.P., faire modifier les décisions du Conseil de sécurité par l'Assemblée générale de l'O.N.U., C'EST INTRODUIRE A NOUVEAU L'URSS DANS LE DEBAT AU PROCHE-ORIENT dont les accords de Camp David l'ont exclue, c'est favoriser l'expansionnisme soviétique, c'est risquer d'affronter demain un génocide des Israéliens.

La France ne doit pas devenir le champ clos où des rivalités étrangères règlent leurs comptes. Il faut mettre obstacle à toutes les violences et que s'arrêtent les attentats. Le bureau de l'organisation terroriste O.L.P. à Paris doit être fermé. Les assassins arrêtés doivent être rapidement jugés.

La France doit dire résolument NON aux terroristes de l'O.L.P., à leurs complices, à leurs alliés.

ALLIANCE FRANCE - ISRAEL,

35, rue de la Lune, 75002 Paris.

(1) Entité sioniste : l'Etat d'Israël.

L'ETE FAYARD



AMÉRIQUES

Nicaragua

Le secteur privé demande qu'une date soit fixée pour les élections municipales

Managua. — Depuis le 19 juillet et les cérémonies du premier anniversaire de la révolution, le « secteur privé » nicaraguayen et les partis politiques qui le représentent sont en ébullition. Les ambassades des pays occidentaux sont inquiètes.

« Je suis préoccupé par le côté martial donné à l'ensemble des activités commémoratives, nous a déclaré M. Laurence Penulo, ambassadeur des États-Unis, par l'insistance mise à exposer la solidarité des pays communistes et totalitaires et par la non-reconnaissance des contributions les plus grandes : celles des États-Unis et des démocraties occidentales. » Pour sa part, M. Jorge Salazar, président intérimaire du Conseil supérieur de l'entreprise privée (Cosep), a dans une conférence de presse, dénoncé le fait que la direction sandiniste n'ait pas donné de date précise pour la tenue d'élections municipales, conformément aux engagements qu'elle avait pris au début du mois de mai.

Un dialogue difficile

Il est indispensable de faire un peu d'histoire pour comprendre l'état actuel des relations entre le Front sandiniste (F.S.L.N.) et ce qu'on appelle ici le « secteur privé », pour ne pas avoir à employer le mot de « bourgeoisie » difficile à porter en période révolutionnaire. Le triomphe de l'insurrection de juillet dernier a été rendu possible par l'intégration autour du F.S.L.N. de tous les secteurs du pays non directement liés à Somoza. Tout le monde a participé, à des titres divers, à la victoire, et la junte de gouvernement formée en juin 1979 comprenait deux représentants du secteur privé : Mme Violeta Chamorro et

M. Alfredo Robelo. En avril dernier, tous deux démissionnèrent. La première pour des raisons dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'elle n'est pas tout à fait personnelle, le second pour des raisons politiques. « Je n'ai pas voulu me laisser utiliser, nous a déclaré M. Robelo, voyant que je ne pouvais pas avoir une influence suffisante de l'intérieur, j'ai décidé de sortir du gouvernement tout en restant dans la révolution. »

La crise, alors ouverte, a poussé la direction du Front sandiniste et les représentants du secteur privé à dialoguer. Le Cosep s'est présenté avec une série de revendications essentiellement politiques, car, dans son analyse, il fallait d'abord rétablir un climat permettant au secteur privé national, aux pays occidentaux et aux grandes institutions financières mondiales de se sentir suffisamment en confiance pour participer pleinement à l'effort de reconstruction. Les principales exigences portaient sur la liberté et le pluralisme de l'information, le retrait de la loi d'urgence, l'arrêt des confiscations et des occupations de terres et la fixation d'une date pour les élections municipales. Celles-ci constituent pour le Cosep un essai en vue d'élections générales, considérées par tous comme difficiles à réaliser dans les circonstances actuelles.

Le Front sandiniste, soutenu de tous les secteurs du pays, a permis la victoire, a répondu à ces exigences dans les faits (par exemple sur la loi d'urgence et la limitation des occupations de terres), ou encore en prenant des engagements de principe (sur la création d'une télévision d'État

et les élections). La façon dont les remplaçants de Mme Chamorro et de M. Robelo ont été choisis est un bon indice de l'état d'esprit de la période : le Cosep voulait participer au choix, le F.S.L.N. ne lui en a pas donné l'occasion, tout en retenant deux personnalités absolument irréprochables, MM. Cordoba Rivas et de Arturo Cruz.

Un socialisme respectueux du pluralisme

Dialogue donc, mais dialogue difficile. Le Cosep affirme aujourd'hui que le Front s'était engagé à fixer au 10 juillet la date des élections municipales, alors que M. Sergio Ramirez, membre de la junte de gouvernement, vient de déclarer : « Nous réaffirmons ce qui a été dit au moment de la constitution de la junte et au début du mois de mai, à savoir que nous sommes d'accord pour organiser des élections municipales, puis constitutionnelles et enfin générales, mais nous pensons sincèrement que la préoccupation des secteurs privés n'est pas la fixation d'une date précise. Nous avons besoin de toutes les énergies du pays pour la reconstruction. » Position que l'ambassadeur des États-Unis nous a dit comprendre dans la mesure où « des gens éduqués sous le socialisme ne peuvent pas avoir une grande confiance dans les élections » et que ceux qui « s'approchent du marxisme-léninisme ne les poussent pas à une attitude particulière dans ce domaine ».

Tout dialogue est fait d'affrontement. Un an après le renver-

Bolivie

Le gouvernement militaire paraît incapable de définir un programme politique

Hormis leur claire volonté de détruire le mouvement syndical mis hors la loi et dont les dirigeants sont victimes de la répression, les forces armées boliviennes ne sont pas encore parvenues à définir un programme politique ni à prendre la moindre mesure concrète.

Cependant, la résistance aux coups d'État semble s'affaiblir. Une partie d'entre eux auraient accepté de reprendre le travail. Les troupes gouvernementales qui assiégent la région d'Oruro ont, il est vrai, coupé toutes les voies de ravitaillement.

A Washington, l'Organisation des États américains s'est réunie le jeudi 24 juillet pour examiner la nouvelle situation créée par le coup d'État. La résolution proposée par les quatre autres pays du pacte andin (Venezuela, Pérou,

Colombie et Équateur), « déplorant » le coup d'État en Bolivie, paraît devoir obtenir une majorité au sein de l'O.E.A. où les États-Unis, notamment, l'appuient. Le quotidien « El Diario », porte-parole officieux du nouveau régime de La Paz, s'est prononcé le même jour pour le retrait de la Bolivie du pacte andin.

Le département d'État américain a dénoncé les « violations généralisées et même sauvages des droits de l'homme » en Bolivie à la suite du coup d'État.

Enfin, le putsch militaire a soulevé la « réprobation générale » des ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis le 22 juillet à Bruxelles. Mais on indique, dans les milieux de la Communauté, qu'aucune condamnation formelle ne sera formulée.

Correspondance

l'absence aller au désastre lorsqu'elle s'est vue privée de direction politique. Cette modeste résistance explique peut-être que la répression ait été moins massive que les déclarations du général Garcia Mesa et de son ministre de l'Intérieur, qui ont annoncé la « répression » de la rébellion. Gomez, de tonalité clairement fasciste, le laissent craindre.

« Nous sommes tous convaincus de l'échec de la démocratie représentative, représentative seulement de ceux qui ont décliné, nous offrir la misère, le désespoir, l'anarchie, la faim, le désespoir, le désastre. Les aventures électoralistes sont terminées... Et nous ne garantissons pas l'existence de ceux qui ont détruit les structures de la nation », avait ainsi déclaré le nouveau chef de l'État.

Et, en effet, tous les organes de la démocratie représentative ont été annihilés.

Le nationalisme, élément de cohésion

Le nationalisme proclamé est, sans doute, l'élément de cohésion entre militaires putschistes et légionnaires, unis pour ce coup d'État. Le chef de l'État a mis l'accent sur la nécessité d'indépendance face aux impérialismes internationaux. Pour bien comprendre la force de ce sentiment, il faut tenir compte du fait que la Bolivie a perdu plus de la moitié de son territoire depuis l'indépendance. Elle se sent vulnérable, et les militaires se déclarent convaincus qu'un gouvernement dirigé par l'Union démocratique et populaire de M. Siles Zuazo aurait provoqué une réaction immédiate des pays voisins.

Réformisme ? Le général Garcia a tenu à s'identifier aux militaires révolutionnaires qui ont marqué l'histoire du pays. Dans son premier discours, il a évoqué « le socialisme militaire du président Toro, la doctrine nationaliste et anti-oligarchique du président Busch, l'immolation du président Villaroel et le gouvernement révolutionnaire du pré-

sident Barrientos » (1). Si l'on omet de faire référence à de plus proches prédécesseurs, qui s'inscrivent dans la même ligne idéologique (les présidents Ovando et Torres) c'est, assurément, afin de ne pas blesser les militaires « buschistes » qui ont appuyé le putsch. Cependant, ce « réformisme » n'a été concrétisé jusqu'à présent, par des déclarations floues, et, une semaine après la prise du pouvoir, aucune mesure n'a été décrétée.

Quant au « macarthysme » de la junte, il n'est plus à déplorer. Chaque jour, des déclarations sont imprimées dans les journaux, attaquant les groupuscules « marxistes, castristes, communistes, anarcho-syndicalistes et autres », qui « ont exploité les paysans et les ouvriers, et entraîné le pays dans l'anarchie, le chaos, la corruption, la pénurie ». De ce point de vue, le régime actuel se situe dans la droite ligne de celui du colonel Natusch Busch, qui ne devait contrôler le pays que seize jours, en novembre dernier, succombant à la résistance interne et internationale.

Mais cette fois-ci les militaires n'ont pas craint de se faire passer pour des « durs ». A la différence du colonel Natusch, ils n'ont pas appelé les civils à participer de façon significative à un gouvernement. Ils sont apparemment convaincus que, représentant l'institution tutélaire de la nation, ils sont les seuls à pouvoir en garantir l'intégrité.

NICOLE BONNET.

(1) En 1938, l'armée bolivienne combattit le gouvernement du colonel Toro, en 1939 le général Busch, puis en 1943 le colonel Villaroel. Tous trois suivirent une ligne idéologique nationale-socialiste à la façon latino-américaine. En particulier, le colonel Villaroel, rattaché au Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.), a encouragé la formation d'un syndicalisme, sous tutelle, chez les mineurs, et supporta certains services pesant sur les indiens. Il a été assassiné en 1948 par une conjuration militaire oligarchique terrifiée et des officiers conservateurs, qui allèrent diriger le pays jusqu'à la révolution M.N.R. de 1952. Le président Barrientos a gouverné de 1954 à 1960. (N.D.L.R.)

Etats-Unis

Les difficultés de M. Carter

(Suite de la première page.)

Jusqu' alors, les faveurs libyennes et la manière dont les pays libyens, se sont épanouies et épanouissent pour la Maison Blanche — la Libye s'oppose farouchement aux accords de Camp David — mais elles ne suffisent pas à qualifier le nouveau cadet du président d'« agent étranger », catégorie que la loi américaine oblige à se déclarer comme telle auprès du ministère de la Justice.

220 000 dollars

Cependant, le dernier séjour en Libye de M. Billy Carter change le remboursement de « frais de déplacement » de 20 000 dollars, la promesse d'un « prêt » de 500 000 dollars, dont 200 000 lui seront effectivement versés à Washington. Cette fois, il tombe sous le coup de la loi puisqu'il obtient à considérer cette somme comme résultant d'un arrangement privé n'appelant pas de contre-partie. Le ministère de la Justice ne l'entend pas de cette oreille, et outre une information contre M. Billy Carter pour nature de ses rapports avec Tripoli, il obtient, sur place, outre une infraction à la loi sur les agents de l'étranger, Billy commence à s'inquiéter, va consulter le juriste consulté de la Maison Blanche, M. Lloyd Cutler, qui lui conseille de prendre un avocat et de se dépêcher de faire enregistrer comme représentant d'intérêts libyens aux États-Unis. Ce que s'empresse de faire le frère du président.

Un compromis est conclu avec le ministère de la Justice, qui renonce aux poursuites en échange de l'inscription à l'adjectif mais répétant de Billy Carter. Celui-ci n'avait pas la conscience aussi transparente qu'il le prétendait. Il avait essayé d'obtenir du « brut » libyen pour une petite compagnie pétrolière. Il avait touché une commission sur chaque baril importé. Et, surtout, les libyens auraient compté sur lui pour inciter le gouvernement américain à lever l'embargo sur les huit avions de transport militaires C-130 achetés par la Libye et dont la livraison est bloquée par l'état des relations entre la Libye et les États-Unis. On serait donc assez loin d'un cas de philanthropie libyen.

Néanmoins, on peut se demander sur quoi reposait le crédit dont jouissait M. Billy Carter auprès de ses commanditaires. Étaient-ils si mal informés qu'ils ignoraient que cet intermédiaire douteux et passablement saisi-grepu ne pouvait que desservir leur cause ? Il est vrai que personne d'autre que le conseiller des affaires étrangères de la Maison Blanche, M. Zbigniew Brzezinski, lui aussi, d'employer les bons offices de M. Billy Carter en vue de recourir à la médiation libyenne pour libérer les otages de Téhéran. Disons que si « affaire » il y a, elle met en cause autant la crédibilité que l'intégrité de ceux qui y participent. La commission sénatoriale d'enquête va essayer d'y voir plus clair. Le président Carter lui a promis son concours.

A. C.

OUTRE-MER

LA CRISE DES NOUVELLES-HÉBRIDES

Plusieurs milliers de personnes manifestent à Luganville contre le gouvernement néo-hébridais

De notre correspondant

Nouméa. — A l'appel de la fédération du Vémara, regroupant les partis modérés francophones et le mouvement coutumier dirigé par M. Jimmy Stevens, plusieurs milliers de habitants de l'île d'Espérance, à l'ouest de l'île d'Espérance, ont manifesté pacifiquement le 24 et 25 juillet à Luganville. Un cortège s'étendait sur plus de 1 kilomètre et rassemblait, selon les observateurs, près de sept mille personnes, a défilé dans l'artère principale de la localité, en présence de la troupe, pour réaffirmer l'opposition de l'île à la politique du gouvernement anglophone de M. Walter Lini, premier ministre néo-hébridais.

M. Alfred Malin, vice-premier ministre du gouvernement provisoire constitué, en mai dernier, par M. Stevens, a tenu des propos très durs contre M. Lini et son gouvernement. Il a notamment souligné que la présence du détachement franco-britannique n'a en rien résolu la crise politique des Nouvelles-Hébrides et il a déclaré que dans l'esprit des dirigeants et des partisans du Vémara cette intervention ne met pas fin à la sécession de l'île d'Espérance-Santo. Vingt-quatre heures après avoir

soutenu les parachutistes français et les fusiliers-marins britanniques en leur offrant des fleurs, les habitants de Luganville et les aborigènes partisans de M. Jimmy Stevens ont voulu faire la démonstration de leur force et de leur volonté de maintenir leurs distances à l'égard des autorités de Port-Vila.

JEAN-NOËL FERAUD.

● M. John Beasant, porte-parole du gouvernement néo-hébridais, a souhaité, vendredi 25 juillet, à Port-Vila, une intervention « plus ferme » du détachement franco-britannique qui a pris le contrôle de Luganville. Estimant que cette intervention « ne représente qu'un premier pas », il a notamment jugé « vraiment extraordinaire qu'aucune action n'ait été entreprise contre M. Jimmy Stevens et ses rebelles ».

● M. Bruno Richez, animateur du comité international de soutien aux francophones des Nouvelles-Hébrides, a notamment déclaré, jeudi 24 juillet : « Ce prétendu « rétablissement de l'ordre » ne fait que renforcer l'illusoire légitimité du gouvernement espagnol qui aura ainsi tous les moyens d'exercer dans le reste de l'archipel son totalitarisme francophone. De plus, cette opération intervient dans une situation politique très dangereuse car Français et Anglais ne se mettront jamais d'accord sur la date de retrait des troupes, ce qui laisse prévoir un pourrissement regrettable du problème Santo. Dans ces conditions, le compromis dont on ne cesse de parler pour le moment, ne peut être qu'une compromission honteuse, voire une trahison morale de la France envers les Néo-hébridais francophones. »

● Le bureau de ce comité (le Monde du 23 juillet) comprend, notamment, outre M. Richez, MM. Boyez, président de l'association francophone-jumelage, Delacour, maire de Port-Vila, Mitchell, président de l'association France-Nouvelles-Hébrides, Cornette, président de l'association franco-hébridaise, Chevra, ancien député adjoint à Port-Vila, Lassagne, professeur

● M. Jacques Douffignies, délégué de l'U.D.F. chargé des Dom-Tom, estime que « l'opération de rétablissement de la légalité dans l'île de Santo, menée à Brazzaville, a été réussie car elle a permis de conserver un caractère pacifique. La politique de la France aux Nouvelles-Hébrides est claire, ouverte, dit-il, par ce que elle a su préserver la création de liens fondamentaux pour les activités de nos nationaux. Elle a également, ajoute le délégué, répondu aux vœux unanimes des pays voisins et amis qui souhaitent que les Nouvelles-Hébrides accèdent à l'indépendance dans l'unité. »

Guinée

● LES ÉPOUSES FRANÇAISES DE NEUF PRISONNIERS POLITIQUES GUINÉENS viennent de former l'Association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée.

Dans un premier communiqué, l'Association rappelle que M. Giscard d'Estaing avait demandé au président Sekou Touré la libération de ces prisonniers lors de sa visite officielle en Guinée, en décembre 1978, et que la promesse faite à cette occasion par le président guinéen n'a pas été tenue à ce jour. Les neuf hommes ont été emprisonnés ou ont disparu depuis huit ans au moins. Parmi eux figurent le général Noumandian Kelta, ancien chef d'état-major de l'armée guinéenne, ainsi que MM. Camara Balla, ancien ministre du commerce, et Fadiala Kelta, ancien ambassadeur.

● A.F.P.P.O., 6, rue Schimber, 91000 Strasbourg.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● M. KURT WALDBEIM, secrétaire général de l'ONU, se rendra vers le milieu de la semaine prochaine à Bangkok et à Hanoi pour s'entretenir de la situation à la frontière thaïlando-cambodgienne. Le gouvernement thaïlandais avait demandé à M. Waldbheim d'envoyer des observateurs de l'ONU à cette frontière, mais le secrétaire général de l'ONU a fait valoir qu'il ne pouvait pas assumer cette responsabilité sans décision du Conseil de sécurité.

D'autre part, les Khmers rouges qui étaient retranchés à l'extrême Ouest du Cambodge, dans les montagnes du Pnom-Mail, ont été obligés de se replier plus au Sud après un pillage d'artillerie inconnue de leurs positions par les forces vietnamiennes-saoudiennes. Selon des sources thaïlandaises militaires, ces forces seraient emparées de certaines parties de la colline. (A.F.P.)

Côte-d'Ivoire

● LE LIEUTENANT DE POLICE ZOUMANA OULAI, persécuté au centre des rumeurs persistantes de coup d'État

La résistance populaire a été faible, parce que la population a d'abord été incrédule, puis s'est

● Plusieurs organisations humanitaires françaises appellent à un « soutien financier urgent » en faveur des populations boliviennes. Il s'agit du Comité catholique contre la faim et pour le développement (C.C.F.D.), de la Cimade et de Terres des Hommes-France (C.G.P. respectifs : 18249 74 Y Paris ; 4088 87 Paris ; 11670 57 W Paris).

● La Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) dont le siège est à Prague, a exprimé sa solidarité avec la « résistance héroïque des travailleurs et du peuple boliviens à la domination militaire ».

● M. Georges Sarre, représentant socialiste français de l'Assemblée européenne, a, dans une lettre adressée le 22 juillet à M. Roy Jenkins, président de la commission de la C.E.E., suggéré une suspension de l'aide technique et financière de la Communauté à la Bolivie et le maintien de la seule aide alimentaire.

L'ELECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Debré confirme sa détermination et accentue ses critiques à l'égard du pouvoir

Trois semaines après avoir annoncé sa candidature à l'Élysée, M. Michel Debré lance un appel aux parlementaires R.P.R. pour leur demander de l'appuyer. La lettre de l'ancien premier ministre aux députés et sénateurs gaullistes a été rédigée avant le 21 juillet et elle ne constitue donc pas une réponse à la déclaration faite par M. Chirac, le mardi 22 juillet, dans laquelle il énonçait ses principes au regard de l'élection présidentielle et indiquait qu'il ne se prononcerait pas avant la fin de l'année (« le Monde » du 23 juillet). M. Debré relève cependant les « menaces » exercées par les responsables du R.P.R. et notamment par M. Pons, secrétaire général du mouvement, envers ceux qui ne se prononceraient pas pour le candidat choisi par les instances du parti. Mais là n'est pas l'essentiel de cette lettre de huit pages.

Tout en confirmant sa résolution d'être candidat jusqu'au bout, « non pour témoigner mais pour convaincre et pour gagner », M. Debré veut démentir la réputation que lui ont faite certains de ses amis politiques de n'être qu'un candidat de diversion susceptible de se sacrifier, le moment venu, à la cause de l'unité du gaullisme, ainsi que M. Chirac semblait le souhaiter dans sa dernière déclaration.

La détermination du maître d'Ambroise s'accompagne d'une accentuation des critiques qu'il formule à l'égard de la politique de M. Giscard d'Estaing. Cette nouvelle prise de position situe plus nettement encore M. Michel Debré dans le camp des contestataires du pouvoir actuel. Déjà, lors des journées d'études parlementaires du R.P.R. de septembre 1978 à Biarritz, et lors de la discussion du dernier budget, à l'Assemblée nationale, M. Michel Debré avait tenté, mais en vain, de convaincre ses amis de renverser le gouvernement de M. Barre en déposant une motion de censure contre lui. M. Debré, depuis de longues années, ne vote d'ailleurs plus le budget de l'État. Cette attitude lui avait notamment été reprochée, à l'époque, par M. Rufenacht qui aujourd'hui le soutient.

Dans sa lettre, M. Debré étend le champ de ses reproches. Aucun domaine de l'action du chef de l'État ou du premier ministre n'échappe à sa condamnation. Qu'il s'agisse de la politique économique et sociale ou de la politique étrangère et de défense, le réquisitoire de l'ancien premier ministre n'est assorti d'aucune circonstance atténuante.

La réprobation qu'il exprime s'ajoute encore avec l'utilisation d'une collection impres-

sionnante de qualificatifs péjoratifs, alarmistes et catégoriques, dont les moindres ne sont pas « abandon, déclin, affaiblissement, faiblesse, désobéissance, renoncement, contradiction, hésitation, concession, découragement, doute », pour mieux affirmer que l'on parle aux Français le « langage du sommeil ». Vouloir provoquer le réveil de l'opinion — comme l'avait souhaité M. Pierre Juillet en termes comparables dans nos colonnes le 11 juin — M. Debré assure qu'il peut tout à la fois « restaurer l'autorité de l'État », « redresser l'économie », « préserver la société » et « préserver l'indépendance nationale ». Sur le ton épique qui est celui de ses proclamations, de ses pamphlets et de ses discours depuis plus de trente ans qu'il exerce un mandat (il avait été élu sénateur en 1948), M. Debré ne se laisse pas décourager par le peu d'audience qu'il a jusqu'ici rencontrée et qu'il reconnaît sans fausse humilité.

La confirmation du comportement oppositional de M. Michel Debré ne risque-t-elle pas de rebouter certains des soutiens qu'il avait reçus dès l'annonce de sa candidature et qui se recrutent parmi les moins antigiscardiens des membres de la majorité ?

Si les critiques formulées par l'ancien premier ministre se font de plus en plus convaincantes, ses électeurs du premier tour accepteront-ils de reporter leurs voix sans hésitation sur M. Giscard d'Estaing au second ? M. Debré se garde évidemment de dire ce que sera son attitude à ce moment-là. Son objectif est seulement de disposer d'un poids électoral suffisant pour contraindre les candidats du second tour à tenir compte de ses propositions.

Le durcissement des reproches de M. Debré à l'égard du pouvoir actuel est-il destiné à dissuader M. Chirac de se porter candidat. Le maître de Paris — qui a résolu de demeurer silencieux sur ce sujet jusqu'à la fin de l'année — ne semble pas disposé à se laisser entraîner dans une surenchère de critiques à l'égard du pouvoir. Depuis près d'un an, M. Chirac a renoncé au mode agressif de ses diatribes passées et choisit de transformer l'image trop aigüe qu'une partie de l'opinion avait de lui. Sans renoncer pour autant à proposer une « nouvelle politique », le président du R.P.R. qui vise un électoral plus large que celui auquel semble s'adresser M. Debré et qui ambitionne de favoriser une « alternance », à défaut de jouer un rôle de « recours », préfère se hâter lentement.

ANDRÉ PASSERON.

Il n'y a d'abord une révolution sociale, accompagnée de modifications institutionnelles pour certains conduisant directement au changement de l'État, c'est-à-dire de la nation !

Ces deux discours sont à la fois irréels et dangereux. Ils aboutissent tous deux à décourager. Dans un cas comme dans l'autre, c'est le langage du sommeil qui l'emporte.

C'est à l'entreprendre est à notre portée.

Qui nous pouvons redresser notre économie. Réexaminer les dépenses publiques et sociales afin de réduire le coût excessif de notre production et de consacrer une plus grande part d'énergie à la création ou à l'extension d'entreprises. Rendre aux priorités du Plan — sources nationales d'énergie, industries de base et de pointe, agriculture, aménagement du territoire, exportations — l'ardente obligation qui les caractérise. Imposer aux institutions du Marché commun une politique de protection européenne contre la concurrence abusive qui a débuté par l'abolition de certaines mesures nationales certaines de nos secteurs qui doivent survivre et prospérer.

Qui nous pouvons redresser notre société par une solidarité renforcée et par un élan vital retrouvé.

La solidarité est la condition de l'effort économique. Un peuple au travail doit être un peuple uni. De la fiscalité à la participation, de la promotion individuelle au service civil des jeunes, les modalités de cette solidarité sont multiples. Elles doivent être toutes mises en œuvre.

Une politique familiale doit avoir deux objectifs principaux : mieux permettre aux femmes d'associer leur vie professionnelle et les exigences de la maternité ; aider le plus grand nombre de foyers à avoir trois enfants.

L'indépendance de la nation est exclusive de tout alignement de tout transfert de souveraineté. En particulier, il n'y a de défense que nationale.

Cette France renforcée, cette nation française qui s'affirme donneront à la politique intérieure un grand souffle, et à l'étranger un grand exemple.

M. Debré conclut de son devoir que le suis monté en première ligne et que j'y resterai afin de restaurer l'autorité de l'État et faire gagner la France, pour le bonheur des Français.

Nombreux sont les Français, déçus par les résultats de notre mouvement, qui approchent le combat que j'ai décidé d'entreprendre pour un salut public qui n'a que trop tardé. Je suis persuadé que cette campagne que je mène dans toute la France renforcera ce courant. A vous, cher collègue et ami, qui m'avez fait connaître le sens de l'intérêt général, je demande de me comprendre et, quand vous l'estimerez possible, de m'aider.

La vocation du peuple

(Suite de la première page.)

En vérité, l'administration s'est emparée de nous. N'importe, elle se chargeait vaguement de mobiliser et d'organiser. Maintenant, elle s'est mise à compter sans effort — banque de données et terminaux en dérivé — elle accapare les choses, et les hommes comme des choses. On a vu la surprenante décision d'une commission de l'information et des libertés s'en remettre à la « sagesse » du ministre de l'Intérieur pour qu'il n'abuse point des possibilités que donne la carte d'identité « informatisée ». Qui s'est jamais remis à cette sagesse-là, sans acception de travail, selon les régimes ?

Des jeunes gens, très bien sous tous rapports, sortent des grandes écoles, des universités, de l'ENA, ils savent tout. On leur a tout appris, sauf à être humbles, simples et clairs, sauf que la réalité vient du peuple et non d'eux-mêmes. Or ils vont — glorieux comme jacobins — « rouler pour nous », dans le vide de nos responsabilités et la faiblesse du pouvoir. Ils seront stupéfaits si, un jour, quelque réaction incongrue d'un texte abstrait ou d'une décision ridicule et coûteuse (les codes en ville) rassemble, contre toute attente, les citoyens dans la rue. Le Parlement votera des lois préparées toujours par les mêmes fonctionnaires, qui en feront aussi les textes d'application. Au besoin, on dira le contraire ou autre chose ; ainsi, on voit bien le ministre des finances prêt à s'effranchir des règles et procédures qu'il a cependant lui-même édictées.

L'histoire disparaît de nos mémoires. Demain, on nous demandera le sacrifice de notre langue, parce que c'est plus pratique. Plus pratique pour quoi ? Pour que nous nous effaçions plus vite. Mais ils ont nous raison, puisqu'ils ont la science, l'infuse, puisque la civilisation c'est

aux, et qu'ils font semblant de savoir où elle va... peut-être. Ainsi, après plus de dix ans d'études et de travaux, le tunnel du Fréjus découpe sur un réseau routier non préparé à son trafic.

Mais croyez-vous vraiment que la France existait encore dans vingt ans ? Voilà la question qu'on pose, sur un ton supérieur et sarcastique, dans les entours de nos ministères. Comme ils sont bien entourés pour cette marche vers la lumière que le peuple n'a pas oubliée et qu'il réclame !

Pour l'heure, c'est la pénombre, triste, désespérante, où on demande au peuple d'avoir confiance et de courber le dos. Il le fait sans rechigner. Quand il éprouve quelque gêne, on le mène d'un onguent à la marjolaine : une majorité pour les pères, les mères, les enfants, une majorité pour ceux qui roulent, marchent ou volent. Une pensée pour les petits condamnés. Une promesse à tous ceux qui n'auront rien. Dans la chair de notre société, les cancrs se forment en de multiples points : la conscience chivie est la plus atteinte. Quand les cancrs brûlent vers le Perthus, le pouvoir fait semblant de ne rien voir.

Sous le règne d'un prince indistinct, sauf à la télévision, peut-être est-ce normal ou fatal... Ou n'est-ce pas le prélude à ces grands réveils par lesquels le peuple, longtemps moutonnier, ayant pourtant conservé la mémoire des erreurs ou de l'oubli, se réveille et prend conscience du danger, brusquement fait payer très cher sa trop longue résignation ?

Car le voilà bien oublié et privé de sa vocation qui est d'ouvrir lui-même les portes de son avenir. Jamais, dans notre récente histoire, son statut de capitaine politique n'a été aussi évident. Si le courant ne passe plus entre lui et la classe politique, ses discours et ses accaparements,

il se livre encore au fatalisme : « Tous les mêmes, mais les jeux sont faits d'avance ! » Phrase familière et navrante, qui révèle un double mépris : des carriéristes et de leur système — d'argent, d'influence, d'information.

Il faudrait à peu, pourtant, pour que tout change. Pour que les partis se consacrent au Parlement et que la classe désigne l'homme de la responsabilité présidentielle. La démocratie meurt quand personne n'envisage de mourir pour elle, tant son visage est devenu indistinct.

Il redonnera son visage au peuple aura retrouvé sa vocation : vivre la vocation du peuple, c'est le retour à la démocratie, et non par le truchement d'intermédiaires abusifs ou de machines qui peuvent classer, sélectionner, appeler, rejeter, mais sont dépourvues de l'imagination rationnelle et créatrice du futur. La vocation du peuple, c'est la vocation de l'administration, c'est de mettre en forme et en œuvre cet effort collectif, par lequel un peuple existe et sans lequel il s'efface. Les idées ont toujours dérangé : l'habitude, l'ordre établi, les situations dominantes. Mais, tous, nous savons réfléchir, proposer, organiser. C'est notre capacité démocratique, notre pouvoir de vie collective qu'aujourd'hui nous avons si fâcheusement renoncé à faire fructifier.

Tous nos endormeurs ont bien tort de croire qu'il suffit de mener un peuple selon la ligne de plus grande pente de sa médiocrité, pour qu'il se sente à l'aise ou se tienne tranquille.

Dans une vie d'homme, il y a une place pour un bonheur plus complet que celui que nous nous sommes offert de l'action et de la responsabilité. C'est de la bonheur-là qu'on prive aujourd'hui le peuple de France. C'est pour celui-là qu'il faut se battre et gagner.

MICHEL JOBERT.

La préparation du VIII^e Plan pour les DOM-TOM Un inquiétant constat

Le commissariat général du Plan a rendu public, vendredi 25 juillet, le rapport de chargés de préparer le VIII^e Plan pour les départements et les territoires d'outre-mer. C'est la première fois que ce comité rassemblant une quarantaine de personnalités parmi lesquelles

figurent des élus locaux de la majorité, des représentants de l'administration, des membres des organisations socio-professionnelles et des experts, définit non seulement les objectifs souhaitables pour les DOM mais aussi ceux qui le sont pour les TOM.

A quoi servent les analyses et les recommandations du Plan ? La question vient immédiatement à l'esprit quand on examine l'inquiétant constat que dresse le président du comité du Plan pour les DOM-TOM, M. Harry Méry, directeur de la planification des départements d'outre-mer : « La situation des départements d'outre-mer est caractérisée par un accroissement du chômage et un recours massif à la migration, alors que les territoires d'outre-mer sont en plus sur des transferts publics en provenance de la métropole. Ensuite, l'explosion démographique et les importations locales jusqu'à présent à coté de la production locale, en suscitant la constitution de groupements d'intérêt économique interprofessionnels « ayant pour but d'organiser la défense des intérêts des producteurs locaux », ont entraîné une dégradation des conditions de vie économique et sociale : la migration s'est accrue, les transferts publics ont augmenté, les dépenses de l'État ont augmenté, les dépenses de l'État ont augmenté, les dépenses de l'État ont augmenté... »

Le comité encourage également M. Dijoud à poursuivre son action visant à réduire les privilèges financiers dont bénéficient, outre-mer, certaines catégories socio-professionnelles : « La réduction des avantages dont bénéficient aussi bien les fonctionnaires locaux que métropolitains, devrait être complétée par une suppression progressive de l'indemnité d'éloignement attribuée aux seuls fonctionnaires métropolitains. Car les progrès en matière de communications, et les conditions de vie outre-mer sont de moins en moins justifiés de maintenir des dispositions qui incitent plus particulièrement les métropolitains à occuper des emplois dans les DOM-TOM. L'égalisation des conditions de traitement entre métropolitains et locaux s'inscrit donc dans la logique de la décentralisation et apparaît plus conforme à la notion d'égalité au sein de la nation. »

Le comité souligne aussi que « une des originalités du VIII^e Plan sera de prendre en compte la dimension culturelle de l'outre-mer français ». En conclusion, il affirme que l'État doit « faire participer les populations locales à leur développement ». Encore

tant-il que l'État le veuille vraiment et que les populations et leurs élus le souhaitent. Jusqu'à présent, ce consensus demeure trop chimérique pour qu'on soit fondé à espérer que les « défis » posés par la situation des DOM-TOM seront réalisés.

ALAIN ROLLAT.

Les décisions du Conseil constitutionnel

LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE PRÉVU POUR LES TOM EST DÉCLARÉ NON CONFORME À LA CONSTITUTION

Le Conseil constitutionnel, réuni le mardi 22 juillet, a déclaré contraire à la Constitution le code de procédure pénale prévu pour les territoires d'outre-mer. Le texte avait été adopté par le Parlement au cours de la session de printemps. Saisi par les députés socialistes et communistes, le Conseil a notamment jugé que « Cette loi, qui établit pour la justice pénale dans les territoires d'outre-mer une organisation spécifique tenant compte des conditions propres à chacun d'eux (...), aurait dû, en application de l'article 74 de la Constitution, être précédée d'une consultation des assemblées territoriales intéressées » (1). « Dès lors, ajoute le Conseil, une telle consultation n'ayant pas eu lieu, ces dispositions ne sont pas conformes à la Constitution. »

(1) L'article 74 de la Constitution stipule : « Les territoires d'outre-mer de la République ont une organisation particulière tenant compte de leurs intérêts propres dans l'ensemble des intérêts de la République. Cette organisation est définie et modifiée par la loi après consultation de l'assemblée territoriale intéressée. »

Le Conseil constitutionnel, qui avait été saisi par les groupes socialistes et communistes de l'Assemblée nationale, a décidé que la loi sur la protection et le contrôle des matières nucléaires, votée par le Parlement au cours de la session de printemps, est « conforme à la Constitution ». Les groupes d'opposition s'étaient élevés contre les limites approuvées, selon eux, par ce texte au droit de grève du personnel travaillant dans les centrales nucléaires.

La « fin du tunnel »

Comment se faire respecter à l'extérieur quand, à l'intérieur, on doute de la capacité de l'État à assumer ses responsabilités au regard de la nation ? L'indulgence à l'égard des mouvements séparatistes et le refus d'enseigner l'histoire nationale aux jeunes enfants sont des manifestations parmi d'autres de la méconnaissance des valeurs profondes qui font la force de la République. L'État ne paraît plus avoir comme première mission l'affirmation et la protection de l'unité nationale, première condition de l'indépendance et de la liberté au service des citoyens. Et que dire de la passivité officielle devant des crimes commis sur notre territoire par ordre ou avec l'appui de l'étranger ?

Certains pensent que nous devons nous résigner à une époque médiocre. (...) Mais le monde est en guerre et l'honneur comme le bien des Français interviennent le renoncement.

(...) Combien de temps acceptons-nous le déclin de la France dans un monde sans pitié pour les nations qui s'abaissent ?

Face à cette situation, nous entendons deux discours.

Le discours du pouvoir est simple : on ne peut faire plus que ce que nous faisons et, d'ailleurs, dans six mois, dans un an, cela ira, cette fois, vraiment mieux et sans effort. Que de fois, en cinq ans, avons-nous entendu évoquer la « fin du tunnel » ?

Le discours de l'opposition est d'un ton différent : rien ne sera possible et dans aucun domaine

les intéressants ; mais leur donner priorité c'est compromettre, faute de moyens suffisants pour financer les deux en même temps, le développement de l'un de nos deux forces stratégiques. En d'autres termes, veut-on, sans le dire, altérer la discussion en y substituant la tactique contestable d'une bataille de l'air ?

Notre politique extérieure ? On affirme qu'elle est toujours celle de l'indépendance, mais sommes-nous crédibles ? On ne plaie pas à Washington ; on ne plaie pas à Moscou ; on ne plaie pas à Pékin : on doit se faire respecter et considérer avec sérieux. Tel n'est plus notre cas. Nos contradictions, hésitations et concessions nous ont perdus.

Nous sommes désormais piégés par une Assemblée européenne où les Français, qui soutiennent la France, sont sans cesse en minorité, parfois même traités en ennemis.

La faiblesse économique de la France n'est pas inscrite dans le livre de notre destin !

L'affaiblissement social de la France est, lui, inscrit dans la courbe de notre natalité, qu'on ne reproche pas de ne répéter. Je ne le dirai jamais assez, puis-je ne le suis pas entendu. La France vieillit inexorablement, faute d'un nombre suffisant d'enfants.

Ces deux affaiblissements, l'un et l'autre d'une gravité que l'on commence à peine à soupçonner, sont accompagnés d'hésitations et de renoncements qui font douter de la France à l'extérieur et de l'État à l'intérieur.

Notre politique de défense ? On affirme toujours la priorité de la discussion, c'est-à-dire de notre force de riposte nucléaire qui doit nous protéger contre toute menace. Mais on n'a guère développé cette force stratégique. Au cours de ce septennat, la mise en chantier d'un seul nouveau sous-marin nucléaire a été décidée, et concurrencée par des dépenses d'attente ! On nous parle maintenant de développer de nouveaux types d'armement, cer-

OUTRE-MER

LE MONDE

LA LUTTE CONTRE LA DROGUE

« Flambée » de haschisch à Nice

A l'occasion d'une visite dans les Alpes-Maritimes, consacrée à la lutte contre la drogue, de Mme Monique Pelletier, ministre déléguée à la condition féminine, un stock de 114 kilos de haschisch provenant de saisies effectuées par les douanes a été symboliquement incinéré devant la presse le jeudi 24 juillet, à Nice. Au cours actuel pratiqué par les revendeurs, ces 114 kilos détruits à l'hôpital de l'Archevêque en présence du directeur général des douanes, M. Jacques Campet, représentaient une valeur de 5700 francs.

Des opérations de ce genre ne peuvent pour autant suffire à « enrayer » le fléau de la drogue en France, dont Mme Pelletier a admis qu'il s'agissait malgré l'efficacité des services de prévention et de répression, 114 kilos de « hash », ce n'est que 2,5 % des quantités saisies sur le territoire national en 1979, et une part infime de la consommation.

De notre correspondant régional

Nice. — L'entente de haschisch de Nice était cependant l'aboutissement d'un succès des services de la Direction régionale des douanes des Alpes-Maritimes. Le stock incinéré sous les flammes des photographes et des caméras de la télévision provenait, en effet, d'une quinzaine de prises effectuées depuis le début de l'année à l'aéroport de Nice. Côte d'Azur est qui se sont traduites par le démantèlement d'une filière ayant son origine à Lagos. Les douaniers — dont quatre ont été décorés par Mme Pelletier — avaient intercepté, entre février et avril dernier, une douzaine de « passeurs » venant pour la plupart de la capitale du Niger ou de l'État du Bénin. La drogue était dissimulée, selon les cas, dans des sacs à double fond, dans des tableaux doublés et même dans des albums de photos dont chacune des couvertures contenait 1 kilo de canaille compressée. Ces livraisons paraissent destinées dans leur presque totalité au marché italien.

Le bilan de la lutte contre la drogue dans les Alpes-Maritimes fait apparaître cependant, comme sur le plan national, une aggravation de la situation. (1). Le nombre des interpellations des toxicomanes défilés à la justice a notamment augmenté en un an de 20 à 30 %. Le sentiment général, a déclaré le ministre de la condition féminine, qui est chargé par le premier ministre

GUY PORTE.

(1) Selon les statistiques publiées par les services des douanes, 3 937 kilos de canaille ont été saisis en France en 1979, dont 2 138 par les seuls douaniers. Le chiffre fait apparaître une augmentation de plus de 60 % par rapport à 1978. Les saisies d'opium sont accrues de plus de 70 % (892 kilos contre 513 l'année précédente). En revanche, on a constaté une diminution sensible des quantités de canaille interceptées (49,3 kilos au lieu de 82,2, ainsi qu'un recul des doses de L.S.D. (4 997 au lieu de 8 765).

● Trois mille kilos de haschisch ont été saisis le jeudi 24 juillet à l'aéroport de Nice (Alpes-Maritimes) par les douaniers. Le stock incinéré sous les flammes des photographes et des caméras de la télévision provenait, en effet, d'une quinzaine de prises effectuées depuis le début de l'année à l'aéroport de Nice. Côte d'Azur est qui se sont traduites par le démantèlement d'une filière ayant son origine à Lagos. Les douaniers — dont quatre ont été décorés par Mme Pelletier — avaient intercepté, entre février et avril dernier, une douzaine de « passeurs » venant pour la plupart de la capitale du Niger ou de l'État du Bénin. La drogue était dissimulée, selon les cas, dans des sacs à double fond, dans des tableaux doublés et même dans des albums de photos dont chacune des couvertures contenait 1 kilo de canaille compressée. Ces livraisons paraissent destinées dans leur presque totalité au marché italien.

JUSTICE

Le rapport du Conseil supérieur de la magistrature sur l'affaire des terrains de Ramatuelle

La mission que le Conseil supérieur de la magistrature avait, à la demande du président de la République, confiée à trois de ses siens — MM. Marcel Fautz, conseiller à la cour de cassation, Jean-Claude Seyer, professeur de droit pénal à l'université Paris-II et Jean Wagner, premier président de la cour d'appel de Colmar, à propos de l'affaire de Ramatuelle (« le Monde » du 25 juillet), avait un objet bien précis et tout à fait limité : « s'assurer du total respect de l'indépendance judiciaire » dans le déroulement de la procédure qui a abouti dernièrement au renvoi de deux inculpés, MM. Gérard Groult, ancien notaire et Henri Tournet, homme d'affaires, devant la cour d'assises de la Manche pour crime de faux en écriture publique.

M. Giscard d'Estaing avait, le 6 décembre

bre dernier, formulé sa demande en se fondant sur l'article 64 de la Constitution, qui dispose que « le président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire. Il est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature », ainsi que sur l'article 12 de l'ordonnance du 22 décembre 1958, portant loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature, prévoyant que le C.S.M. « peut être consulté par le président de la République sur toutes questions concernant l'indépendance de la magistrature ».

Pour les trois enquêteurs et pour le C.S.M. — il ne s'agissait nullement de contrôler l'information telle qu'elle s'était déroulée — ni de se comporter comme une sorte de médiateur à la disposition de plaideurs mécontents — ni, enfin, de

se substituer à la chambre d'accusation ou d'usurper les prérogatives de son président pour contrôler l'instruction. Pourtant, malgré toutes ces précautions initiales, le rapport du C.S.M., remis au président de la République le 13 mars (« le Monde » du 15 mars) — et rendu public le 23 juillet dans le souci de ne provoquer aucune interférence avec l'instruction de l'affaire proprement dite qui s'est terminée le 9 juillet — apporte quelques éclaircissements non seulement sur l'esprit dans lequel la mission fut accomplie, mais sur les conditions dans lesquelles fut menée depuis 1975 l'instruction d'une affaire dont les développements furent à l'origine de la mort de l'ancien ministre du travail et de la participation, Robert Boulin. — J. Sn.

Ni trop ni trop peu d'indépendance

Les trois conseillers sont partis d'un postulat : « Depuis 1958, le juge d'instruction n'est plus désigné par le procureur de la République et, depuis 1973, il n'est plus nommé par le président de la République » ; et, d'autre part, il est « affranchi de toute sujétion vis-à-vis du parquet, lequel est hiérarchiquement subordonné au ministre de la justice ».

Pour le vérifier en l'espèce, MM. Fautz, Seyer et Wagner ont pu disposer du dossier — que leur fit remettre M. Alain Peyrefitte — de la correspondance et des relations des communications téléphoniques échangées à propos de cette affaire entre la chancellerie et le parquet général de Caen. Cette correspondance avait-elle une raison d'être ? Oui, répond le rapport : « Toute procédure importante, surtout lorsqu'elle met en cause un membre d'une profession judiciaire, donne lieu à l'ouverture d'un dossier administratif au ministère de la justice, organe de tutelle et de gestion des officiers publics et ministériels. » Se déplaçant à Caen, le ministre de la justice a demandé à l'inspecteur général de la justice, organe de tutelle et de gestion des officiers publics et ministériels, de lui adresser les documents nécessaires à l'élaboration d'un dossier administratif. Les trois enquêteurs ont pu constater que les documents adressés au ministre de la justice, organe de tutelle et de gestion des officiers publics et ministériels, ne pouvaient être considérés comme des documents administratifs, mais comme des documents judiciaires.

Il n'entendait personne d'autre : « Aucune personne, aucun magistrat ou auxiliaire de justice ne s'est manifesté pour signaler un fait, mentionner une confidence reçue, un propos rapporté ».

De cette enquête, les trois conseillers tirent une genèse de ce qu'il est désormais convenu d'appeler l'« affaire de Ramatuelle ». Ouverte le 3 mai 1975, à Caen, après une plainte de la chambre départementale des notaires, l'information pour escroquerie, qui instruit Mlle Garçon, a abouti, deux jours plus tard, à la déviance à la section financière du service régional de la police judiciaire de Rouen d'une commission rogatoire qui ne « rentra » que le 7 février 1979. Entre-temps, le 1^{er} février, M. Van Rymsbecke s'est vu confier le poste de juge d'instruction spécialisé dans les affaires économiques et financières pour le ressort de la cour d'appel de Caen (dont dépend, notamment, le département de la Manche), vacant depuis sa création, le 9 août 1971. Le 23 mars 1978, se présente à la cour d'appel de Caen, par un courrier de la chancellerie, le dossier de Ramatuelle. Le nouveau juge « prend possession d'un dossier complet par une enquête menée par un service de police spécialisé dans la chasse aux sociétés à lix », et il peut se consacrer entièrement à sa tâche (...). Il prendra sous sa seule responsabilité toutes initiatives qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité », et il a bénéficié des pouvoirs que la loi du 6 août 1975 lui confère, notamment la possi-

bilité de se déplacer sur tout le territoire pour les besoins de son information. Et ce sont, notamment, les transports sur les lieux et les documents saisis par le juge d'instruction qui permettent une évolution rapide de l'affaire, en l'occurrence la modification de la qualification pénale originelle de escroquerie en crime de faux en écriture publique, puis l'inculpation du même chef de M. Henri Tournet.

Incarcéré le 12 juin 1978, ce dernier est libéré le 9 juillet, après qu'une première demande de mise en liberté a été repoussée le 30 juin. Cette libération avait surpris, d'autant que quatre des cinq motifs avancés pour l'accorder (inculpé âgé de soixante-sept ans, faits remontant à cinq ans, intéressé n'a jamais cherché à se soustraire à la justice, impossibilité de prévoir la durée d'une procédure aussi complexe) existaient dès le 30 juin. Or, par une étrange coïncidence, les rumeurs mettant en cause Robert Boulin commencent à circuler dans les semaines suivant la libération de M. Tournet. Les enquêteurs ont pu constater que les motifs avancés pour la mise en liberté de M. Tournet « ne paraissent pas surprenants » et sont conformes non seulement aux termes mêmes de la loi (...) mais aussi à la pratique suivie dans des affaires comparables. Il survient alors ce que le rapport appelle un « rebondissement » : « L'apparition de M. Tournet dans la procédure est faite apparaître à son tour M. Robert Boulin à partir de la mi-juin ». Pour le C.S.M., « toutes les accusations publiques qui furent portées, fondées ou non, comportaient une double série logique de conséquences : « d'un côté, M. Robert Boulin, par la façon dont il avait été mis en cause, pouvait être conduit à témoigner en justice (...). » « D'un autre côté, il entrerait dans les prérogatives du juge d'instruction de procéder à toutes les vérifications par lui jugées opportunes (notamment de manière à mieux apprécier la vraisemblance des affirmations d'Henri Tournet mettant en cause Robert Boulin, en vue de préparer l'éventuelle audition comme témoin de ce dernier) ». C'est alors que M. Van Rymsbecke fut conduit à demander, le 15 octobre 1975, « par lettre simple », le relevé du compte de Robert Boulin pour le premier trimestre 1975, à sa banque de Labenne, acte dont il ne rendit compte au parquet — en conformité avec les règles de procédure — qu'à réception, le novembre, du document demandé, qu'il versa au dossier.

Bref, pour le Conseil supérieur de la magistrature, M. Van Rymsbecke a eu, dans l'accomplissement de sa tâche, ni trop ni trop peu d'indépendance, et son comportement fut « conforme à la règle de droit actuel ».

APRÈS LES ATTENTATS DE NEUILLY ET DE PARIS

LES VOISINS DE M. BAKHTIAR LUI DEMANDENT DE CHANGER DE DOMICILE

Les voisins de M. Chépour Bakhtiar, au 101 du boulevard Bineau, à Neuilly, où avait eu lieu, la semaine dernière, l'attentat contre l'ancien premier ministre iranien, ont profité de la journée des obsèques du brigadier Jean-Michel Gémme, mercredi 23 juillet, pour activer l'attentat sur les risques que la présence de personnalités étrangères en exil à Paris pouvait faire courir à des Français (« le Monde » du 24 juillet). Rappelant une anecdote de la famille d'une colocataire de M. Bakhtiar, Mme Stein, ils ont demandé, dans une « lettre ouverte », le départ de l'ancien premier ministre de l'immobilier et son installation « dans un lieu plus isolé que la police pourra mieux protéger. Cette demande, reprise par les membres du syndicat autonome des syndicats de police qui s'étaient réunis devant l'immeuble du boulevard Bineau pour déposer une gerbe de fleurs à l'endroit où leur collègue était tombé, s'applique en fait à toutes les personnalités étrangères bénéficiant d'une protection. Les voisins de M. Bakhtiar ont émis le vœu que soit suivi l'exemple de l'ayatollah Khomeini qui avait habité, lors de son séjour en France, une villa en banlieue, à Neuville-le-Château.

L'ancien premier ministre iranien, qui avait participé à la brève cérémonie des syndicats autonomes, boulevard Bineau, a promis à ses voisins de « déménager » rapidement que possible.

En huit ans VINGT-CINQ ÉTRANGERS ONT ÉTÉ VICTIMES D'ASSASSINATS POLITIQUES EN FRANCE

En huit ans, vingt-cinq assassinats politiques de personnalités étrangères ont eu lieu en France. La plupart ont été commis à Paris et la moitié d'entre eux étaient en relation avec les événements du Proche-Orient. Nous publions ci-dessous la liste des personnes tuées.

1972

— 7 août : Stephan Kulic, réfugié croate, à Paris.

— 13 novembre : Khodr Kannon, journaliste syrien, à Paris.

— 15 décembre : Mahmoud Hamdani, représentant de l'O.L.P., à Paris.

1973

— 6 avril : Basil Al Kubatli, dirigeant du F.P.L.P., à Paris.

— 10 septembre : Mohamed Boudia, algérien, membre du P.S.F., à Paris.

— 25 août : Dr. Oual Boua, opposant tchadien, à Paris.

1974

— 19 décembre : colonel Ramon Traba, attaché militaire de l'Uruguay, à Paris.

1975

— 24 octobre : Ismail Ezz, ambassadeur de Turquie et son chauffeur, à Paris.

1976

— 11 mai : colonel Joaquin Zenteno Anaya, ambassadeur de Bolivie, à Paris.

— 28 août : Yvan Toulon, réfugié croate, à Nice.

1977

— 3 janvier : Mahmoud Ould Saleh, militant palestinien, ancien représentant de l'O.L.P., à Paris.

LES RÉACTIONS

● M. Philippe Marchand, député (P.S.) de la Charente-Maritime, a demandé l'attention du ministre de l'Intérieur, rappelant sa question écrite du 23 février, qui était soulevée « le danger que représentent certaines personnalités étrangères ». M. Marchand demande au ministre s'il compte prendre des mesures pour que des contrôles soient effectués afin de vérifier que tout porteur d'armes est titulaire des autorisations nécessaires.

● L'Union des syndicats catégoriels de police, qui compterait dans ses rangs environ 30 % de gradés et gardiens de la paix et 40 % de policiers de la police en tenue, a fait part de « son indignation de voir des terroristes fortement armés se promener en France pour s'y livrer à des attentats et à des assassinats ». L'U.S.C.P. dénonce, d'autre part, « l'insuffisance de la formation, de l'équipement et de l'armement des gardiens de la paix, qui rendent inefficaces les missions de protection de personnalités menacées ».

à lire

Jacques-Edmond GRANGE

Non assistance à peuple en danger ou plaidoyer anti-Malthus

Faits et jugements

Protestations

après les sanctions contre deux magistrats.

Plusieurs organisations protestent contre les sanctions prises par le garde des sceaux à l'encontre de MM. Jean-Pierre Michel, magistrat à la chancellerie, et Jacques Bidault, juge d'instance à Hayange (« le Monde » du 20-21 juillet).

Selon le parti socialiste, ces décisions « révèlent une volonté de mise au pas du corps judiciaire (...), font bon marché de l'indépendance de la magistrature et visent à briser toute velléité de critique venant du corps judiciaire, ainsi qu'à créer un climat de chasse aux sorcières » pour réduire au silence ceux « qui pourraient encore s'élever contre le projet « sécurité et liberté ».

La C.G.T. exprime « son entière solidarité avec les magistrats sanctionnés et « dénonce l'autoritarisme du pouvoir qui défend instamment avec le projet Peyrefitte une justice expéditive et répressive priant les citoyens des garanties essentielles (...) et veut se donner des fuges faciles ».

La Ligue des droits de l'homme estime que la sanction contre M. Jean-Pierre Michel « montre que le ministre, contrarié par la vague de protestations suscitées parmi les magistrats par son projet de réforme du code pénal, cherche moins à convaincre qu'à intimider en n'hésitant pas à sanctionner pour des faits non établis un magistrat exemplaire ».

Le mouvement de défense des automobilistes Antidéfense « assure M. Bidault de son soutien, lui adresse ses félicitations pour son esprit d'indépendance et son action pour la défense des libertés et observe que cette mesure contre un défenseur des automobilistes intervient à la veille de la majorité démocratique des amendes à l'initiative du ministère de la justice ».

Le prince Thibault d'Orléans reste détenu.

Tarbes. — Inculpé et placé sous mandat de dépôt depuis le 26 avril, le prince Thibault d'Orléans, impliqué dans la tentative de cambriolage commise à

Tarbes au domicile d'une collectionneuse d'objets d'art, reste détenu, après la reconstitution des faits à laquelle a procédé, le 23 juillet, M. Jean-Pierre Michel, juge d'instruction chargé de l'affaire (« le Monde » des 29 et 30 avril).

Le prince Thibault d'Orléans reconnaît s'être rendu dans les Hautes-Pyrénées, le 30 mars, en compagnie de deux hommes, MM. Jacques Bonnard, directeur de la galerie parisienne La Tour de Nesle, dont le prince est lui-même propriétaire, et Henri Ripert, qui furent surpris en flagrant délit, mais affirme qu'il s'est arrêté à Lourdes pour ensuite revenir directement à Paris par le train.

Il n'est pas contredit par ses compagnons. Cependant, au terme de l'interrogatoire, M. Hervé Robin, procureur de la République, devait déclarer : « Il subsiste d'énormes contradictions entre les déclarations des trois inculpés. M. d'Orléans a des points ont été élucidés. » (Corresp.)

Trois malfaiteurs s'emparent de 10 millions de francs à Cannes.

Cannes. — Deux hommes armés ont attaqué, jeudi 24 juillet en début de matinée, à Cannes, trois convoyeurs d'une entreprise de transport de fonds, le Groupe de surveillance française (G.S.F.), et leur ont dérobé une somme d'environ 10 millions de francs en argent liquide et devises étrangères. Les trois convoyeurs appartenaient, vers 8 h. 30, à déposer des fonds dans les locaux de l'Agence Cook, 4, rue Monbodolo, à Cannes. Alors qu'ils se trouvaient dans le garage de cette agence, deux hommes brandissant un revolver et une carabine ont fait irruption et, sous la menace de leurs armes, se sont fait remettre plusieurs sacs contenant l'argent. Un coup de feu, qui n'a atteint personne, a été tiré au cours de l'attaque. Les deux malfaiteurs ont disparu par accident, soit par intimidation. Les deux gangsters, qui avaient au moins un complice à l'extérieur, se sont enfuis à bord d'une voiture valise qui a été retrouvée une heure plus tard dans le garage souterrain d'un immeuble avenue de Camp-Louis, à Cannes. (Corresp. nlg.)

SPORTS

Football

Le championnat de France

SAINT-ÉTIENNE ET SOCHAUX BATTUS

An cours de la première journée du championnat de France de première division, jeudi 24 juillet, les deux clubs appelés à prendre part à la Coupe de l'UEFA, Saint-Étienne et Sochaux, ont été respectivement battus par Bordeaux et Lens. Le champion de France, Nantes, est allé gagner à Nîmes ; Monaco, le vainqueur de la Coupe, a fait de même à Nancy. Tours, l'un des nouveaux promus, a battu Laval.

RESULTATS

Nantes 2, Nîmes 3-3 ; Bordeaux 2, Saint-Étienne 3-2 ; Sochaux 2-1 ; Monaco 2, Nancy 3-2 ; Angers 2, Paris S.G. 1-1 ; Bastia 2, Auxerre 2-0 ; Lens 2, Lorient 2-0 ; Tours 2, Laval 2-0 ; Nîmes 2, Valenciennes 1-1 ; Lille 2, Strasbourg 2-0 ; Toulon 2, Metz 0-0.

CLASSIFICATION : 1. ex aequo Bordeaux, Lille, Bastia, Monaco, Nantes, Tours et Lens, 2 points ; 2. ex aequo Angers, Lorient, Paris Saint-Germain, Valenciennes, Metz et Nice, 1 point ; 3. ex aequo Sochaux, Laval, Nîmes, Nancy, Auxerre, Strasbourg et Saint-Étienne, 0 point.

Tennis

PORTES BAT CONNORS A WASHINGTON

Le Français Pascal Portes a créé une grosse surprise en battant l'Américain Jimmy Connors, jeudi 24 juillet, au tournoi de Washington, doté de 175 000 dollars. En réussite sur ses services, Pascal Portes l'a emporté en deux sets par 6-4 et 7-5, après avoir même mené 5-2 dans le second set. Il sera opposé à l'Italien Corrado Barazzutti en quart de finale.

L'Espagne, qui a finalement battu l'Union soviétique par trois victoires à deux, jeudi 24 juillet, sera opposée à la France qui a dominé l'Argentine par 5 à 0, en finale de la coupe de Galles, les 26, 27 et 28 juillet, à Vichy.

ÉDUCATION

COMMISSIONS DES GRANDES ÉCOLES

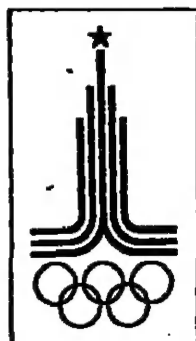
Les commissions des grandes écoles ont été constituées. Elles ont pour mission de contrôler l'enseignement des grandes écoles et de proposer des mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement. Elles sont composées de représentants des enseignants, des étudiants et des parents d'élèves. Elles se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes de l'enseignement et pour proposer des solutions.

Les commissions des grandes écoles ont été constituées. Elles ont pour mission de contrôler l'enseignement des grandes écoles et de proposer des mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement. Elles sont composées de représentants des enseignants, des étudiants et des parents d'élèves. Elles se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes de l'enseignement et pour proposer des solutions.

Les commissions des grandes écoles ont été constituées. Elles ont pour mission de contrôler l'enseignement des grandes écoles et de proposer des mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement. Elles sont composées de représentants des enseignants, des étudiants et des parents d'élèves. Elles se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes de l'enseignement et pour proposer des solutions.

Les commissions des grandes écoles ont été constituées. Elles ont pour mission de contrôler l'enseignement des grandes écoles et de proposer des mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement. Elles sont composées de représentants des enseignants, des étudiants et des parents d'élèves. Elles se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes de l'enseignement et pour proposer des solutions.

Les commissions des grandes écoles ont été constituées. Elles ont pour mission de contrôler l'enseignement des grandes écoles et de proposer des mesures pour améliorer la qualité de l'enseignement. Elles sont composées de représentants des enseignants, des étudiants et des parents d'élèves. Elles se réunissent régulièrement pour discuter des problèmes de l'enseignement et pour proposer des solutions.



Les J.O. de Moscou

Une Tropicienne en or

De notre envoyé spécial

Moscou. — Pascale Trinquet est revenue de loin. De tellement loin. L'escrime française, grande pourvoyeuse de brevets olympiques, a donc apporté sa contribution presque automatique à la maigre caisse commune. Après la médaille d'argent obtenue la veille par son camarade Frédéric Jolyot, cette jeune fille de vingt-deux ans a enlevé, jeudi 24 juillet, le titre olympique individuel en fleuret féminin.

Ce ne fut pas sans mal. L'escrime est un sport déconcertant. Un sport de nerfs et

de tête qui fait se succéder phases d'euphorie et moments de dépression, réussites miraculeuses et échecs inexplicables. Ainsi Pascale Trinquet : mercredi, au premier tour éliminatoire, l'escrimeuse française connaissait les pires difficultés pour se qualifier. Immédiatement après, elle réussissait un deuxième tour sans faute : cinq victoires en cinq matches. Même scénario jeudi. Après un premier tour victorieux contre une Allemande de l'Est, la future championne se fait battre (6-8) par la très vive Polonaise Barbara Wozniak. Là, ses chances de « revenir » sont infimes. En barrage, Pascale Trinquet trouve sur son chemin les trois meilleures fleuretistes soviétiques, une équipe en somme, et la Hongroise Schwarzenberger. Cette poule de barrage est d'un tel niveau qu'elle aurait pu tout aussi bien constituer la finale olympique. Situation sans espoir ? Pascale Trinquet reviendra pourtant. Et encore une fois de très loin. Car, si elle remporte quatre matches assez facilement, elle ne se salue qu'en extrême dans le cinquième

contre Nailya Gilyazova, la fleuretiste soviétique présumée la plus faible. Menée 2 à 6, Pascale Trinquet égalise et l'emporte 8-6. La voilà donc en finale avec une autre Française, Brigitte Gaudin-Latrilte, arrivée là, elle, sans les mêmes difficultés et les mêmes trissons. « Consolées », les deux amies firent partie ensemble de l'équipe de France juniors quand, en 1978, Brigitte Gaudin-Latrilte obtint le titre mondial. Elles vont ensemble disputer une finale exemplaire. Pascale Trinquet commence d'ailleurs par battre sa camarade, obtient trois autres victoires et se fait dominer une nouvelle fois par la Polonaise Wozniak. Tout est à refaire. Tout dépend maintenant du résultat obtenu par Brigitte Gaudin-Latrilte face à une Hongroise, Mlle Maros. Victorieuse, la Française offre la médaille d'argent à sa coéquipière et obtient probablement pour elle-même la médaille de bronze. Bataille, ce qui sera le cas (4-6), elle finira cinquième. Ce long et éprouvant suspense ne

prendra fin que sur un autre assaut décisif entre Magda Maros et la Roumaine Catherine Stahl. Si la première gagne, elle sera la seconde l'emporte, Pascale Trinquet est championne olympique. Contre toute attente et contre toute crainte — parfois fondée en escrime — de voir un intérêt collectif fausser la combativité de ces deux concurrentes, l'escrimeuse roumaine joue le jeu et l'emporte (5-4). C'est assez pour faire de Pascale Trinquet, étudiante en pharmacie, championne de France en 1978 et en 1980, une championne olympique. Assez pour rappeler qu'elle gagna l'Universiade en 1979. Assez pour se souvenir qu'une autre fille de la famille Trinquet, Véronique, fut championne du monde juniors en 1975. Assez pour faire d'elle la première championne olympique française depuis 1968. Assez enfin pour que toute l'escrime française fête la victoire de la jeune Tropicienne d'autant plus d'enthousiasme qu'elle était totalement inespérée. PIERRE GEORGES.

CYCLISME

Médaille d'argent pour Bondue

De notre envoyé spécial

Moscou. — A l'hôtel Rossia, ville labyrinthique calée sous la place Rouge, chaque menu de restaurant ou d'office des brevets olympiques, a donc apporté sa contribution presque automatique à la maigre caisse commune. Après la médaille d'argent obtenue la veille par son camarade Frédéric Jolyot, cette jeune fille de vingt-deux ans a enlevé, jeudi 24 juillet, le titre olympique individuel en fleuret féminin.

Ce ne fut pas sans mal. L'escrime est un sport déconcertant. Un sport de nerfs et de tête qui fait se succéder phases d'euphorie et moments de dépression, réussites miraculeuses et échecs inexplicables. Ainsi Pascale Trinquet : mercredi, au premier tour éliminatoire, l'escrimeuse française connaissait les pires difficultés pour se qualifier. Immédiatement après, elle réussissait un deuxième tour sans faute : cinq victoires en cinq matches. Même scénario jeudi. Après un premier tour victorieux contre une Allemande de l'Est, la future championne se fait battre (6-8) par la très vive Polonaise Barbara Wozniak. Là, ses chances de « revenir » sont infimes. En barrage, Pascale Trinquet trouve sur son chemin les trois meilleures fleuretistes soviétiques, une équipe en somme, et la Hongroise Schwarzenberger. Cette poule de barrage est d'un tel niveau qu'elle aurait pu tout aussi bien constituer la finale olympique. Situation sans espoir ? Pascale Trinquet reviendra pourtant. Et encore une fois de très loin. Car, si elle remporte quatre matches assez facilement, elle ne se salue qu'en extrême dans le cinquième

contre Nailya Gilyazova, la fleuretiste soviétique présumée la plus faible. Menée 2 à 6, Pascale Trinquet égalise et l'emporte 8-6. La voilà donc en finale avec une autre Française, Brigitte Gaudin-Latrilte, arrivée là, elle, sans les mêmes difficultés et les mêmes trissons. « Consolées », les deux amies firent partie ensemble de l'équipe de France juniors quand, en 1978, Brigitte Gaudin-Latrilte obtint le titre mondial. Elles vont ensemble disputer une finale exemplaire. Pascale Trinquet commence d'ailleurs par battre sa camarade, obtient trois autres victoires et se fait dominer une nouvelle fois par la Polonaise Wozniak. Tout est à refaire. Tout dépend maintenant du résultat obtenu par Brigitte Gaudin-Latrilte face à une Hongroise, Mlle Maros. Victorieuse, la Française offre la médaille d'argent à sa coéquipière et obtient probablement pour elle-même la médaille de bronze. Bataille, ce qui sera le cas (4-6), elle finira cinquième. Ce long et éprouvant suspense ne

prendra fin que sur un autre assaut décisif entre Magda Maros et la Roumaine Catherine Stahl. Si la première gagne, elle sera la seconde l'emporte, Pascale Trinquet est championne olympique. Contre toute attente et contre toute crainte — parfois fondée en escrime — de voir un intérêt collectif fausser la combativité de ces deux concurrentes, l'escrimeuse roumaine joue le jeu et l'emporte (5-4). C'est assez pour faire de Pascale Trinquet, étudiante en pharmacie, championne de France en 1978 et en 1980, une championne olympique. Assez pour rappeler qu'elle gagna l'Universiade en 1979. Assez pour se souvenir qu'une autre fille de la famille Trinquet, Véronique, fut championne du monde juniors en 1975. Assez pour faire d'elle la première championne olympique française depuis 1968. Assez enfin pour que toute l'escrime française fête la victoire de la jeune Tropicienne d'autant plus d'enthousiasme qu'elle était totalement inespérée. PIERRE GEORGES.

ATHLÉTISME

Les héros et les autres

De notre envoyé spécial

Moscou. — Un gag, le Lactien Thapsos Charapone pénètre dans le stade Lénine d'une démarche chaloupée et fluide, à peine marqué par l'effort d'une marche de 19 650 mètres. Il lui reste 350 mètres à couvrir pour franchir la ligne d'arrivée. Il en fait 250 mètres, s'arrête, discute avec un officiel, repart pour passer la ligne d'arrivée comme s'il devait faire un tour supplémentaire. Il fait lui courir après pour le convaincre de gagner les vestiaires. Le public l'ovationne. Il a mis une bonne heure de plus que l'italien Damilano, vainqueur de l'épreuve, pour cette gloire éphémère. Un drame. La première série de 10 000 mètres touche à sa fin. L'éthiopien Mohammed Kedir (dit Marcel), à coup d'accélération, l'emporte en 34 minutes 45 secondes. Le public l'ovationne. Il a mis une bonne heure de plus que l'italien Damilano, vainqueur de l'épreuve, pour cette gloire éphémère. Un drame. La première série de 10 000 mètres touche à sa fin. L'éthiopien Mohammed Kedir (dit Marcel), à coup d'accélération, l'emporte en 34 minutes 45 secondes. Le public l'ovationne. Il a mis une bonne heure de plus que l'italien Damilano, vainqueur de l'épreuve, pour cette gloire éphémère.

Les spécialistes européens des courses longues obtiennent des résultats chronométriques grâce à une progression régulière. Kedir, comme ses deux compatriotes Ytter et Kott, ont gagné de la même façon leur série face à une opposition très relevée, ne tenant aucun compte du chronomètre. Ce sont des « desperados » du tartan. Ils dynamisent le peloton, puis filent sous le nez de leurs adversaires, les laissant les jambes en ruine et la poitrine en feu. On regrette, à Moscou, l'absence des sportifs des pays du boycottage. Déplorons que ces prodigieux coureurs africains n'aient pas laissé leurs jambes s'exprimer à Montréal, pour cause de boycottage aussi. Un doute. La nouvelle record-woman du lancer du javelot, la Soviétique Tatiana Birioukova, gagne sa place en finale avec une extrême difficulté. Son meilleur jet est inférieur de 10 mètres à sa récente performance, qui avait provoqué à juste titre des réserves. Une bêtise : Coe et Milhan ont terminé premier et deuxième de la série du 800 mètres, après une course pour gastronomes de la piste. Un constat : José Maria Joazeiro, à sa récente performance, qui avait provoqué à juste titre des réserves. Une bêtise : Coe et Milhan ont terminé premier et deuxième de la série du 800 mètres, après une course pour gastronomes de la piste. Un constat : José Maria Joazeiro, à sa récente performance, qui avait provoqué à juste titre des réserves.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

PENTATHLON FEMMES
Classement final. — 1. Nadja Tchachenko (U.R.S.S.), 5 083 points (nouveau record du monde ; ancien record : 4 858 points par la compatriote Olga Kuchinskaya) ; 2. Olga Rukavishnikova (U.R.S.S.), 4 937 ; 3. Olga Kuchinskaya (U.R.S.S.), 4 896 ; 4. Neuhart-Gebler (R.D.A.), 4 896 ; 5. M. Papp (Hong.), 4 863 ; 6. B. Polak (R.D.A.), 4 458 ; 7. E. Kottova (U.R.S.S.), 4 431 ; 8. P. Pissat (Fr.), 4 424. **LAURENCE DU POIDS FEMMES**
Classement final. — 1. Hana Shupianik (R.D.A.), 21,41 m. (nouveau record olympique) ; 2. Svetlana Kravchukaya (U.R.S.S.), 21,42 m. ; 3. Margitta Fritze (R.D.A.), 21,30 m. ; 4. K. Kuchinskaya (U.R.S.S.), 21,30 m. ; 5. M. Papp (Hong.), 21,30 m. ; 6. B. Polak (R.D.A.), 21,30 m. ; 7. E. Kottova (U.R.S.S.), 21,30 m. ; 8. P. Pissat (Fr.), 21,30 m. ; 9. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 10. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 11. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 12. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 13. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 14. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 15. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 16. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 17. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 18. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 19. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 20. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 21. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 22. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 23. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 24. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 25. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 26. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 27. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 28. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 29. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 30. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 31. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 32. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 33. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 34. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 35. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 36. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 37. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 38. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 39. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 40. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 41. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 42. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 43. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 44. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 45. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 46. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 47. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 48. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 49. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 50. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 51. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 52. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 53. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 54. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 55. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 56. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 57. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 58. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 59. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 60. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 61. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 62. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 63. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 64. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 65. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 66. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 67. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 68. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 69. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 70. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 71. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 72. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 73. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 74. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 75. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 76. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 77. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 78. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 79. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 80. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 81. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 82. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 83. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 84. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 85. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 86. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 87. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 88. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 89. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 90. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 91. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 92. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 93. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 94. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 95. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 96. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 97. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 98. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 99. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 100. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 101. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 102. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 103. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 104. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 105. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 106. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 107. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 108. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 109. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 110. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 111. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 112. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 113. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 114. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 115. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 116. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 117. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 118. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 119. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 120. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 121. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 122. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 123. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 124. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 125. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 126. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 127. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 128. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 129. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 130. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 131. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 132. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 133. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 134. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 135. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 136. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 137. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 138. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 139. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 140. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 141. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 142. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 143. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 144. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 145. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 146. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 147. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 148. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 149. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 150. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 151. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 152. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 153. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 154. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 155. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 156. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 157. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 158. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 159. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 160. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 161. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 162. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 163. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 164. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 165. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 166. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 167. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 168. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 169. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 170. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 171. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 172. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 173. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 174. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 175. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 176. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 177. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 178. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 179. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 180. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 181. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 182. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 183. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 184. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 185. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 186. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 187. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 188. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 189. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 190. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 191. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 192. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 193. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 194. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 195. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 196. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 197. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 198. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 199. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 200. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 201. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 202. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 203. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 204. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 205. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 206. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 207. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 208. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 209. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 210. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 211. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 212. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 213. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 214. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 215. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 216. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 217. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 218. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 219. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 220. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 221. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 222. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 223. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 224. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 225. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 226. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 227. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 228. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 229. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 230. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 231. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 232. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 233. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 234. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 235. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 236. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 237. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 238. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 239. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 240. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 241. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 242. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 243. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 244. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 245. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 246. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 247. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 248. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 249. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 250. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 251. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 252. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 253. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 254. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 255. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 256. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 257. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 258. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 259. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 260. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 261. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 262. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 263. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 264. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 265. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 266. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 267. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 268. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 269. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 270. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 271. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 272. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 273. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 274. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 275. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 276. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 277. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 278. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 279. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 280. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 281. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 282. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 283. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 284. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 285. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 286. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 287. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 288. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 289. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 290. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 291. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 292. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 293. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 294. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 295. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 296. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 297. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 298. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 299. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 300. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 301. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 302. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 303. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 304. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 305. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 306. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 307. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 308. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 309. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 310. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 311. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 312. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 313. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 314. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 315. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 316. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 317. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 318. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 319. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 320. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 321. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 322. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 323. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 324. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 325. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 326. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 327. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 328. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 329. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 330. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 331. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 332. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 333. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 334. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 335. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 336. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 337. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 338. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 339. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 340. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 341. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 342. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 343. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 344. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 345. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 346. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 347. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 348. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 349. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 350. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 351. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 352. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 353. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 354. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 355. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 356. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 357. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 358. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 359. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 360. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 361. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 362. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 363. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 364. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 365. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 366. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 367. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 368. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 369. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 370. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 371. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 372. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 373. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 374. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 375. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 376. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 377. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 378. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 379. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 380. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 381. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 382. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 383. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 384. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 385. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 386. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 387. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 388. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 389. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 390. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 391. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 392. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 393. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 394. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 395. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 396. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 397. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 398. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 399. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 400. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 401. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 402. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 403. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 404. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 405. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 406. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 407. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 408. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 409. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 410. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 411. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 412. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 413. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 414. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 415. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 416. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 417. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 418. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 419. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 420. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 421. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 422. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 423. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 424. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 425. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 426. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 427. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 428. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 429. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 430. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 431. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 432. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 433. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 434. J. Maria (Esp.), 21,30 m. ; 43

VACANCES EN ESPAGNE

Le pays des taureaux

(Suite de la page 11.)

Le 30 mai dernier, dans les arènes de Aranjuez, cette ancienne cité royale située au sud de Madrid, le torero Paco Camino reçut un terrible coup de corne d'un taureau de Baltasar Iban. Don Baltasar n'est plus, mais son élevage, qui compte sept cents têtes réparties sur près de 750 hectares, situés à l'entrée de la Sierra de Guadarrama, continue. Il est aujourd'hui dirigé par sa femme, Julia, par un administrateur, Antonio Vaamonde, au visage secret comme un garde de Philippe II, et par le mayoral Francisco Santos, dit « Paco » (dans le monde taurin, tout le monde s'appelle Paco), qui ressemble plutôt à un personnage de Pagnol.

Ce Paco a vu, et il le raconte avec une certaine fierté, « naître et mourir tous les taureaux de la ganaderia ». Là aussi, le sang de l'élevage a été rajouté par l'achat, en 1974, d'un « étalon » provenant de la ganaderia andalouse de Juan Pedro Domecq. L'élevage de Baltasar Iban, qui donne cinq à six corridos par an, est situé sur un territoire que l'on appelle El Campillo et qui est délimité par les villages de Villalba, Galapagar, L'Escorial et Guadarrama. Le promeneur peut donc voir au cœur de ce quadrilatère, tout proche de Madrid, non seulement les bêtes de Baltasar Iban, mais encore celles de Maria Teresa Olivera et de Moreno Yagüe. Contrairement à José Antonio Hernandez Tabernilla, Baltasar Iban n'était pas un ganadero de tradition. Par amour du taureau, il s'est offert un élevage qu'il a développé et fait fructifier. Dans ces prairies dominées par le monastère de l'Escorial et par la croix du monument de la vallée de Los Caidos, les plus grands toreros : Paco Camino, El Viti, Palomo Linares, notamment, viennent manier la cape ou la muleta entre deux corridos. Mais dans les arènes de France ou d'Espagne, on voit de moins en moins de taureaux braves. La réponse fusa : « Si le combat était mieux mené par les toreros, le taureau se révolterait. »

Une nouvelle base des Gitanos a été inaugurée récemment en Irlande. Située dans l'île de Collan More, dans la baie de Clew, sur la côte ouest, elle a toute les bases : bases implantées à Berr Island et à Baltimore. Ce centre reçoit dès cette année des stagiaires français et irlandais de tout niveau pouvant naviguer sur « Pigaro », « caravelles » et « dériveurs ». Des croisières sont organisées sur des « mousquetaires clubs ».

★ Pour tous renseignements : R.C.G., 401 rue de la République, 75011 Paris cedex 16. Tél. : 320-01-40.

Dernière visite : Galapagar, pour rencontrer Victorino Martín. Un élève pas comme les autres. Contestataire en diable, il a fait irruption dans le monde taurin en achetant à y a quelques années une ganaderia dont personne ne voulait. A force de sélection et de travail, il a forcé les portes du monde très fermé des ganaderos. Il possède près de six cents bêtes dont certaines ont enthousiasmé le public de Las Ventas, les arènes de Madrid. Goudailleur, mélin, aficionado jusqu'à la moelle Victorino est un paysan de Castille qui n'arrive jamais à enlever tout à fait de ses épaules la terre de la Sierra. Il veut que ses couleurs brillent avec autant d'éclat que celles des grands éleveurs andalous. « Pourquoi l'ai-je choisi ? Parce que mes taureaux ne sont pas comme les autres. Ils ont de la classe. Sa sont braves et présentent un danger pour le torero. » Il continue : « A l'heure actuelle, les taureaux manquent d'agressivité et de bravoure. » « C'est un peu notre faute, à nous les éleveurs, car nous avons fait évoluer nos ganaderias non plus en pensant au public qui aime le vrai taureau de combat mais au torero qui recherche, et c'est naturel, la bête comode qui manque de classe. »

Bistrot à l'italienne

Il veut redonner au taureau sa vraie place dans l'arène. Cette politique paie. Car, de même que l'on vient assister à une corrida des éleveurs andalous Mura ou Pablo Romero, on remplit les gradins pour découvrir les « Victorinos ». Mais, contrairement à José Antonio Hernandez Tabernilla et à Baltasar Iban, l'éleveur de Galapagar refuse d'indiquer le prix de vente de ses taureaux. Chez les deux autres ganaderos, une corrida de six taureaux est vendue entre 50 000 et 100 000 francs. « Je ne pourrais pas mentir si je répondais à cette question », réplique malicieusement Victorino Martín.

Ainsi voit les éleveurs et les toreros de la Sierra. Certes, ce ne sont plus des bêtes dures, après, solidés sur leurs pattes, qui caractérisaient le taureau de Castille d'il y a cinquante ans. Mais ici, en Sierra de Guadarrama, malgré la guerre civile qui a décliné les ganaderias et l'urbanisation grandissante, on rencontre des éleveurs passionnés par leur métier.

Le voyageur pourra trouver au cours de son périple dans la Sierra de multiples auberges ou refuges pour déposer ses bagages. Il peut aussi, après avoir découvert ces éleveurs, retourner dans la capitale et flâner dans un quartier taurin. Car s'il existe le Madrid des Habsbourg et celui



(Dessin de Pianta.)

des Bourbons, il y a aussi le Madrid taurin. En partant de la plaza Santa-Anna, il faut parcourir la calle de Nimes de Arce, la calle de la Cruz, la calle Victoria et le centre de cet imbroglio de petites rues, le passage de Mathieu. On y trouve une quantité invraisemblable de bistrot qui sentent la friture et dont les murs sont tapissés de photos jaunies de toreros et de taureaux. Parmi les mégots et la saute, accoudé au comptoir, on peut déguster à peu de frais des poissons frits ou des œufs avec du chorizo, le tout arrosé du vin frais du patron. M. Pierre Arnoult, le plus madrilène des Français et chroniqueur taurin avisé, affirme : « Si dans ce circuit, vous n'avez pas eu vingt-cinq banderilles, trois picadors, dix impresarios, un matador égaré et dix-sept valets d'épée, c'est que vous y êtes allés à 9 heures du matin ou un dimanche après-midi. »

Après une longue promenade dans la Sierra, et avant d'aller vadrouiller du côté de la plaza Santa-Anna, le voyageur ira à la Casa de campo, un parc situé au sud-est de Madrid, où se trouve une école de toreros. Là, dans une petite arène « retapée » par des jeunes gens dérangés par la passion taurine, on peut voir les Caminos, Puerta, Ordóñez et Paquirri de demain s'entraîner, cape et muleta en main, face à un taureau imaginaire. Parmi ces « vaillants », il y a même un jeune Français qui demeure près de Fontvieille et qui rêve de devenir le « meilleur ». En attendant, sous le soleil madrilène, il est magon. Le métier du Cordeño.

JEAN PERRIN.

Bombes basques

(Suite de la page 11.)

Les moins alarmistes des prévisions situent à environ 30 % la baisse du chiffre d'affaires envisagé dans le tourisme national pour cette année noire. Cinquante pour cent des Anglais attendus ne se sont pas montrés à la frontière, ainsi que 60 % d'Italiens, 50 % de Scandinaves, 30 % d'Allemands et 40 % de Français.

Devant l'ampleur de ce qu'un homme politique madrilène a qualifié de « catastrophe nationale », les professionnels du tourisme et de l'hôtellerie ont choisi de ne pas se boucher les yeux. L'heure est au bilan de santé, parfois à l'autocritique. On ne veut épargner rien du récit de l'effondrement touristique.

« sous-estimé », dit un hôtelier de Figueras, par le gouvernement central. On vous livre toutes les causes du sinistre. A commencer par la principale, la plus voyante : la hausse des prix, dans une proportion de 30 à 40 %, enregistrée dans le tourisme espagnol le 1^{er} janvier 1979. « Nous ne nous sommes pas assez inquiétés du point de vue des touristes qui venaient d'abord en Espagne parce que ces pays étaient moins chers que les autres », explique un parlementaire catalan. L'Espagne avait négligé qu'elle était, très souvent, perçue comme un pays pauvre. Le tourisme européen a toujours eu ce « réflexe tiers-mondiste », qui se laisse attirer par les pays de faible niveau de vie et s'éloigne des nations enrichies. Plus que toute autre, l'Espagne a profité de ce boom — apparu vers 1962 — qui drainait, vers ses

plages, un tourisme de masse, économe et avarié de ses deniers. Avant elle, c'était l'Italie. Après elle, la Grèce, la Tunisie, la Yougoslavie.

L'économie hôtelière espagnole était en retard sur ses concurrents européens. La loi du marché commandait qu'elle s'alligne pour élever le niveau de vie des Espagnols. Elle perd, du même coup, ceux de ses touristes qui se soucient peu des nécessités sociales des contrées qu'ils traversent l'été.

Voyant monter les prix de ses tortillas et de ses parasols de plage, le vacancier étranger de Cadacques ou de Malaga s'est mis à juger la qualité du service. A se plaindre des équipements et de la nourriture. Les professionnels du tourisme eux-mêmes reconnaissent que ce service est « très médiocre ». Les Européens sont de plus en plus exigeants, et c'est normal, estime un membre de l'Association patronale des agents de voyages. En 1980, un paysan ne peut plus devenir immédiatement restaurateur. Les écoles de formation sont encore à créer dans ce secteur. Parfois débordés par son propre succès, l'Espagne n'avait pas pris la précaution d'améliorer ses structures d'accueil.

Survient la crise européenne. Crise de l'économie et des dépenses estivales. Du nord au sud, paraît-il, les touristes préfèrent désormais aux plages ibériques des séjours plus courts, des trajets moins longs. Beaucoup de Suédois se appellent qu'ils ont de la famille dans la campagne suédoise. Beaucoup d'Allemands choisissent, cet été, de rendre visite à leur oncle du

Tyrol, ou de redécouvrir leur pays. L'Europe en crise se découvre un esprit casanier et un goût pour les vacances brèves.

L'Espagne paie, la première, ce mouvement de reflux, parce qu'elle était, jusqu'à l'an dernier, le pays de la première aventure, du premier exotisme. Souvent, même, du premier passage de frontière. Les jeunes sans argent, les retraités qui n'avaient jamais pris de vacances, allaient y goûter des plaisirs qui leur étaient inconnus.

L'Espagne a été pendant vingt ans une sorte d'apprentissage aux vacances à l'étranger. Seul pays européen à ressembler à l'Afrique, elle accueillait les touristes qui venaient d'accéder à l'ère du voyage estival. La Costa del Sol, avant de penser au Maroc, à l'Asie, aux plages de Tahiti.

« Je me demande s'il n'y a pas un bien dans ce qui nous arrive », estime M. Francisco Sany. Pour le ministre du commerce et du tourisme de la Generalitat, l'Espagne aurait dû se mêler plus tôt. « Trop longtemps, les vacanciers ont méprisé notre pays : ils le traversaient pour gagner la mer, sans faire de distinction entre les provinces. » L'Espagne, pour beaucoup, se réduisait aux plages de sable, toujours anonymes pour le tourisme de masse, et à un folklore de neofolk. On ne gardait en mémoire que ces flamencos approximatifs et les corridos du dimanche. « Ce qui nous arrive au moment du passage de l'Espagne à la démocratie va nous permettre, peut-être, de reformer notre image de marque. »

PHILIPPE BOGGIO.

DEUX AGENCES JOUENT LA CONFIANCE

Voyages à prix ferme

UNE des plaies du voyage à forfait réside dans les variations incessantes des tarifs affichés par les agents de voyages. Encore heureux lorsque le client ne se trouve pas contraint de sortir de son portefeuille 100 ou 200 F supplémentaires dans la salle d'embarquement de l'aéroport.

Trop de fabricants de voyages invoquent les hausses du prix du kérosène pour décaler leur responsabilité de ces fluctuations anormales. Deux marques, filles de la Compagnie Air France, Jet Tours et Jumbo, ont rejoint cette année le camp des tour-opérateurs qui veulent en finir avec ces arènes : du 1^{er} avril au 31 octobre 1980, les prix affichés resteront stables.

« Il s'agit avant tout de sécuriser nos clients », explique

M. Joël Roulier, directeur de l'agence Jumbo. Nous sommes, malgré la conjoncture, très portés, mais ils préfèrent repousser la date d'achat de leur voyage à forfait pour être certains du prix final qu'ils acquitteront. Ces achats tardifs nous perturbent. Trois semaines avant la date de départ, nous rendons les lits d'hôtel et les places d'avion inoccupés. De plus en plus, l'acheteur se présente quinze jours avant le départ. Ça nous coûte cher de mettre en ligne des moyens supplémentaires. La garantie des prix est le moyen d'amener le vacancier à se décider plus tôt. »

Il existe aussi, dans ce mécanisme, le désir de prouver que les agents de voyages sont des gens sérieux, soucieux de passer avec leurs clients des contrats fermes et clairs. « Nous sommes

des agents de voyages et pas de vendeurs d'additionnaires », qui se contentent de mettre bout à bout des hôtels et des avions. Nous sélectionnons des produits ; nous devons sélectionner nos hausses de prix. »

Le risque pris par Jumbo semble minime, puisque le prix de chaque produit a été calculé en fonction des hausses prévisibles, notamment de carburant. Au prix, le manque à gagner pourrait s'élever à 30 F par siège d'avion à destination d'Athènes ; 60 F, à destination de Dakar, et 80 F à destination de Pointe-à-Pître. En tout état de cause, si un voyage devenait déficitaire pour cause d'inflation excessive, il serait retiré de la vente. « Je préfère diminuer ma rentabilité », explique M. Joël Roulier, « et accroître ma crédibilité. »

IT DU TOURISME

Plaisirs de la table

Des Japonais à

Hôtellerie

LES 25 PLUS

Grand des Champs

HOVERLLOYD
278.75.05
24 rue de St-Quentin
75010 Paris

L'ANGLETERRE
AVEC VOTRE VOITURE

GRATUIT PAYANT

Avec Hoverlloyd, seule la voiture paie, pas les passagers (jusqu'à 5). Alors si vous voyagez à 3, 4 ou 5, cela devient super économique. Hoverlloyd assure la traversée Calais-Ramsgate en 40 minutes sur coussin d'air, jusqu'à 27 fois par jour en saison.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou directement à Hoverlloyd Paris.

RÉSIDENCES secondaires ou principales
Campagne • Mer • Montagne

A 15 KM DE ROYAN (17)
Affaires exceptionnelles Centre de Loisirs, 3 piscines, jeux 3.000 m² terr., parking 3.500 m² bord plage. Terr. + Construc. 900.000 F T.T.C.

Centre Commercial 985 m² couvert, 1 ha terr., parking, prévu essence. Terr. + Construc. 1.050.000 F T.T.C.

Renseignements : M. BEAUFILS, 17120 Barzan-Plage - (46) 90-90-71.

VOTRE VACANCE FANGOTHERMALE
Montegrotto Terme Padova Italie

MONTEGROTTO TERME est une station thermale des plus modernes en ce qui concerne les cures par bains de boues. Ses 33 hôtels établissements thermals, modernes et confortables, disposent chacun d'un service interne de cure, de deux ou plusieurs piscines couvertes et découvertes, de personnel spécialisé, d'un Directeur Sanitaire.

Montegrotto n'est pas seulement un centre de cures :
• Folklore - sports (tennis, golf, équitation, pêche).
• Promenades dans les proches Collines Eugéennes.
• Excursions à Venise (47 Km.), Padoue (12 Km.), Vérone (80 Km.).

Voici pour vous des vacances "santé et repos"

Renseignements : ASSOCIAZIONE ALBERGATORI - Via San Mauro, 35056 MONTEGROTTO TERME (Italie) - tél. 049/754328

Philatélie

Trente-cinquième année

Notre chronique philatélique hebdomadaire entre dans sa trente-cinquième année.

A cette occasion, nous offrons un cadeau philatélique à tous ceux qui voudront bien répondre aux questions suivantes :

1. L'éditeur de la rubrique philatélique du Monde, êtes-vous abonné ou achetez-vous notre journal au numéro ?
2. Lisez-vous le Monde un jour par semaine (lequel), plus souvent, ou tous les jours ?
3. Depuis quand lisez-vous la chronique philatélique ?
4. Lisez-vous le Monde des Philatélistes ? Y êtes-vous abonné ?

Pour recevoir notre cadeau, veuillez accompagner votre réponse à nos questions d'une enveloppe (23 x 15) libellée à votre adresse et affranchie par vos soins à 3,50 F. Répondre avant le 20 août 1980.

Le Monde des Loisirs, Adalbert Vitalyos, 5-7, rue des Italiens, 75227 Paris Cedex 09.

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires

- 623^e Anniversaire (Adalbert Vitalyos) du SIVOM, place du Général-de-Gaulle, le 7 septembre. — Trentième anniversaire de la libération.
- 623^e Le Mont-Dore (maître), les 9 et 10 août. — Quatre-vingt ans de vie mont-dorienne.
- 621^e Chasseurs-par-Lyon (Théâtre municipal), les 13 et 14 septembre. — Exposition Milne.
- 618^e Carthes, du 19 au 23 septembre. — Vingt-septième Foire économique (caches petit format).

EN BREF.

- BERNIN. — Quarantième anniversaire de la découverte de la République Populaire de Chine.
- CANADA. — Hommage à deux musiciens : Emma Albani (1847-1926), soprano, et Stanley Wilson (1889-1962), organiste et compositeur, 17 a. (4-7-50).
- CENTRAIR. — Les grands événements sportifs, 40, 50, 60, 100, 150 et 200 F : bloc-feuillet de 500 F (4-6-40).
- CONGO. — Coupe du monde de football, Espagne 1982, 60, 75, 100, 150 et 275 F : bloc-feuillet, 250 F (22-6-80).
- GABON. — Série des diamants : 10 F, région du Haut-Ogooué ; 20 F, région de l'Estuaire, et 30 F, district de Libreville.

de BERNIN, Hôtel, d'après documents par Delmas S.A. (13-6-80).

• HONGRIE. — 22^e Congrès international des sciences physiologiques, Budapest, 1^{er} forum, emblème du congrès et portrait du Dr Béla Hôgyes, (7-80).

• MADAGASCAR. — 5^e anniversaire de la Révolution sociale malagasy, 30 fr. mg. (15-6-80).

• MAROC. — Roques minérales, 400 dh. (15-6-80).

ADALBERT VITALYOS.

LE PETIT ZINC
Munich

GHEZ NANN
L'ART DE LA CUISINE

LES 25 PLUS

Plaisirs de la table

Des Japonais à Paris

YAMANA, le cuisinier nippon héros du roman de Pami Niwa, les *Couteaux de cuisine*, est chef du restaurant Senju. Il y jouit d'une autorité suprême. Une servante est exclusivement attachée à son service personnel, entretenant son linge, lui apportant à boire et à manger ainsi que les pourboires des clients. Dans sa chambre à l'étage, c'est dans cette chambre que Yamana donne des instructions à ses aides, goûte une sauce avec condescendance avant de retourner à ses problèmes d'échecs.

X'magines pas que tous les chefs japonais soient ainsi. De reste, là-bas, il n'y a pas que des chefs français sur les traces de Paul Bocuse ! Je plaisante, mais je doute que les cuisiniers nippons de Paris aient la vie si belle... La cuisine japonaise est une religion ou presque. Le *teishoku*, cérémonial du thé à une etiquette si précise que des professeurs l'enseignent, dans des écoles spéciales, aux jeunes filles à marier. Jusqu'au kimono qui est garanti de bonne digestion, laissant le corps libre et à l'aise l'estomac. Mais où aller, à Paris, prendre une leçon de *sukiyaki*, par exemple ? Les restaurants japonais ne manquent point. Au dire de Mari Oliver, l'un des meilleurs et des plus attachants est celui de l'hôtel Nikko à la Benka.

Le menu est, trépassé, je veux dire que, aux noms des plats japonais, une explication s'ajoute, en français et en anglais. Ainsi vous apprendrez que le *mori-komi* est un assortiment d'appre-

timents où entrent grains de sésame, purée de radis noirs, citron vert, soja, algues d'Alaska agrémentées de la mèche, des tranches de calamars, des holothuriers, des aiguillettes de canard, etc. Le rayon des poissons fait appel à la daurade, au thon rouge, au blanc de seiche, au saumon ; et le *mori-awase* est un assortiment de poissons crus. Le poisson, comme aussi le canard, les poulets et l'œuf-omelette (???) peuvent également être rôtis, frits, etc. Les sushis (poissons crus avec du riz) peuvent également être « de luxe », de fantaisie, au maquereau ou à l'œuf de saumon. Il y a même, après le *sukiyaki* (vous le voyez l'orthographe diffère de celle que j'emploie plus haut, mais l'un et l'autre se dit [ou se disent], à l'usage !), et vous la choisissez.

peut-être : la fondue japonaise (*shabushabou*). Tout cela paraît horriblement compliqué mais reste fait de manière de qualité et, en fait, d'extrême simplicité. Un choix de menus (dénommés Benka, Yoshitane et Shisuka — 105 F) vous incitera à venir trois fois découvrir cette cuisine curieuse avant d'aborder la carte puis, expérience aidant, le menu traditionnel de cuisine japonaise (deux soupes et cinq plats — 150 F) et si vous êtes très amoureux, très affamés et très fortunés, d'aborder le menu combiné *sukiyaki-shabushabou* à 300 F !

Ades donc, aoûtiers, faire le voyage immobile du Japon au Benka (hôtel Nikko, 61, quai de Grenelle (16^e) — tél. 757-62-52 fermé dimanche).

LA REYNIERE.

Hôtellerie

LES 25 PLUS GRANDS

Nous publions ci-dessous un extrait du classement des cent premières chaînes hôtelières mondiales établi par le mensuel américain « Service World International » et publié, en français, par « La Revue technique des hôtels et restaurants » dans son numéro du mois de juillet 1980.

Classement	Dénomination	Pays	Nombre de chambres	Nombre d'hôtels
1	Holiday Inns	E.-U.	296 251	1 741
2	Shenzhou	E.-U.	122 900	400
3	Kamada Inns	E.-U.	94 035	649
4	Trust House Forte	G.-B.	70 001	891
5	Hilton Corporation	E.-U.	59 000	295
6	Seward Johnson	E.-U.	59 000	521
7	Days Inns	E.-U.	43 000	245
8	Quality Inns	E.-U.	42 000	359
9	Intourist	U.R.S.S.	32 000	67
10	Intercontinental Hotels	E.-U.	29 500	86
11	Hotel 6	E.-U.	29 000	283
12	Western International	E.-U.	29 000	55
13	Club Méditerranée	France	29 000	182
14	Hilton International	E.-U.	28 000	77
15	Hyatt International	E.-U.	25 000	51
16	Novotel	France	24 000	205
17	Marriott	E.-U.	20 000	47
18	Salkantourist	E.-U.	20 000	251
19	Redway Inns	E.-U.	17 000	151
20	Scotels Agrapades	E.-U.	12 000	22
21	Red Carpet-Master Hosts	E.-U.	12 000	185
22	Cedok	E.-U.	12 000	187
23	Grand Metropolitan	G.-B.	12 000	65
24	Communwealth Hotels	E.-U.	12 000	86
25	Inns	Can.	11 757	56

Au classement des cent plus importantes chaînes hôtelières, les Etats-Unis arrivent en tête avec trente-huit sociétés ; la France se classe deuxième avec dix sociétés ; la Grande-Bretagne et le Japon se trouvent en troisième position avec huit sociétés chacun. On notera que dans ces nations réputées pour les qualités de leur parc et de leur personnel hôtelier — la République Fédérale d'Allemagne et la Suisse — ne possèdent qu'une seule chaîne.

Par rapport à l'année dernière l'intourist progresse de la dix-septième place à la neuvième grâce à la comptabilisation de 16 311 nouvelles chambres à l'occasion des Jeux olympiques. Intercontinental accroît son parc de douze hôtels et passe de la dix-neuvième place à la dixième.

Au bord des Champs

Dans la galerie Point Show du 66 Champs-Élysées vient de naître un nouveau restaurant sur deux étages. A l'enseigne d'un « Show Gourmet » (tél. : 225-75-79), on y trouvera, à toute heure et jusqu'à minuit dernière commande, une carte intelligente à prix corrects (mors repas : salade César romaine, anchois, ail, œuf et persil, l'un et l'autre à 15 F). Pastiches dans les « Contes merveilleux de la cuisine du monde », la côte de bœuf grillée et ses tranches, l'assortiment de petites pâtisseries. Avec un plateau de viande et le café (accompagné de chocolats), l'addition est de 75 F. Des trouvailles sur la carte comme ce show burger en mezzetta, 15,50 F.

Des bûches à la pression et même un vrai américain de Californie au café ! Un service aimable de jolies personnes, joliment habillées. La prochaine fois, mon menu sera : salade bisonnière de volaille, bœuf à la mode, saumon fumé, chèvre chaud et salade fraise, café. J'en aurais pour 65 F !

L. R.

MIETTES

● La Ciboulette (60, rue Rambuteau, 1^{er}, tél. : 271-72-34), de Jean-Pierre Coffe (autour par surcroît de l'excellent *Gourmandises au singulier*), ferme désormais le lundi, mais ouvre le samedi pour les déjeuners, dîners et soupers. Avec une carte nouvellement mise au point pour le saison.

● Un thermomètre à vin original. Il a forme d'un bracelet que l'on ajuste à la bouteille. La température apparaît instantanément sur ce bracelet. La marque de cet « idéal Tempa » paraît être Codex, à Genève. Je vais essayer d'avoir une adresse plus complète.

● Jamais trois sans quatre... Un nouveau Bistrot de la Gare va ouvrir au 32, de la rue Saint-Denis (1^{er}). En ce quartier de mangeoires enfin un espoir de repas honnêtes à petit prix !

● Rue Duphot, la Cigogne est vendue. Ce n'était pas un bon restaurant, mais, de resto, y a-t-il de bons restaurants de cuisine alsacienne à Paris ? Non, hélas !

● Inévitable, l'illustre Denis s'attaque maintenant à la carte du Chateau de la Corbière à Rothenbourg, tél. : 069-21-04, très élégante maison et prépare notamment un réveillon d'exception, joyeux et gourmand.

● « Beaujolais, un goût étrange venu d'ailleurs... Non seulement tu nous montes à la tête à force de te charger en soufre, en sucre, de te complaire en glycérine et en acides... Non seulement tu t'accroches parfois avec des vins vieux d'ailleurs... Eh bien ! Si c'était moi qui écrivais ces vérités pas bonnes à dire ! Mais je les lis dans le bi-mensuel lyonnais *Résonance* qui ajoute il est vrai — que les plus grandes nuances sont nécessaires —

Rive gauche

A SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS
LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, FRAIS, VIN DE PAYS
DE FURSTENBERG
Boulevard Saint-Germain, 100 (M. St-Germain)
Le Munich
HUITRES, COQUILLAGES, SPECIALITES
25, rue de Buci - Paris 6^e

CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALSAÏENNE
Cadre exceptionnel
Ouverte jusqu'à 3 h du matin
Huitres et fruits de mer toute l'année
Poissons, langoustes, homards
Face à la Tour Montpensier
3, place du 18 juin 1940
Tél. : 548.96.42

Chez Françoise
Aperçu des invitées
Café Demosence
Fois gras frais maison
Barbue aux petits légumes
Filets de saumon « Françoise »
Lapereaux au vinaigre de xéros
Fruits de mer
Fermé : Dimanche soir et Lundi
Tél. 551.87.20 et 705.49.03

le point de rencontre
Hôtel Arcade
2, rue Camborne 15^e
(métro Camborne)
Formule 37 F 50
ou Repas de 40 à 60 F
Salles de réunions - Séminaires
Repas d'affaires

Rive droite

MAISON
PRUNIER TRAKTIR
Réouverture le 30 juillet
OUVERT EN AOUT
16, av. Victor-Hugo, Paris-16^e
500-89-12

Auberge St Jean Pied de Port
22, AVENUE DE WAGRAM 17^e 207-30-50
DEJEUNERS D'AFFAIRES - DINERS
SPECIALITES à la CARTE
Menu à 12 F
Menu à 15 F
Menu à 18 F
Menu à 20 F
Menu à 22 F
Menu à 24 F
Menu à 26 F
Menu à 28 F
Menu à 30 F
Menu à 32 F
Menu à 34 F
Menu à 36 F
Menu à 38 F
Menu à 40 F
Menu à 42 F
Menu à 44 F
Menu à 46 F
Menu à 48 F
Menu à 50 F
Menu à 52 F
Menu à 54 F
Menu à 56 F
Menu à 58 F
Menu à 60 F
Menu à 62 F
Menu à 64 F
Menu à 66 F
Menu à 68 F
Menu à 70 F
Menu à 72 F
Menu à 74 F
Menu à 76 F
Menu à 78 F
Menu à 80 F
Menu à 82 F
Menu à 84 F
Menu à 86 F
Menu à 88 F
Menu à 90 F
Menu à 92 F
Menu à 94 F
Menu à 96 F
Menu à 98 F
Menu à 100 F
Menu à 102 F
Menu à 104 F
Menu à 106 F
Menu à 108 F
Menu à 110 F
Menu à 112 F
Menu à 114 F
Menu à 116 F
Menu à 118 F
Menu à 120 F
Menu à 122 F
Menu à 124 F
Menu à 126 F
Menu à 128 F
Menu à 130 F
Menu à 132 F
Menu à 134 F
Menu à 136 F
Menu à 138 F
Menu à 140 F
Menu à 142 F
Menu à 144 F
Menu à 146 F
Menu à 148 F
Menu à 150 F
Menu à 152 F
Menu à 154 F
Menu à 156 F
Menu à 158 F
Menu à 160 F
Menu à 162 F
Menu à 164 F
Menu à 166 F
Menu à 168 F
Menu à 170 F
Menu à 172 F
Menu à 174 F
Menu à 176 F
Menu à 178 F
Menu à 180 F
Menu à 182 F
Menu à 184 F
Menu à 186 F
Menu à 188 F
Menu à 190 F
Menu à 192 F
Menu à 194 F
Menu à 196 F
Menu à 198 F
Menu à 200 F
Menu à 202 F
Menu à 204 F
Menu à 206 F
Menu à 208 F
Menu à 210 F
Menu à 212 F
Menu à 214 F
Menu à 216 F
Menu à 218 F
Menu à 220 F
Menu à 222 F
Menu à 224 F
Menu à 226 F
Menu à 228 F
Menu à 230 F
Menu à 232 F
Menu à 234 F
Menu à 236 F
Menu à 238 F
Menu à 240 F
Menu à 242 F
Menu à 244 F
Menu à 246 F
Menu à 248 F
Menu à 250 F
Menu à 252 F
Menu à 254 F
Menu à 256 F
Menu à 258 F
Menu à 260 F
Menu à 262 F
Menu à 264 F
Menu à 266 F
Menu à 268 F
Menu à 270 F
Menu à 272 F
Menu à 274 F
Menu à 276 F
Menu à 278 F
Menu à 280 F
Menu à 282 F
Menu à 284 F
Menu à 286 F
Menu à 288 F
Menu à 290 F
Menu à 292 F
Menu à 294 F
Menu à 296 F
Menu à 298 F
Menu à 300 F
Menu à 302 F
Menu à 304 F
Menu à 306 F
Menu à 308 F
Menu à 310 F
Menu à 312 F
Menu à 314 F
Menu à 316 F
Menu à 318 F
Menu à 320 F
Menu à 322 F
Menu à 324 F
Menu à 326 F
Menu à 328 F
Menu à 330 F
Menu à 332 F
Menu à 334 F
Menu à 336 F
Menu à 338 F
Menu à 340 F
Menu à 342 F
Menu à 344 F
Menu à 346 F
Menu à 348 F
Menu à 350 F
Menu à 352 F
Menu à 354 F
Menu à 356 F
Menu à 358 F
Menu à 360 F
Menu à 362 F
Menu à 364 F
Menu à 366 F
Menu à 368 F
Menu à 370 F
Menu à 372 F
Menu à 374 F
Menu à 376 F
Menu à 378 F
Menu à 380 F
Menu à 382 F
Menu à 384 F
Menu à 386 F
Menu à 388 F
Menu à 390 F
Menu à 392 F
Menu à 394 F
Menu à 396 F
Menu à 398 F
Menu à 400 F
Menu à 402 F
Menu à 404 F
Menu à 406 F
Menu à 408 F
Menu à 410 F
Menu à 412 F
Menu à 414 F
Menu à 416 F
Menu à 418 F
Menu à 420 F
Menu à 422 F
Menu à 424 F
Menu à 426 F
Menu à 428 F
Menu à 430 F
Menu à 432 F
Menu à 434 F
Menu à 436 F
Menu à 438 F
Menu à 440 F
Menu à 442 F
Menu à 444 F
Menu à 446 F
Menu à 448 F
Menu à 450 F
Menu à 452 F
Menu à 454 F
Menu à 456 F
Menu à 458 F
Menu à 460 F
Menu à 462 F
Menu à 464 F
Menu à 466 F
Menu à 468 F
Menu à 470 F
Menu à 472 F
Menu à 474 F
Menu à 476 F
Menu à 478 F
Menu à 480 F
Menu à 482 F
Menu à 484 F
Menu à 486 F
Menu à 488 F
Menu à 490 F
Menu à 492 F
Menu à 494 F
Menu à 496 F
Menu à 498 F
Menu à 500 F
Menu à 502 F
Menu à 504 F
Menu à 506 F
Menu à 508 F
Menu à 510 F
Menu à 512 F
Menu à 514 F
Menu à 516 F
Menu à 518 F
Menu à 520 F
Menu à 522 F
Menu à 524 F
Menu à 526 F
Menu à 528 F
Menu à 530 F
Menu à 532 F
Menu à 534 F
Menu à 536 F
Menu à 538 F
Menu à 540 F
Menu à 542 F
Menu à 544 F
Menu à 546 F
Menu à 548 F
Menu à 550 F
Menu à 552 F
Menu à 554 F
Menu à 556 F
Menu à 558 F
Menu à 560 F
Menu à 562 F
Menu à 564 F
Menu à 566 F
Menu à 568 F
Menu à 570 F
Menu à 572 F
Menu à 574 F
Menu à 576 F
Menu à 578 F
Menu à 580 F
Menu à 582 F
Menu à 584 F
Menu à 586 F
Menu à 588 F
Menu à 590 F
Menu à 592 F
Menu à 594 F
Menu à 596 F
Menu à 598 F
Menu à 600 F
Menu à 602 F
Menu à 604 F
Menu à 606 F
Menu à 608 F
Menu à 610 F
Menu à 612 F
Menu à 614 F
Menu à 616 F
Menu à 618 F
Menu à 620 F
Menu à 622 F
Menu à 624 F
Menu à 626 F
Menu à 628 F
Menu à 630 F
Menu à 632 F
Menu à 634 F
Menu à 636 F
Menu à 638 F
Menu à 640 F
Menu à 642 F
Menu à 644 F
Menu à 646 F
Menu à 648 F
Menu à 650 F
Menu à 652 F
Menu à 654 F
Menu à 656 F
Menu à 658 F
Menu à 660 F
Menu à 662 F
Menu à 664 F
Menu à 666 F
Menu à 668 F
Menu à 670 F
Menu à 672 F
Menu à 674 F
Menu à 676 F
Menu à 678 F
Menu à 680 F
Menu à 682 F
Menu à 684 F
Menu à 686 F
Menu à 688 F
Menu à 690 F
Menu à 692 F
Menu à 694 F
Menu à 696 F
Menu à 698 F
Menu à 700 F
Menu à 702 F
Menu à 704 F
Menu à 706 F
Menu à 708 F
Menu à 710 F
Menu à 712 F
Menu à 714 F
Menu à 716 F
Menu à 718 F
Menu à 720 F
Menu à 722 F
Menu à 724 F
Menu à 726 F
Menu à 728 F
Menu à 730 F
Menu à 732 F
Menu à 734 F
Menu à 736 F
Menu à 738 F
Menu à 740 F
Menu à 742 F
Menu à 744 F
Menu à 746 F
Menu à 748 F
Menu à 750 F
Menu à 752 F
Menu à 754 F
Menu à 756 F
Menu à 758 F
Menu à 760 F
Menu à 762 F
Menu à 764 F
Menu à 766 F
Menu à 768 F
Menu à 770 F
Menu à 772 F
Menu à 774 F
Menu à 776 F
Menu à 778 F
Menu à 780 F
Menu à 782 F
Menu à 784 F
Menu à 786 F
Menu à 788 F
Menu à 790 F
Menu à 792 F
Menu à 794 F
Menu à 796 F
Menu à 798 F
Menu à 800 F
Menu à 802 F
Menu à 804 F
Menu à 806 F
Menu à 808 F
Menu à 810 F
Menu à 812 F
Menu à 814 F
Menu à 816 F
Menu à 818 F
Menu à 820 F
Menu à 822 F
Menu à 824 F
Menu à 826 F
Menu à 828 F
Menu à 830 F
Menu à 832 F
Menu à 834 F
Menu à 836 F
Menu à 838 F
Menu à 840 F
Menu à 842 F
Menu à 844 F
Menu à 846 F
Menu à 848 F
Menu à 850 F
Menu à 852 F
Menu à 854 F
Menu à 856 F
Menu à 858 F
Menu à 860 F
Menu à 862 F
Menu à 864 F
Menu à 866 F
Menu à 868 F
Menu à 870 F
Menu à 872 F
Menu à 874 F
Menu à 876 F
Menu à 878 F
Menu à 880 F
Menu à 882 F
Menu à 884 F
Menu à 886 F
Menu à 888 F
Menu à 890 F
Menu à 892 F
Menu à 894 F
Menu à 896 F
Menu à 898 F
Menu à 900 F
Menu à 902 F
Menu à 904 F
Menu à 906 F
Menu à 908 F
Menu à 910 F
Menu à 912 F
Menu à 914 F
Menu à 916 F
Menu à 918 F
Menu à 920 F
Menu à 922 F
Menu à 924 F
Menu à 926 F
Menu à 928 F
Menu à 930 F
Menu à 932 F
Menu à 934 F
Menu à 936 F
Menu à 938 F
Menu à 940 F
Menu à 942 F
Menu à 944 F
Menu à 946 F
Menu à 948 F
Menu à 950 F
Menu à 952 F
Menu à 954 F
Menu à 956 F
Menu à 958 F
Menu à 960 F
Menu à 962 F
Menu à 964 F
Menu à 966 F
Menu à 968 F
Menu à 970 F
Menu à 972 F
Menu à 974 F
Menu à 976 F
Menu à 978 F
Menu à 980 F
Menu à 982 F
Menu à 984 F
Menu à 986 F
Menu à 988 F
Menu à 990 F
Menu à 992 F
Menu à 994 F
Menu à 996 F
Menu à 998 F
Menu à 1000 F
Menu à 1002 F
Menu à 1004 F
Menu à 1006 F
Menu à 1008 F
Menu à 1010 F
Menu à 1012 F
Menu à 1014 F
Menu à 1016 F
Menu à 1018 F
Menu à 1020 F
Menu à 1022 F
Menu à 1024 F
Menu à 1026 F
Menu à 1028 F
Menu à 1030 F
Menu à 1032 F
Menu à 1034 F
Menu à 1036 F
Menu à 1038 F
Menu à 1040 F
Menu à 1042 F
Menu à 1044 F
Menu à 1046 F
Menu à 1048 F
Menu à 1050 F
Menu à 1052 F
Menu à 1054 F
Menu à 1056 F
Menu à 1058 F
Menu à 1060 F
Menu à 1062 F
Menu à 1064 F
Menu à 1066 F
Menu à 1068 F
Menu à 1070 F
Menu à 1072 F
Menu à 1074 F
Menu à 1076 F
Menu à 1078 F
Menu à 1080 F
Menu à 1082 F
Menu à 1084 F
Menu à 1086 F
Menu à 1088 F
Menu à 1090 F
Menu à 1092 F
Menu à 1094 F
Menu à 1096 F
Menu à 1098 F
Menu à 1100 F
Menu à 1102 F
Menu à 1104 F
Menu à 1106 F
Menu à 1108 F
Menu à 1110 F
Menu à 1112 F
Menu à 1114 F
Menu à 1116 F
Menu à 1118 F
Menu à 1120 F
Menu à 1122 F
Menu à 1124 F
Menu à 1126 F
Menu à 1128 F
Menu à 1130 F
Menu à 1132 F
Menu à 1134 F
Menu à 1136 F
Menu à 1138 F
Menu à 1140 F
Menu à 1142 F
Menu à 1144 F
Menu à 1146 F
Menu à 1148 F
Menu à 1150 F
Menu à 1152 F
Menu à 1154 F
Menu à 1156 F
Menu à 1158 F
Menu à 1160 F
Menu à 1162 F
Menu à 1164 F
Menu à 1166 F
Menu à 1168 F
Menu à 1170 F
Menu à 1172 F
Menu à 1174 F
Menu à 1176 F
Menu à 1178 F
Menu à 1180 F
Menu à 1182 F
Menu à 1184 F
Menu à 1186 F
Menu à 1188 F
Menu à 1190 F
Menu à 1192 F
Menu à 1194 F
Menu à 1196 F
Menu à 1198 F
Menu à 1200 F
Menu à 1202 F
Menu à 1204 F
Menu à 1206 F
Menu à 1208 F
Menu à 1210 F
Menu à 1212 F
Menu à 1214 F
Menu à 1216 F
Menu à 1218 F
Menu à 1220 F
Menu à 1222 F
Menu à 1224 F
Menu à 1226 F
Menu à 1228 F
Menu à 1230 F
Menu à 1232 F
Menu à 1234 F
Menu à 1236 F
Menu à 1238 F
Menu à 1240 F
Menu à 1242 F
Menu à 1244 F
Menu à 1246 F
Menu à 1248 F
Menu à 1250 F
Menu à 1252 F
Menu à 1254 F
Menu à 1256 F
Menu à 1258 F
Menu à 1260 F
Menu à 1262 F
Menu à 1264 F
Menu à 1266 F
Menu à 1268 F
Menu à 1270 F
Menu à 1272 F
Menu à 1274 F
Menu à 1276 F
Menu à 1278 F
Menu à 1280 F
Menu à 1282 F
Menu à 1284 F
Menu à 1286 F
Menu à 1288 F
Menu à 1290 F
Menu à 1292 F
Menu à 1294 F
Menu à 1296 F
Menu à 1298 F
Menu à 1300 F
Menu à 1302 F
Menu à 1304 F
Menu à 1306 F
Menu à 1308 F
Menu à 1310 F
Menu à 1312 F
Menu à 1314 F
Menu à 1316 F
Menu à 1318 F
Menu à 1320 F
Menu à 1322 F
Menu à 1324 F
Menu à 1326 F
Menu à 1328 F
Menu à 1330 F
Menu à 1332 F
Menu à 1334 F
Menu à 1336 F
Menu à 1338 F
Menu à 1340 F
Menu à 1342 F
Menu à 1344 F
Menu à 1346 F
Menu à 1348 F
Menu à 1350 F
Menu à 1352 F
Menu à 1354 F
Menu à 1356 F
Menu à 1358 F
Menu à 1360 F
Menu à 1362 F
Menu à 1364 F
Menu à 1366 F
Menu à 1368 F
Menu à 1370 F
Menu à 1372 F
Menu à 1374 F
Menu à 1376 F
Menu à 1378 F
Menu à 1380 F
Menu à 1382 F
Menu à 1384 F
Menu à 1386 F
Menu à 1388 F
Menu à 1390 F
Menu à 1392 F
Menu à 1394 F
Menu à 1396 F
Menu à 1398 F
Menu à 1400 F
Menu à 1402 F
Menu à 1404 F
Menu à 1406 F
Menu à 1408 F
Menu à 1410 F
Menu à 1412 F
Menu à 1414 F
Menu à 1416 F
Menu à 1418 F
Menu à 1420 F
Menu à 1422 F
Menu à 1424 F
Menu à 1426 F
Menu à 1428 F
Menu à 1430 F
Menu à 1432 F
Menu à 1434 F
Menu à 1436 F
Menu à 1438 F
Menu à 1440 F
Menu à 1442 F
Menu à 1444 F
Menu à 1446 F
Menu à 1448 F
Menu à 1450 F
Menu à 1452 F
Menu à 1454 F
Menu à 1456 F
Menu à 1458 F
Menu à 1460 F
Menu à 1462 F
Menu à 1464 F
Menu à 1466 F
Menu à 1468 F
Menu à 1470 F
Menu à 1472 F
Menu à 1474 F
Menu à 1476 F
Menu à 1478 F
Menu à 1480 F
Menu à 1482 F
Menu à 1484 F
Menu à 1486 F
Menu à 1488 F
Menu à 1490 F
Menu à 1492 F
Menu à 1494 F
Menu à 1496 F
Menu à 1498 F
Menu à 1500 F
Menu à 1502 F
Menu à 1504 F
Menu à 1506 F
Menu à 1508 F
Menu à 1510 F
Menu à 1512 F
Menu à 1514 F
Menu à 1516 F
Menu à 1518 F
Menu à 1520 F
Menu à 1522 F
Menu à 1524 F
Menu à 1526 F
Menu à 1528 F
Menu à 1530 F
Menu à 1532 F
Menu à 1534 F
Menu à 1536 F
Menu à 1538 F
Menu à 1540 F
Menu à 1542 F
Menu à 1544 F
Menu à 1546 F
Menu à 1548 F
Menu à 1550 F
Menu à 1552 F
Menu à 1554 F
Menu à 1556 F
Menu à 1558 F
Menu à 1560 F
Menu à 1562 F
Menu à 1564 F
Menu à 1566 F
Menu à 1568 F
Menu à 1570 F
Menu à 1572 F
Menu à 1574 F
Menu à 1576 F
Menu à 1578 F
Menu à 1580 F
Menu à 1582 F
Menu à 1584 F
Menu à 1586 F
Menu à 1588 F
Menu à 1590 F
Menu à 1592 F
Menu à 1594 F
Menu à 1596 F
Menu à 1598 F

Le Monde

jours d'été

Un voyage en Océanie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Iles Cook : la route des ancêtres

Rarotonga (Iles Cook). — Il pleut sur les Iles Cook. Faut-il écouter ses humeurs ? Ont-elles autant d'importance que le nouveau décor qui les transforme ? C'est le mystère principal des voyages, bien sûr, leur défi ultime : démêler à chaque fois ce qui vient du dehors, qui participe effectivement de la découverte, et le reste, qui ne sort que de vous-même. Méfions-nous du narcissisme baladeur, mais plus encore de son contraire : l'affirmation naïve d'une réalité « en soi » qu'on pourrait raconter sans compromettre son propre regard. Ce vieux mensonge empoisonne tant la profession qu'on ne se lasse pas de le débiter : mais, diable, comme ce n'est pas facile ! C'est un chemin de crête bordé de précipices et qui traverse, ici et là, de minuscules détresses.

Ainsi de la mélancolie qui vous enveloppe aussitôt qu'on tombe du ciel, un dimanche matin, sur Rarotonga. Se dissiperait-elle comme un nuage de fatigue ou fait-elle, obstinément, partie des lieux ? Faut-il la chasser de soi en haussant les épaules, ou bien l'appriivoiser en tâchant d'écouter ce qu'elle dit ? Je crois bien qu'elle dit ce matin le bonheur un peu trop immobile de ces quinze îles polynésiennes semées à la volée sur 2 millions de kilomètres carrés d'océan, la stupeur molle d'un territoire sans guerres et sans tumultes, sans tragédies visibles. Imaginez un peu les Cook, républicains « indépendants » de vingt et un mille habitants, au centre exact des mers du Sud : quelques grains de terre saupoudrés sur un infini de vagues. A peine arrivés, ou, je crois bien qu'elle dit toute l'Océanie cette mélancolie-là. C'est la trace d'une blessure qui ne guérit pas vraiment. Mais suis-je « objectif » ?

L'avion m'a lâché à l'improviste, seul passager débarquant, dans ce périmètre rule-sant de 87 kilomètres carrés. Venant de Tahiti et des affaires morosées de Papeete, le choc est brutal. Il y a du vide et du silence ; des pentes qui fument sous l'averse et des cochons noirs dans les jardins. Éparpillées sur la périphérie de l'île, les maisons plates aux toits sombres se cachent sous la vert spongieux des arbres à fer et des citronniers. Les chemins sont étroits et rares les automobiles. On sent ici la somnolence des bouts du monde tels qu'on les rêve et, par-dessous, le règne de ces activités gagne-petit qui rythment encore, chez nous, la vie des campagnes. Un peu étourdi, j'ai monté ma valise à l'unique douanier assourci par son comptoir de bambou. On devrait m'accueillir, mais personne n'était là. Cette absence paraissait si conforme au décor qu'elle m'a plutôt réjoui. Le film en somme passait au ralenti. Aux dures nervosités tahitiennes succédait un imperceptible ennui, comme un sable fin croquant sous la dent. Passé le premier désarroi devant cette vacuité soudaine, j'ai décidé de m'y abandonner tout à fait. J'ai eu raison. Mes balades sur Rarotonga ont pris dès lors la saveur un peu amère d'un vieux blues. L'étape devenait douce dérive sans projet ni programme. Une aubaine dont j'ai compris qu'elle resterait, bizarrement, comme un temps fort du voyage.

D'abord l'Arametua m'a capté dans son anneau de 27 kilomètres. C'est le personnage principal de l'archipel : une

vieille route circulaire qui existait bien avant l'arrivée des Européens. Construite par Toti, ancêtre fabuleux venu sans doute en pirogue de Raiatea, l'île sacrée, elle était dallée de pierre et courait au pied des montagnes, trônant parfois la plage ou s'aventurant plus près des vallées. C'est, dit-on, le plus ancien chemin du Pacifique sud. Aujourd'hui bitumée, parcourue par les petites motos Honda des familles rarotongiennes, elle conserve un puissant magnétisme, une sorte de noblesse. C'est le dernier témoignage palpable du passé dans une île qui fut soumise comme tant d'autres — à partir de 1823 — au rouleau compresseur des missions anglicanes, maraînes, détruites, fétiches brûlés, arènes (nobles) converties : seule l'Arametua parle encore aujourd'hui de l'époque brumeuse des guerriers samoans venus du Nord, de Tangia le sage et des sept pirogues à balancer parties follement de Rarotonga pour aller à 3 000 kilomètres conquérir la Nouvelle-Zélande et y fonder les premières communautés maories.

Certes, on ne trouve maintenant en débarquant aux Cook, dans l'île principale au moins, qu'un décor banalisé où plus rien, de prime abord, n'évoque la culture polynésienne. Ni fœres (maisons) traditionnelles, ni costumes, ni voiles sur le lagon. Avec quelques motels sur la plage, des « stores » couverts de toiles ou des pavillons en dur, le paysage est plutôt celui d'une lointaine banlieue d'Auckland ou de Wellington. Que les jeunes Tahitiens se rassurent, leur Polynésie « atomisée » n'est pas le seul exemple de dévastation coloniale. Mais à Rarotonga, c'est vrai, il y a cette route magique, ce cercle... J'en fais inlassablement le parcours, dans la musique des essuie-glaces et le crépitemment de l'averse sur les bananiers. Je roule doucement, croisant de rares camions, évitant des fondrières, doublant des vieillards aux jambes nues réfugiés sous les banyans. Au deuxième tour, on cède progressivement au charme un peu monotone de l'Arametua. Elle résume toute la quotidienneté de l'île. C'est de part et d'autre que se concentrent la vie et les maisons. C'est le lieu unique de la politique quand un *takapini* (procession) jette les militants du parti démocratique dans un « tour de l'île » contestataire. C'est surtout le symbole absolu de la « finitude » et de la circularité, concepts-clés de l'Océanie. L'île est close sur elle-même. Elle est refuge mais prison ; bonheur protégé mais nostalgie d'un « ailleurs » ; privilège inouï mais sourde malédiction. On tourne autour de Rarotonga, repassant les mêmes carrefours, avec la sensation légère d'un vertige. « Tu vas traverser l'Océanie », disait un ami tahitien, alors pense bien à ceci : nous sommes une civilisation annulaire. — Oserai-je dire que cette « route des ancêtres » vous initie mieux que tous les livres à l'indéfinissable secret du Pacifique. Comme si ses bâtisseurs de jadis avaient voulu précisément cela : inscrire dans l'espace, avec des pierres qu'aucune commodité n'imposait, leur principale leçon.

Un arrêt à Avera quand le ciel s'éclaircit. C'est le seul vrai village de l'île, vague condensation de maisons, mais capitale politique de tout l'archipel. Capitale de poupée, certes, qui tient en un carrefour de rues avec cinq



Captaine James Cook

ou six boutiques et trois bâtisses rectangulaires qui font office de cinéma. Le tout un peu écaillé, délavé, branlant, mais néanmoins sauvé par les cascades vives de bougainvillées, gardenias ou frangipaniers, qui jettent des couleurs partout sur les trottoirs. Copie en miniature de Tahiti pour ce qui est du paysage, des habitants et de l'histoire préeuropéenne, les Cook en sont comme la petite sœur pauvre restée dans sa province, mais digne dans sa « gêne » momentanée. Archipel agricole, elles vendent des bananes et des citrons, des ananas et un peu de poisson, mais en quantité modeste. De l'aveu même du gouvernement, le système de propriété des terres, d'une infinie complexité, bloque le développement rural. Quant à la pêche, pas plus d'enthousiasme là qu'à Tahiti : c'est avec la Corée que les Cook ont signé cette année un accord après avoir éconduit les Soviétiques. Rarotonga, qui règne sur une immense d'océan, importe donc de la viande et du poisson congelé de Nouvelle-Zélande. Au dix-neuvième siècle, pourtant, on florissait marché de légumes, fruits, cochons et volailles, contrôlé par les *ariki* (nobles), s'était développé ici pour approvisionner les baleiniers d'Europe sillonnant les parages. Il n'en reste qu'un souvenir. L'indépendance limitée de l'archipel accordée en 1965 par la Nouvelle-Zélande a vite gonflé ce qu'on appelle ailleurs le « secteur administratif » : 45 % de la population active travaille maintenant pour le gouvernement, et l'ancienne métropole finance un bon quart du budget. L'ennui insulaire et le romantisme du voyage ne sont pas les seules raisons qui poussent les citoyens des Cook — surtout depuis 1975 et l'ouverture de l'aéroport — à émigrer en Nouvelle-Zélande. La fragilité maorie n'a de charme que vue de loin ou de Papeete. A Rarotonga, le passeport néo-zélandais et le libre accès à Wellington auxquels les habitants ont droit en vertu du statut ne sont pas jugés comme des vestiges du colonialisme. Ce sont des avantages auxquels on tient. Aucun parti ne suggère d'y mettre fin.

L'unique café d'Avera est un peu « cow-boy » avec son sol en dur et ses planches sur la façade. On y boit de la bière sans parler, les yeux tournés vers la mer. Une inépuisable vogue poursuit : comment décrire-on cette mélancolie-là ? Saura-t-on expliquer qu'elle est insupportable et précieuse à la fois ? A la table voisine, une dame songeuse feuilletait un illustré. Deux goélettes sont à l'ancre dans le port. Plus loin, l'épave d'un cargo allemand achève de se dissoudre sur le récif. Son équipage, livre mort, un soir de

bombance, l'a jeté sur les coraux voici quinze ans. La pluie reprend un peu. On voudrait se pincer et secouer la tête. Quoi ! Il y a encore quelque part dans le monde des Amériques et des guerres d'Afghanistan, des fusillades et des bidonvilles ? Cet absolu du « non événement » que l'Océanie incarne nous prend toujours au dépourvu, nous qui venons d'un règne, souverain — même s'il n'est souvent que spectacle — le « divertissement » de l'actualité. Et si nous n'étions pas de taille à tirer la leçon ? Car enfin ! que, toute jobardise évacuée, on réalise un peu. Les Cook ne sont pas l'innocent paradis rêvé par Chateaubriand ou Henry Adams. Il n'empêche ! Sur une planète qui, partout ailleurs, souffre et saigne ; sur la même terre que Calcutta, Phnom-Penh ou Kampala, voilà une ahurissante exception.

A Rarotonga, nul n'a fait ni froid, aucune guerre ne menace, pas d'insupportable injustice, ni de bidonville. Pas même de bombe atomique sur ces atolls ou de manigances coloniales continuées. Ici, la plupart des obstacles qui partout ailleurs cachent la lumière du jour, l'essentiel de ce qui tient les hommes dans la souffrance, n'existent pas. Interrogez un million d'êtres de tous les pays de la Terre sur ce qui les empêche d'être heureux, ils décriront, en négatif, un territoire idéal qui ne sera pas très loin de Rarotonga. Oui, j'avoue que cette pensée m'obsède devant le comptoir désert du café d'Avera. On pense brusquement aux O.S. de Lorraine, aux enfants squelettiques du Mali, aux fusillés du Salvador. Et, d'abord, comme quiconque on s'indigne, une folle question sur les lèvres : pourquoi n'êtes-vous point gais ?

Question naïve, en vérité, qui ferait sourire ma voisine rêvassant devant son illustré. Les citoyens des Cook — comme ceux de Pago-Pago, de Nauru ou de Ponape — ont presque tous les privilèges. Sauf un : le pouvoir et le droit d'être encore eux-mêmes. Comme si c'était trop tard. Comme si l'on sentait décidément en Océanie la présence indéfinissable d'un très vieux crime définitivement consommé et dont rien ne pourra effacer la trace. Ni un drapeau ni un siège à l'ONU... Un crime, dirait-on, mais où est donc le cadavre ? Justement, le Pacifique n'en finit pas de nous apprendre qu'il est d'autres sortes d'assassinats et d'autres explications à la difficulté d'être. Elle est subversive — oh oui ! — cette mélancolie trouvée à l'étape de Rarotonga.

Je reprends dans la soirée le chemin circulaire de l'Arametua. J'ai deux rendez-vous que le hasard apporte

comme deux allégories complémentaires. D'abord un « cocktail » autour du nouveau premier ministre Tom Davis, ancien médecin de la NASA rentré des Etats-Unis pour prendre le pouvoir à Rarotonga. Les « cocktails » sont manifestement une spécialité des Cook. Quatre en deux jours ! On y présente son briolet dans une atmosphère plus protocolaire que l'on croit. Elle procède, m'a-t-on dit, de la synthèse exagérée entre la composition britannique et le goût très hiérarchique de la vieille aristocratie maorie. Celui-là se déroule dans ce qui fut la résidence de l'ancien Premier, Albert Henry, victime en 1978 d'une manière de Watergate à l'échelle du territoire (1). Chemises à fleurs, mais rideaux très appuyés : on se congratule longuement dans les salons. Quelques ministres sont là. Le Premier évoque prudemment son dernier voyage à Paris — il sollicitait des crédits, la France voulait un allié en Océanie — et l'accord territorial juste signé avec l'ambassadeur américain sujet des îles du nord proches des Samoa. En apparence pourtant, c'est un sujet plus inattendu qui meuble les conversations : la reine d'Angleterre vient de retirer à l'ancien premier ministre condamné son titre de Sir. L'événement paraît plus considérable que la destitution elle-même. Je m'enfonce vite. Sûr-je tout de voir dans cet innocent « cocktail » le symbole presque parfait d'une acculturation consentie ? Eh oui ! vont-ils maintenant nous imiter jusque dans nos ridicules ?

Plus tard dans la soirée, on s'installe sur les chaises métalliques juste alignées dans un ancien hangar à bananes. Les travées sont surpeuplées et quatre néons jettent une lumière un peu pingre sur la salle. Les groupes folkloriques des Cook présentent en séance « couturière » le spectacle qu'ils donneront bientôt à Port-Moresby pour le Festival du Pacifique sud. Le Premier et son épouse s'installent près de la scène. Ouvert sur une prière récitée au micro, ponctuée de danses et de poèmes, cet hymne au Pacifique éclate comme une fulgurante revanche. On y parle soudain de la joie et de la mer ; du soleil et de la Croix du Sud... Un poète récite des vers qui disent en termes crus l'horreur de la bombe française et de Munroa. Des jeux scéniques rythmés par la sèche rafaia des tambours de bois exaltent les activités traditionnelles, et l'artisanat polynésien : la pêche au harpon, le tissage des coccos, la couture des *Tifaifia*... Je sens la salle électrisée. La pluie martèle les toiles du toit. Les applaudissements explosent quand le Premier s'avance en dansant vers la scène, billet de banque brandi pour verser son obole. Une idée fugace de réconciliation et d'harmonie flotte tout d'un coup sur une foule qui sourit. Puis les acteurs disparaissent. On entend des bruits de chaises tirées, et chacun se lève. Ce n'était qu'un spectacle.

Déhors il fait très noir, et les invités rendus au silence tâtent autour des voitures en enfumant les flâques. La pluie a repris plus fort encore.

(1) Vainqueur aux élections de 1978, M. Albert Henry, leader du Cook Island Party et premier ministre depuis 1980, a été destitué par l'Assemblée générale après que ses adversaires du Democratic Party aient introduit un recours pour fraude. M. Henry, accusé de nepotisme, a été condamné d'avoir utilisé des fonds publics pour faire venir, par charter, des électeurs favorables à son parti et résidents en Nouvelle-Zélande. M. Tom Davis, chef du Democratic Party, fut alors nommé premier ministre.

Lundi :

LES COOK : LE REMORDS DES CONQUÉRANTS

PARIS EN VISITES

SAMEDI 26 JUILLET

« Exposition internationale de la Comédie-Française », 14 h. 30, Bibliothèque nationale, Mme Lemaire.
« Hôtel de Sully », 15 h. 02, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier.
« Hôtel de Charlines et ses descendants », 15 h. 04, place des Vosges, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.

« Saint-Germain-des-Près », 15 h. 04, rue Saint-Germain, Mme Lemaire.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.

« Salons du Conseil d'Etat », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.

« Palais Bourbon », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.

« Palais Bourbon », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.
« Musée de la sculpture », 15 h. 04, rue de la Harpe, Mme Mory.

ÉLIMINEZ SANS POLLVER MOUSTIQUES et INSECTES VOLANTS INDESIRABLES

Appareil breveté utilisant à la fois une source lumineuse pour attirer les insectes et une source électrique pour les anéantir. Action produite électriquement. Four intérieur-extérieur et en camping (avec adaptateur 12 V).

THIEBAUT

Spécialiste de la lutte contre les insectes. Documentation gratuite sur demande.

30, PLACE DE LA MADELINE, 75008 PARIS. — Tél. 742-25-03. Ouvert tous les jours.

ANNONCES ENCAHÉES	Le m/m col.	T.E.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	28,40
AUTOMOBILES	25,00	28,40
AGENDA	25,00	28,40

Filière Française important
groupes Américains
Équipement pétroles recherche
INGÉNIEUR études diplômé
convierait à débiter
intérêt par analyse
Informations des postes.
Lieu de trav. 60 km sud Paris.
Libre rapidement, connaissances
anglais scolaire indispensables.
Envoyez C.V. et prétentions à
S.A.P. - 11, rue de la Chapelle, 24
77302 FORTAINEBEAU Cedex.

GESTION 2000
pour Engineering Paris
INGÉNIEUR
Caissons béton armé
et charpente métallique.
Déplacements étranger.

SUPERVISEUR

Génie civil V.R.D.,
expér., engin., Tél. 346-43-01.

LYON. — Cabinet d'expertises près les compagnies d'assurances, spécialisé dans l'incendie, recherche :
JEUNE INGÉNIEUR E.T.P. avec formation complémentaire administration d'entreprise ou juridique, 2 à 3 ans d'expérience. Lieu de domicile : LYON. Travail dans un secteur de 150 km. Origine yonnaise souhaitée. Ecrire avec curriculum vitae et photographie à M. LACROIX, expert, 110, rue Saint, 69005 LYON.

**Recherchons, urgent
pour chantiers :
EUROPE AFRIQUE :
AGENTS TECHNIQUES
PLANNING
(PERT - COST)
expérimentés T.C.E.
en réalisation usines,
dés en main, CHIMIE,
PETROCHIMIE et NUCLEAIRE**
Télérhinne 554-14-43

VOITURES DIRECTION
HORIZON GLS 80 .. 5.000 km
HORIZON GL 80 .. 8.000 km
1518 GL 80 4.000 km
RANCHO neuf, ancien tarif.
Téléphone 328-97-95.

Représentant autonome,
vente auprès Industrie
Sar-Lor-Lux désire des
représentations supplémen-
taires en France, Angleterre, Allemagne.
Introductions excellentes.
Ecrire n° 8.720 c. k.
5, rue des Italiens, 75001 Paris.

12

Recommanda du Monde

bureaux

Votre SIÈGE SOCIAL.

10 min. de l'autoroute, jolie maison de village entièrement neuve, près CRUZE. Terrasse panoramique. Habitable de suite. Matériaux, vacances. Prix jusqu'à : 60.000 \$ avec 65.000 \$ F & la réservation.

Près CRUZE, au pied d'un château XVIII^e.

PAYS BASQUE
ESPELETTE

MOULIN XVII^e siècle, 200 m² hab., 3 rénover, 1 ba, 450.000 F, Ec. Sté PITER, 2 Grande-Rue, 91510 MONTHERLY ou téléph. :

**ou téléphoner (16-6) 901-86-63
901-80-67 ou 901-886-05**

**94 VITRE, 900 m², possibilité division, 440.000 F, Ec. Société PITER, 2 Grande-Rue, 97510 MONTHERLY ou téléph. (16-6) 901-86-63
901-80-67 ou 901-886-05**

ACHAT LIVRES

Chambres et appartements.
Pension à court ou long terme ;
vacances, retraite,
repos, convalescence.

ORLEANS VENDS
AGENCE MAISON

SEMAIRES

GENERAL MOTORS : premier déficit
consécutif en dix ans

FORD : réduction de la production de
la Belgique

FAT : 14 000 travailleurs en chômage
technique en septembre

**La crise n'est pas fondée
car le marché est illimité**

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h.
ou 296-15-01

AFFAIRES

LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

- **GENERAL MOTORS** : premier déficit d'exploitation depuis 10 ans
- **FORD** : réduction de la production de l'usine de Bordeaux
- **FIAT** : 74 000 travailleurs en chômage technique en septembre

La crise de l'automobile que les constructeurs français qualifient de conjoncturelle, se manifeste presque chaque jour par de nouvelles annonces de chômage partiel ou de déficit.

A Bordeaux, la direction de Ford a annoncé au personnel des « mesures de prudence » pour le second semestre se traduisant par des arrêts de fabrication et peut-être un report de la date du retour des vacances. La Fiat de Turin, constatant que « la chute des ventes sur le marché européen s'est accélérée de manière imprévisible », a pris de nouvelles mesures de chômage technique : soixante-quatre mille ouvriers de l'automobile et quatre mille du secteur sidérurgique arrêteront le travail pendant huit jours en septembre. La chute des exportations de Fiat est surtout sensible en Allemagne fédérale (-25 %) et en Grande-Bretagne (-30 %).

Aux Etats-Unis, les pertes enregistrées au second trimestre de l'année 1980, pour la première fois depuis dix ans, par General Motors, le premier des Américains, confirment que la récession atteint l'ensemble des constructeurs. Si les difficultés de Chrysler sont les plus visibles, G.M. a perdu 412 millions de dollars. Le précédent résultat déficitaire trimestriel remonte au dernier trimestre 1979. American Motors, quatrième constructeur des Etats-Unis, auquel Renault est associé, a enregistré de son côté une perte de 64,9 millions de dollars, pour le troisième trimestre de son année fiscale. Pour les neuf premiers mois, les pertes atteignent 70,8 millions de dollars contre 73,3 millions à l'époque correspondante de l'année précédente.

Du côté syndical, la C.G.T., dans un communiqué, « accuse le pouvoir et le patronat de développer à la veille des vacances une offensive d'envergure contre le potentiel économique de notre pays ». Jeudi 24 juillet, des métallurgistes de ce syndicat ont manifesté contre le déplacement dans le quartier de la Défense du siège parisien de Citroën. La parti communiste, enfin, qui vient de demander une convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire, estime que la crise de l'industrie automobile n'est pas fondée, mais provoquée par la politique d'austérité du gouvernement.

POUR LE PARTI COMMUNISTE

La crise n'est pas fondée car le marché est illimité

L'automobile française est en crise. Non seulement cette crise n'est pas fondée mais, en outre, l'industrie automobile a encore un grand avenir devant elle. C'est en résumé l'analyse que présente, jeudi 24 juillet à la presse, M. Claude Poperen, membre du bureau politique du parti communiste français au nom des fédérations communistes concernées par l'industrie automobile et ses annexes.

L'automobile française est menacée, selon le P.C.F., car les ventes des constructeurs ont baissé de 16 % en un an, cent dix mille travailleurs auront connu cet été le chômage partiel, et comme « les instances européennes envisagent la suppression totale de cent mille emplois en Europe, à terme ce sont plusieurs dizaines de milliers d'emplois qui sont menacés en France ».

Cette crise n'est pas fondée car les grands groupes ont réalisé d'énormes profits et, en réalité, les causes de la crise sont celles de la société française et du système capitaliste.

C'est en premier la politique d'austérité qui en réduisant le pouvoir d'achat et en augmentant les prix et les charges liés à l'automobile, défavorise le marché intérieur. « Il n'est pas vrai que le marché de l'automobile est saturé en France alors que près d'une famille sur trois ne possède aucune automobile. » Au passage, M. Poperen se prononce pour une réduction variable selon les modèles de la T.V.A. à la condition qu'en retour le grand capital et les bénéfices des grandes sociétés soient imposés. « Nous considérons le non au tout-automobile, sans nier pour autant les nuisances », a encore déclaré M. Poperen, qui estime que les propositions de la C.F.D.T. (le Monde du 24 juillet) s'inscrivent dans une optique de gestion de la crise. M. Poperen conteste également qu'on puisse opposer transports en commun et transports individuels. « Il faut offrir le choix aux citoyens : l'automobile est encore un bien socialement utile. »

Le second facteur de crise réside dans le redéploiement des groupes à l'étranger. M. Poperen note que la France a importé d'Espagne plus de véhicules fabriqués par Peugeot et Citroën que de voitures japonaises. « Si la tendance actuelle devait se poursuivre, déclare le P.C.F., c'est près de la moitié de la production des constructeurs français qui serait faite à l'étranger d'ici à 1985. »

Enfin, les constructeurs français sont responsables de la crise car ils ont refusé « de mettre en œuvre la grande échelle des progrès de l'automobile (...) qui serviraient de nature à supprimer le travail déqualifié, à alléger la peine des hommes et à réduire la durée du travail ». Retard dans la manière de produire, retard dans la conception des produits

aux-mêmes, plus économiques et plus sûrs, commente M. Poperen.

Après ce constat, le P.C.F. fait cinq propositions :

— Maintien de l'emploi, relèvement des salaires, mesures sociales hardies ;

— Développement du marché intérieur français par le relèvement du niveau de vie des travailleurs, par l'amélioration des véhicules tels que la B 4 et la 2 CV, par la création de nouveaux modèles économiques comme la Renault 2 et la Talbot C 2 ;

— Introduction de nouvelles technologies et méthodes de travail, afin notamment d'en finir avec le travail à la chaîne, ce qui implique l'extension en France d'une solide industrie des machines robots et des machines automatisées, dans lesquelles Renault et Peugeot ont acquis une grande expérience ;

— Développement et diversification des opérations de coopération internationale, notamment avec les pays en voie de développement et les pays socialistes. « Le marché étant illimité il y a eu du travail pour tous », a expliqué M. Poperen, tandis qu'à l'heure actuelle les investissements étrangers se font là où la main-d'œuvre est surabondante. « La nationalisation et la démocratisation de l'ensemble de l'industrie automobile française, qui permettrait une coopération efficace entre les sociétés publiques françaises. »

Comme il se doute que le plan du P.C.F. ne sera pas adopté demain, M. Poperen n'a pas exclu, bien qu'il ne soit pas favorable à une politique d'austérité, que le P.C.F. pourrait être amené à proposer des mesures de protection du marché. « Mais, dans l'immédiat, ce n'est pas la solution », a-t-il conclu.

● **RECTIFICATION.** — Une erreur typographique a modifié les chiffres des immatriculations des voitures particulières que nous avons donnés dans notre article paru le 25 juillet, page 25. Nous avions dû imprimer : « Les immatriculations (ont baissé) de 16,3 % (151 677 contre 181 286). »

● **PRECISION.** — La Cour européenne de justice n'a pas déclaré illégal le système de commercialisation de quatre grands fabricants français de parfum, comme nous l'avions indiqué dans le Monde du 12 juillet, nous fait observer l'un d'entre eux, S'agissant des parfumeurs Guerlain, Rochas, Lanvin et Nina Ricci, la haute juridiction européenne avait été saisie par le tribunal de grande instance de Paris. Celle-ci, ayant à juger certaines pratiques commerciales reprochées aux parfumeurs précités, voulait connaître la portée de la lettre adressée aux intéressés par la Commission de la C.E.E.

Libres opinions
Du bluff et du racket...

par AUGUSTE BLANC (*)

« L' » A crise vient d'éclatner de plein jour l'industrie automobile... Ce constat inquiétant a été établi, il y a quelques jours, par l'un des directeurs de Peugeot, mais cette lucidité tardive pourra-t-elle éviter à l'industrie automobile française de devenir une « sidérurgie bis » avec son cortège de violences et de drames ?

L'une des organisations syndicales les plus représentatives dans ce secteur, la Confédération des syndicats libras, ne cesse, depuis plus d'un an, de réclamer une opération vérité sur la prétendue bonne santé de l'automobile. Ni le patronat ni les pouvoirs publics n'ont répondu, estimant sans doute que notre pessimisme d'ailleurs n'était pas fondé. Nos alarmes n'étaient pas vaines : la vague de chômage technique qui s'est abattue ces jours derniers sur plusieurs sociétés confirme, hélas ! notre diagnostic.

L'industrie automobile, qui, durant des années, a constitué l'un des fleurons de l'économie nationale — cent mille emplois créés en quinze ans —, risque de s'effondrer, victime à la fois des directives de quelques technocrates de Bruxelles, du bluff patronal et du racket des pouvoirs publics.

La technocratie européenne ? Après avoir fait leurs premières armes avec notre sidérurgie, ces serviteurs de la « bureaucratie supranationale » ont, à coup de rapports, « gommé » l'industrie automobile française.

Le bluff patronal ? Tout a été mis en œuvre pour cacher la vérité, pour la travestir, ou pour faire taire les voix de ceux qui s'inquiétaient. Et aujourd'hui, comme on ne peut plus démentir rien, les premiers signes de relâchement du marché, des mesures autoritaires sont prises en catastrophe qui frappent durement le pouvoir d'achat des salariés concernés : les pertes de salaires pour les ouvriers de fabrication s'échelonnent en moyenne, selon la catégorie, entre 278 francs et 840 francs.

Racket des pouvoirs publics ? Si nous ne sommes pas les seuls à le dénoncer, sans doute avons-nous été les premiers : T.V.A. « de luxe », taxes sur l'essence, vignettes, péages, amendes, etc. Tout a été imaginé pour mettre en coupe réglée l'automobiliste, au risque même de le décourager et de casser cette merveilleuse « machine à sous ».

Que va-t-il se passer demain ? Jouant sur la proximité des vacances et sur une évidente démobilisation — apparente, toutefois, et due à une certaine angoisse devant l'avenir — des salariés, ceux qui sont chargés de restructurer l'industrie automobile vont préparer une opération « en douceur » : nouvelles journées de chômage technique d'ici à la fin de l'année, suppressions de postes en facilitant les départs en préretraite, mesures d'encouragement au « retour au pays » pour les travailleurs immigrés, etc. Au bout du compte, il faut s'attendre à « dégraisser les effectifs », une expression qui, dans son réalisme, dissimule mal les conséquences dramatiques pour les travailleurs et leurs familles.

Mais pourquoi les choses se passeraient-elles aussi simplement ? Pourquoi les travailleurs de l'automobile accepteraient-ils, sans rien dire, les usages de la bureaucratie de Bruxelles et les conséquences du bluff et du racket ? Pourquoi les travailleurs immigrés, à qui l'on a fait appel durant des années pour monter des voitures, accepteraient-ils aujourd'hui d'être renvoyés chez eux et d'être montrés du doigt comme « ceux par qui le chômage existe » ?

Pourquoi les travailleurs de l'automobile, manifestant leur refus d'être sacrifiés sur l'autel du froid et de la rentabilité à outrance — sur leur dos — ne feraient-ils pas la chasse — comme les paysans du Midi l'ont fait avec les produits espagnols — aux véhicules japonais ou autres, que l'Etat, au nom du libéralisme avancé, laisse entrer par milliers et dizaines de milliers d'exemplaires en France... alors qu'il y a quelques mois, un modèle de voiture française était « interdit de séjour » au Japon, sous prétexte que le calendrier « rappelait un dragon qui aurait pu effrayer les enfants... » ?

Pourquoi les travailleurs de l'automobile, comme leurs camarades de la sidérurgie, ne se fâcheraient-ils pas et n'embraseraient-ils pas le pays tout entier en édifant des barricades à tous les carrefours ?... Et nul doute que tous les automobilistes se sentiraient solidaires !

Avant d'en arriver là, un autre chemin peut être choisi : celui du dialogue et celui de la raison.

Dialogue entre le patronat de l'automobile, les pouvoirs publics et les représentants des salariés. Pour nous, C.S.L., qui durant des années avons défendu l'outil de travail, l'emploi, le pouvoir d'achat des travailleurs de l'automobile, il n'y a pas d'ambiguïté : notre syndicalisme efficace, plébiscité par les salariés, qui a contribué au développement de cette industrie, est à même, aujourd'hui, de proposer et de discuter l'adaptation de l'automobile à la nouvelle conjoncture.

Les solutions : baisse des taxes sur les carburants, réduction de la T.V.A. « de luxe », des péages et des primes d'assurance, allègement du crédit, mesures qui relancent les ventes, et donc la production. Et plus directement, en ce qui concerne la production : préretraite, aménagement des horaires, etc., mais aussi une redéfinition des règles de la concurrence visant à éliminer les pratiques de dumping.

La sidérurgie allemande s'est sortie de la crise grâce à la cogestion : les syndicats ont pris la responsabilité de la production. Il en sera de même en France. La C.S.L. est prête à assumer les tâches pour réussir la restructuration qui s'impose.

Enfin, notre pays et son industrie automobile ont une place à prendre dans certains secteurs où, actuellement, les pays étrangers de « subir » les marques étrangères : machines-outils, motos, véhicules agricoles.

L'industrie automobile : c'est près de trois cent mille travailleurs chez les constructeurs, c'est aussi deux millions de salariés dans les industries annexes. Ils n'accepteront pas sans rien dire leur mise à mort.

Syndicat de participation, la C.S.L. en appelle au président de la République pour que, se posant en arbitre, il impose entre nous, le patronat et le gouvernement, cette négociation.

(*) Secrétaire général de la C.S.L.

Une passe délicate pour la sidérurgie

(Suite de la première page.)

Mis à part les Brésiliens, qui se moquent des accords, les sidérurgistes de la péninsule, dont le géant d'Etat Italsider, non seulement n'ont pas hésité comme ailleurs, mais augmentent même leur capacité de production. Une différence majeure, toutefois, avec la crise de 1974-1975 : partout les entreprises ont le dos au mur, ayant épuisé leurs dernières réserves, et vont s'efforcer de maintenir le niveau des prix, plutôt que les volumes.

Les perspectives ? Beaucoup de spécialistes sont pessimistes, n'entrevoient de reprise qu'au deuxième semestre 1981, dans le meilleur des cas, avec, peut-être, une demande active en 1982 et 1983. Il va donc falloir tenir le coup pendant au moins un an et demi.

Tout va compliquer la tâche des sidérurgistes français. Comme nous l'avons dit, ils n'ont pas de chance, la nouvelle crise compromettant leurs perspectives de rétablissement au moment même où ils espèrent en sortir, avec, toutefois, une différence de taille avec la crise précédente : si le rebond en 1981, comme prévu, est exact, l'allègement des frais d'exploitation par fermetures d'usines et suppressions d'emploi à modifié du tout au tout la situation.

Ainsi, Usinor apparaît le mieux placé, avec sa prédominance en produits plats (lames) et ses grandes usines modernes, dont la productivité est comparable aux meilleures aciéries ouest-allemandes, notamment à Dunkerque. Sans doute ses résultats, qui étaient en 1979, au premier semestre 1980, après les lourdes pertes antérieures, vont-ils redevenir négatifs, mais l'amélioration sera inévitable.

Tel ne sera sans doute pas le cas de Saci, qui ne fera pas mieux en 1980 qu'en 1979, où la perte d'exploitation atteignait 300 millions de francs courants. C'est qu'au départ la situation de Saci est plus difficile : moins de produits plats et davantage de produits longs plus concurrentiels (poutrelles, barres). Installations anciennes en pleine rénovation, prix de revient plus élevé pour la fonte et l'acier élaborés à partir de minerai étranger, alors qu'Usinor dispose de minerai importé dans des usines côtières. Ces difficultés expliquent que M. Jacques Mayoux, président de Saci, réclame énergiquement le renforcement de la sidérurgie lorraine, allant jusqu'à demander une part plus importante dans la coopération de production Schœlcher à Fos (actuellement à 50/50 avec Usinor) pour accroître ses capacités en produits plats, ce qui n'est pas du goût de M. Etchegaray, président d'Usinor, qui ferme à la fin du mois son aciérie de Denain.

Dans ces conditions, faut-il, comme M. Porcu, député (P.C.) de Meurthe-et-Moselle, redouter de nouveaux licenciements massifs (quinze mille au dire du parlementaire lorrain) ? C'est peu probable. Chez Usinor, le programme de suppressions d'emplois annoncé à la fin de 1978 et modifié en avril 1979 se poursuit, avec la fermeture de l'aciérie de Denain.

LES GROUPES
ARBED ET COCKERILL
CRÉENT UNE FILIALE COMMUNE

La commission des communautés européennes vient d'autoriser les groupes luxembourgeois Arbed et le groupe belge Cockerill à créer une filiale commune, Galvrange S.A., à Badelaire, dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Cette société sera spécialisée dans la production de l'acier laminé à froid revêtu d'un alliage d'acier et d'aluminium — et de tôle aluminisée. Dans un premier stade, sa production sera de 100 000 tonnes par an. Le capital de la société Galvrange (250 millions de francs belges) sera réparti pour moitié par chacun des deux groupes. L'investissement projeté est de l'ordre de 1,5 milliard de francs belges (18 millions de francs environ). — (A.F.P.)

Les banques françaises vont ramener leur taux de base de 13 % à 12,75 %

La dérive des taux d'intérêt en France, après la flambée du début de l'année se poursuit : le Crédit commercial de France et la Compagnie financière (d'Edmond de Rothschild) ramènent leur taux de base de 13 % à 12,75 %, dès le 25 juillet, une autre banque, Odier - Bungeuer - Courvoisier allant jusqu'à 12,70 % à partir du 1^{er} août.

Cette réduction, qui va se généraliser dans les prochains jours, fait suite à une première diminution au début du mois de mai dernier (13 % contre 13,25 %). Elle est due à un nouvel abaissement du loyer de l'argent à court terme sur la place de Paris, qui a culminé à un peu moins de 14 % en mars 1980, pour revenir graduellement à 12 %, et même un peu moins ces derniers jours (11 5/8 % à 11 3/4 %), l'écart entre ce loyer et le taux de base des banques se creusant pour approcher de 1 %. Dans ces

conditions, les établissements, qui avaient porté leur taux de base au niveau record de 13,25 % en mars dernier, contre 8,50 % en juin 1979, sont en mesure de réduire, très prudemment, les tarifs du crédit, qui restent encore historiquement très élevés.

De toute façon, les pouvoirs publics freinent la baisse générale du taux en France, malgré la chute observée aux Etats-Unis, où la Chase Manhattan a donné le signal d'une nouvelle diminution du taux de base (10,75 % contre 11 %). L'objectif primordial est de défendre la franc en assurant une rémunération élevée aux capitaux étrangers, et la Banque de France, maîtresse du marché financier, a les yeux fixés sur la politique de la Banque fédérale d'Allemagne de l'Ouest. Et celle-ci s'est refusée, une fois de plus et malgré les pressions, à diminuer son taux d'escompte, ce qui limite les initiatives françaises.

Sur un plan plus général, et compte tenu de la nouvelle baisse d'activité en volume, qui va passer sur l'exploitation des sociétés, grevée par des frais fixes très lourds (60 % du chiffre d'affaires), il est à craindre que l'aide des pouvoirs publics, sous forme de francs pour 1979, 1980 et 1981 soit insuffisante, et qu'une rallonge doive être apportée.

Le problème des aciers spéciaux

C'est ce même problème de l'aide publique qui rend plus difficile la restructuration de l'industrie des aciers spéciaux, entreprise depuis le début de 1979 et qui devrait aboutir à la concentration de deux grands pôles, soit l'un sur Usinor, l'autre sur Saci, afin de permettre à ces groupes d'élaborer et de commercialiser toute la gamme des aciers. L'apport à Usinor par Creusot-Loire de son secteur « produits longs », et notamment de sa grande usine des Dunes, proche de l'aciérie de Dunkerque qui l'alimente partiellement en lingots, est pratiquement acquis : ce qui restait, en revanche, de la réorganisation de l'apport, 500 à 600 millions de francs, dit-on, que Saci peut fournir, Usinor, dont il est quasiment propriétaire, s'exprimant hors d'état de le faire.

L'affaire se complique du fait que cet argent tombera dans l'escarcelle du groupe Empain-Schneider, et l'on sait que les relations ne sont pas bonnes entre les pouvoirs publics et le baron Empain, ce qui compromet l'indispensable renforcement de Creusot-Loire, pivot de la restructuration française, qui doit reconstruire ses fondations profondes et épaisses par des pertes dépassant cinq cents millions de francs (le Monde du 28 mai 1980).

Quant au second volet de l'opération, à savoir l'apport à Saci d'Usinor-Aciérie par P.U.K., sa mise au point est très délicate. Outre le problème financier de la réorganisation de l'apport, toujours à la charge de l'Etat (pour les mêmes raisons), certaines questions ne semblent pas encore résolues. Saci, qui a déjà accordé les Acieries de Pompey à l'Etat, un an, voudrait renforcer le plan de charge, à la fois sur ses installations lorraines et celles de l'usine de Fos affectées à la production d'acier. Actuellement, les installations de Fos devraient être portées de 200 000 tonnes à un optimum de 400 000 tonnes. Cette augmentation devrait être compensée par des diminutions dans d'autres régions, notamment dans le centre, chez Creusot-Loire : sur 3 millions de tonnes de production, 400 000 tonnes sont augmentées, dentaires, et trois ou quatre usines, réparties sur toute la France, devraient être fermées, avec des suppressions d'emplois à la clé.

En fait, la restructuration de l'industrie des aciers spéciaux n'est qu'un aspect du remodelage de la sidérurgie française en fonction des exigences de la nouvelle conjoncture, et les enjeux sont tels, les conséquences lointaines si graves, que l'on comprend les discussions et les hésitations des responsables.

FRANÇOIS RENARD.

● **La Finlande a signé avec l'U.R.S.S. des contrats d'exportation pour un montant de 2,4 milliards de marks.** Le gouvernement finlandais a rétabli la balance commerciale entre les deux pays, devenue déficitaire pour Helsinki à la suite de la hausse du prix du pétrole soviétique. Les contrats concernent principalement l'exportation d'une valeur totale de 1,3 milliard de marks, et des machines destinées à l'industrie pétrolière russe. Le déficit commercial de la Finlande s'est élevé en 1979 à 2,7 milliards de marks, les échanges avec l'U.R.S.S. sont estimés à quelque 20 milliards de marks pour 1980.

« catastrophique » la situation dans les bureaux de poste de Paris en juillet pour ce qui est des effectifs. Plusieurs dizaines de postes de travail à la distri-

— valeurs étrangères
— liquidités et divers
Dividende mis en paiement le 28 av.
1960 (comportant l'impôt déjà pa-
su Trésor)

35,9	3,5
13,5	14,6
19,39	23,39

66.1	27.1
10.8	3.1
3.1	8.7
90.95	9.39

...	28.9	3.5	16.1	27.1
...	13.5	14.6	10.8	3.1
41			3.1	8.7
76				
...	19.39	23.39	90.95	9.39

..	34.5	30	88.1	61.1
..	26.9	3.5	10.8	27.1
..	12.5	14.6	3.1	3.1
..				8.7
..	19.39	23.39	90.95	9.39

EPARGNE-UNIE Diversification	UNI-PONCIES Sect. immobilier	UNERENTE Obligations	UNIFRANCE Valeurs françaises
417,35	423,29	1 132,89	104,80
700,8	253,4	346,7	1 223,3
35,1	51,9	—	61,1
34,5	30	86,1	37,1
36,9	3,5	10,8	3,1
19,5	14,5	3,1	8,7
19,39	23,39	90,95	9,39

ALL INFORMATION CONTAINED
HEREIN IS UNCLASSIFIED
DATE 08-19-2006 BY 60322 UCBAW

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
24 JUILLET

La hausse s'accélère

Comme de coutume, mais de manière assez importante, la première séance du nouveau mois boursier, qui s'ouvrait ce jeudi au palais Brongniart, a été bonne, des acheteurs reprenant le chemin de la Bourse. Leur nombre est certes resté assez limité, mais, ceux des vendeurs l'étant encore plus, l'indicateur instantané a pu terminer en progrès de 1,2 % environ.

Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par U.I.S. (+ 55 %), Paris-France (+ 46 %), Printemps (+ 45 %), Esso (+ 43 %) et C.G.I.P. (+ 4 %). On le voit, celles-ci ont été relativement modérées, mais très nombreuses, puisqu'on en relevait près de cent cinquante à terme, contre une quarantaine de boisses environ.

Les plus touchées ont été Kie-ber (-6 %), Bail Investissement (-3 %), Valéo, Chiers et Sanoji (-2 %).

Autour de la corbeille, on expliquait ce mouvement par des considérations techniques — les opérateurs ont quatre semaines de crédit devant eux, et peuvent toujours revendre en cours de mois, — et aussi par l'espoir d'un « bon » indice des prix pour le mois de juin.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or sont restées bien orientées, malgré le léger recul du métal à Paris. Le lingot est en effet revenu de 82 950 francs à 82 600 francs, soit 635,50 dollars francs. Mais, d'une part, le volume des transactions est resté très étroit (un millions de francs environ), et le napoléon a, lui, continué sa progression (de 2,90 francs à 738 francs), et, d'autre part, les cours de l'or se sont montrés très résistants à Londres. C'est, en définitive, le seul marché qui compte.

Le taux de l'argent placé en reports a été fixé à 9 7/8 % pour juillet contre 11 3/8 % en juin.

LONDRES

Le Stock Exchange est calme et incertain vendredi matin, les industrielles et les pétroles sont irréguliers. Les fonds d'Etat sont stables et les mines d'or progressent légèrement.

VALUES	CLOTHING 34/7	COMS 25/7
Banana	152	152
British Petroleum	344	350
Centrafina	68	68
De Beers	18 1/16	18 3/16
Imperial Chemical	372	372
Iron Ties Zinc Co.	476	471
Shell	620	615
Wickens	138	138
Wool Loan 3 1/2 %	32 5/8	32 5/8
Western Orientals	88 1/2	89 1/2
Western Holdings	78 3/4	80

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SCHLUMBERGER. — Le bénéfice net du second trimestre de l'exercice en cours s'est établi à 234 millions de dollars (+ 46 %), ce qui porte à 425 millions de dollars le résultat semestriel (+ 47 %).

C^{ie} GENERALE DES EAUX. — La compagnie augmente son capital de 414,75 millions de francs à

I.T.T. — Le bénéfice net par action du deuxième trimestre de 1980 s'est établi (selon les résultats préliminaires et avant expertise comptable) à 41 cents contre 1,11 dollar un an plus tôt. Une perte de changes évaluée à 1,05 dollar par action contre 0,31 un an plus tôt a été enregistrée.

APPLICATION DES GAZ. — Le premier semestre de l'exercice au 30 juin 1980 s'est soldé par un bénéfice (avant impôts) de 23 millions de francs contre 13,46 millions un an plus tôt.

S.C.O.A. — Le résultat net consolidé des six premiers mois de l'exercice s'établit en perte de 21,7 millions de francs contre une perte de 47,8 millions un an plus tôt (dont 14 millions de plus-values de cession et 5 millions de reprise de provisions).

provision).

NEW-YORK

Léger repli. L'aléasement à 10 3/4 % du prime net (taux de base) de la Chemical Manhattan et de la Chemical E.A. a été très bien accueilli autour de 10 1/4 %, mais le cours a subi une nouvelle étape dans la détermination des taux d'intérêt était attendue anticipée, et, d'autre part, les primes nettes vont être réduites de 100 points trop fortes pour permettre à l'Industrie Dow Jones de monter.

Le cours de la Chemical a baissé à 247 points à \$26,11, et sur 1.889 v. leurs cotées, 791 ont encore reculé à 918 ont monté et 420 sont restés inchangés.

Le volume des transactions a porté sur 14,42 millions d'actions contre 4,7 millions la semaine précédente. L'augmentation de la participation des institutions (127 actions et 6 millions d'actions) a été compensée par la baisse de 100 actions et 10 millions d'actions.

VALUES	CROSS	
	23/7	24/7
Alcon	57 1/8	57 1/8
A.T.T.	52 3/4	52 3/4
Bank of America	54 1/2	54 1/2
Chase Manhattan Bank	44 3/4	44 3/4
De Pont de Nemours	46 3/4	46 3/4
Eastman Kodak	56 1/4	56 1/4
Exxon	71 7/8	71 7/8
Ford	54 3/4	54 3/4
General Electric	54 3/4	54 3/4
General Foods	38 1/2	38 1/2
General Motors	51 3/4	51 3/4
IBM	64 7/8	64 7/8
I.T.T.	30 1/8	30 1/8
Johnson & Johnson	54 1/2	54 1/2
Mobile Oil	79 3/4	79 3/4
Pfizer	72 1/2	72 1/2
Pfizer	125 3/4	125 3/4
Rockwell	38 1/4	38 1/4
S.O.I. Inc.	19 1/8	19 1/8
S.P.A. Inc.	22 1/2	22 1/2
U.S. Steel	22 1/2	22 1/2
Wentworth	26 1/2	26 1/2

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 199 : 29 déc. 1979)
23 juil. 24 juil.

Valeurs françaises ..	185,9	187,7
Valeurs étrangères ..	116,4	111,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
 12, rue de la Bourse, 12 - PARIS

(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	167,7	188,3
----------------------	-------	-------

Taux du marché monétaire

Effets courts du 75/77	11 3/4 %
------------------------	----------

DATE _____

[illegible]

Deviser VAL EIT

182	Mathis.
99 90	Metzger-Schmidt.
249	Mengedot.
60	Merritt-Fair Inc.
157 56	Metzger & Co.
126	Metz.
140	Mich.
413	Mich. State Univ.
27	Michigan State Univ.
27 58	Michigan State Univ.
316	Michigan State Univ.
312	Mich. State Univ.
80	Mich. State Univ.
151	Mich. State Univ.
68	Mich. State Univ.
680	Mich. State Univ.
391	Mich. State Univ.
494	Mich. State Univ.
108	Mich. State Univ.
105	Mich. State Univ.
108	Mich. State Univ.
410	Mich. State Univ.
99 59	Mich. State Univ.
152	Mich. State Univ.
116	Mich. State Univ.
728	Mich. State Univ.
465	Mich. State Univ.
387	Mich. State Univ.
52 48	Mich. State Univ.

Cours	Dernier	
-------	---------	--

21		22		23		24		25		26		27		28		29		30		31		32		33		34		35		36		37		38		39		40		41		42		43		44		45		46		47		48		49		50		51		52		53		54		55		56		57		58		59		60		61		62		63		64		65		66		67		68		69		70		71		72		73		74		75		76		77		78		79		80		81		82		83		84		85		86		87		88		89		90		91		92		93		94		95		96		97		98		99		100																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	21	68	

STPS	Cours	Der
------	-------	-----

	pract.	con.
not	---	---
to	241	11 2/3
to	519	20 2/3
to	255	10 2/3
in Mar.	82 50	---
to Mar.	---	---
to	48 16	---
to	128 50	---
to	62 50	---
to	81 50	---
to	81 50	---
to	300 00	---
to	380 00	---
to	74 50	---
to	16	---
to	34 50	---
to	---	---
to	147 18	---
to	418	---
to	---	---
to	176	---
to	48	---
to	141	---
to	---	---
to	37 38	---
to	---	---
to	---	---
to	176	---
to	22 10	---
to	62 50	---
to	128	---
to	355	---
to	106 10	---
to	---	---

VAL FIRES	CA
-----------	----

SICA		pro
1 ^{er} catégorie	9638	
24/7		
Actions France	1	
Actions Siles	1	
Académie	1	
A.C.F. 5000	1	
Agrion	2	
Alger	2	
Andrieux Gestion	2	
Bourse-Invest	2	
Capital	2	
C.I.F.	2	
Convertisibles	2	
Coopérative	2	
Croix. (suisse)	2	
Départ-France	2	
Départ-Invest	2	
Energie	2	
Energie-Croix	2	
Energie-Ind	2	
Energie-Inter	2	
Energie-Obis	2	
Energie-Sole	2	
Energie-Tatier	2	
E.T. (suisse)	2	
Euro-Croissance	2	
Financière Privée	2	
Foncier Invest	2	
France-Energie	2	
France-Obis	2	
France-Invest	2	
France	2	
Fr. (suisse)	2	
Fractur	2	
Fracturance	2	
Gestion Mobilière	2	
Gestion Random	2	
Gest. Sol. France	2	
I.M.S.T.	2	
Indo-Sole	2	
Indo-Sole Viteux	2	

Dernier

COURTS	
8186 17	
Weekend not	
15	50
131	75
222	78
184	13
237	19
158	84
202	20
179	32
486	23
134	64
145	50
233	50
165	51
324	78
172	44
659	54
282	54
320	21
131	87
425	77
235	28
213	14
483	73
435	28
223	82
244	27
284	82
173	66
321	30
162	37
299	88
258	35
355	44
262	12
230	50
317	41

BOURSE DE PARIS - 24 JUILLET - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

Compte	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Premier	Compte	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Premier	Compte
		closure	cours	cours	cours			closure	cours	cours	cours	
2365	4.5 % 1873.	2597	3448	2436	2439	1778	El-Aghem	1276	1271	1868	1274	177
2366	5 % 1873.	2597	3448	2436	2439	244	— (portif.)	1246	1240	244	50	178
2375	Affr. Occ.	371	381	385	385	1779	S. Lefebvre	276	275	273	80	179
375	Air Liquide.	378	431	439	439	1780	S. Lefebvre	276	275	273	80	180
376	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1781	S. Lefebvre	276	275	273	80	181
377	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1782	S. Lefebvre	276	275	273	80	182
378	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1783	S. Lefebvre	276	275	273	80	183
379	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1784	S. Lefebvre	276	275	273	80	184
380	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1785	S. Lefebvre	276	275	273	80	185
381	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1786	S. Lefebvre	276	275	273	80	186
382	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1787	S. Lefebvre	276	275	273	80	187
383	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1788	S. Lefebvre	276	275	273	80	188
384	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1789	S. Lefebvre	276	275	273	80	189
385	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1790	S. Lefebvre	276	275	273	80	190
386	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1791	S. Lefebvre	276	275	273	80	191
387	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1792	S. Lefebvre	276	275	273	80	192
388	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1793	S. Lefebvre	276	275	273	80	193
389	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1794	S. Lefebvre	276	275	273	80	194
390	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1795	S. Lefebvre	276	275	273	80	195
391	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1796	S. Lefebvre	276	275	273	80	196
392	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1797	S. Lefebvre	276	275	273	80	197
393	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1798	S. Lefebvre	276	275	273	80	198
394	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1799	S. Lefebvre	276	275	273	80	199
395	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1800	S. Lefebvre	276	275	273	80	200
396	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1801	S. Lefebvre	276	275	273	80	201
397	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1802	S. Lefebvre	276	275	273	80	202
398	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1803	S. Lefebvre	276	275	273	80	203
399	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1804	S. Lefebvre	276	275	273	80	204
400	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1805	S. Lefebvre	276	275	273	80	205
401	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1806	S. Lefebvre	276	275	273	80	206
402	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1807	S. Lefebvre	276	275	273	80	207
403	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1808	S. Lefebvre	276	275	273	80	208
404	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1809	S. Lefebvre	276	275	273	80	209
405	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1810	S. Lefebvre	276	275	273	80	210
406	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1811	S. Lefebvre	276	275	273	80	211
407	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1812	S. Lefebvre	276	275	273	80	212
408	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1813	S. Lefebvre	276	275	273	80	213
409	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1814	S. Lefebvre	276	275	273	80	214
410	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1815	S. Lefebvre	276	275	273	80	215
411	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1816	S. Lefebvre	276	275	273	80	216
412	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1817	S. Lefebvre	276	275	273	80	217
413	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1818	S. Lefebvre	276	275	273	80	218
414	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1819	S. Lefebvre	276	275	273	80	219
415	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1820	S. Lefebvre	276	275	273	80	220
416	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1821	S. Lefebvre	276	275	273	80	221
417	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1822	S. Lefebvre	276	275	273	80	222
418	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1823	S. Lefebvre	276	275	273	80	223
419	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1824	S. Lefebvre	276	275	273	80	224
420	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1825	S. Lefebvre	276	275	273	80	225
421	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1826	S. Lefebvre	276	275	273	80	226
422	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1827	S. Lefebvre	276	275	273	80	227
423	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1828	S. Lefebvre	276	275	273	80	228
424	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1829	S. Lefebvre	276	275	273	80	229
425	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1830	S. Lefebvre	276	275	273	80	230
426	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1831	S. Lefebvre	276	275	273	80	231
427	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1832	S. Lefebvre	276	275	273	80	232
428	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1833	S. Lefebvre	276	275	273	80	233
429	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1834	S. Lefebvre	276	275	273	80	234
430	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1835	S. Lefebvre	276	275	273	80	235
431	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1836	S. Lefebvre	276	275	273	80	236
432	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1837	S. Lefebvre	276	275	273	80	237
433	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1838	S. Lefebvre	276	275	273	80	238
434	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1839	S. Lefebvre	276	275	273	80	239
435	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1840	S. Lefebvre	276	275	273	80	240
436	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1841	S. Lefebvre	276	275	273	80	241
437	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1842	S. Lefebvre	276	275	273	80	242
438	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1843	S. Lefebvre	276	275	273	80	243
439	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1844	S. Lefebvre	276	275	273	80	244
440	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1845	S. Lefebvre	276	275	273	80	245
441	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1846	S. Lefebvre	276	275	273	80	246
442	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1847	S. Lefebvre	276	275	273	80	247
443	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1848	S. Lefebvre	276	275	273	80	248
444	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1849	S. Lefebvre	276	275	273	80	249
445	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1850	S. Lefebvre	276	275	273	80	250
446	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1851	S. Lefebvre	276	275	273	80	251
447	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1852	S. Lefebvre	276	275	273	80	252
448	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1853	S. Lefebvre	276	275	273	80	253
449	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1854	S. Lefebvre	276	275	273	80	254
450	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1855	S. Lefebvre	276	275	273	80	255
451	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1856	S. Lefebvre	276	275	273	80	256
452	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1857	S. Lefebvre	276	275	273	80	257
453	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1858	S. Lefebvre	276	275	273	80	258
454	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1859	S. Lefebvre	276	275	273	80	259
455	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1860	S. Lefebvre	276	275	273	80	260
456	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1861	S. Lefebvre	276	275	273	80	261
457	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1862	S. Lefebvre	276	275	273	80	262
458	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1863	S. Lefebvre	276	275	273	80	263
459	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1864	S. Lefebvre	276	275	273	80	264
460	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1865	S. Lefebvre	276	275	273	80	265
461	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1866	S. Lefebvre	276	275	273	80	266
462	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1867	S. Lefebvre	276	275	273	80	267
463	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1868	S. Lefebvre	276	275	273	80	268
464	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1869	S. Lefebvre	276	275	273	80	269
465	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1870	S. Lefebvre	276	275	273	80	270
466	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1871	S. Lefebvre	276	275	273	80	271
467	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1872	S. Lefebvre	276	275	273	80	272
468	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1873	S. Lefebvre	276	275	273	80	273
469	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1874	S. Lefebvre	276	275	273	80	274
470	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1875	S. Lefebvre	276	275	273	80	275
471	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1876	S. Lefebvre	276	275	273	80	276
472	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1877	S. Lefebvre	276	275	273	80	277
473	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1878	S. Lefebvre	276	275	273	80	278
474	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1879	S. Lefebvre	276	275	273	80	279
475	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1880	S. Lefebvre	276	275	273	80	280
476	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1881	S. Lefebvre	276	275	273	80	281
477	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1882	S. Lefebvre	276	275	273	80	282
478	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1883	S. Lefebvre	276	275	273	80	283
479	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1884	S. Lefebvre	276	275	273	80	284
480	Alc. de Ind.	378	431	439	439	1885	S. Lefebvre	276	275	273		

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

COTE DES CHANGES | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ	OFFICIEL	COURS préc.	COURS 34.7	Actual	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 34.7
Etats-Unis (90 %)	...	4 835	4 863	3 936	4 130			
Allemagne (100 DM)	...	332 940	332 230	324	324	Gr. Br. (100 liv. sterl.)	32560	32600
Belgique (100 F)	...	14 5.6	14 523	13.00	14.68	Gr. Br. (50 sh. sterl.)	32550	32590
Pays-Bas (100 fl.)	...	212.16	212.37	206	206	France française (20 fr.)	735	735
Canada (100 \$)	...	76.05	76.05	71.50	71.50	France française (10 fr.)	352	352
Danemark (100 kr.)	...	64.128	64.078	62.589	67.828	Pièce française (20 fr.)	900	910
France (100 francs)	...	65.635	65.635	58	58	Pièce belge (20 fr.)	891	891
Grèce (100 dr.)	...	975	975	956	956	Coronnes	52	52
Italie (100 lire)	...	252.230	252.396	248	248	Pièces de 20 francs	3800	3800
Maroc (100 francs)	...	98.210	98.120	95.590	101	Pièces de 10 francs	143	143
Espagne (100 pes.)	...	16.682	16.682	15.980	16.682	Pièces de 5 francs	145	145
Portugal (100 esc.)	...	5.687	5.687	5.550	5.550	Pièces de 20 pence	440	440
Indes (100 rupees)	...	5.290	5.290	5.100	5.100	Pièces de 10 shillings	535	535
Indes (100 r.)	...	3.560	3.560	3.478	3.478			
Indes (100 r.)	...	3.560	3.560	3.478	3.478			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. UNIVERSITÉS : « Sciences humaines et totalitarisme », par Paul-Henry Chombart de Lauze ; « Une politique sage et ambitieuse », par Christian Philip ; « Les sciences de l'éducation victimes de la réforme », par J. Ardoino, V. Lambert-Jamati et A. Léon.

ETRANGER

3. ASIE
— CORÉE DU SUD : la « campagne de purification » semble avoir la presse pour nouvel objectif.
— AFRIQUE
— MAROC : les autorités s'efforcent d'améliorer les conditions de vie des populations des bidonvilles.
4. EUROPE
— Turquie, un pays menacé (11), par Jacques Nobécourt.
5. DIPLOMATIE
— La visite de M. Comaresco à Paris : Point de vue : « Le cri d'un homme en danger de mort », par Eugène Ionesco.
6. PROCHE-ORIENT
— IRAN : le vice-ministre de l'intérieur pourrait être candidat à la présidence du conseil.
7. AMÉRIQUES
— NICARAGUA : le secteur privé demande qu'une date soit fixée pour les élections municipales.

POLITIQUE

— L'élection présidentielle : M. Debré confirme ses intentions.

SOCIÉTÉ

8. JUSTICE : le rapport du Conseil supérieur de la magistrature sur l'affaire des terrains de Rommeville.
9. SCIENCES
— Physique des masses et modification du temps : plus sur commande et lutte antigraie.
9. MÉDECINE
9. ÉDUCATION.

LES J.O. DE MOSCOU

10. Une Tropicane en or.
— Une médaille d'argent en pourboire pour Boude.
— RESULTATS.

LOISIRS ET TOURISME

11. Vacances européennes : en Espagne, la loi grandit les « touristes braves ».
12. Voyages à prix ferme : Philadelphie.
13. Plaisir de la table : Hippisme.
14. Jeux.

JOURS D'ÉTÉ

15-16. « Un voyage en Océanie », par Jean-Claude Guillebaud ; Méthodologie ; Informations « Services » ; Jeux.

CULTURE

17. FESTIVALS : Théâtre et musique à Arignac ; la Période à Compiègne.
— EXPOSITIONS : Karlsruhe.

ÉCONOMIE

21. AFFAIRES : les difficultés de l'industrie automobile, livres opinions : « Du bluff et du racket... », par Auguste Blanc.

RADIO-TELEVISION (19)

Annouces classées (20) ; Carnet (10) ; Journal officiel (10) ; Programmes spectacles (10) ; Météo croisés (14) ; Loto (10) ; Bourse (20).

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
TRECA ÉPÉDA SIMMONS
EXPORTATION ET CENTRE D'ESSAI
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
Sole adresse de vente :
37 Av. de la République - PARIS 11
Métro Parmentier - Parking assuré
Tél. 357.46.35
UN PRIX GRATUIT TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

ABCDEF

50 morts le 8 janvier 1979 dans la baie de Bantry

Le rapport sur l'incendie du pétrolier français «Bételgeuse» est rendu public par le gouvernement irlandais

Le gouvernement irlandais rendra public, ce 25 juillet à 15 heures, le rapport que lui a remis la commission officielle d'enquête créée après l'incendie du pétrolier français Bételgeuse dans la baie de Bantry. La commission a commencé à travailler le 18 mai. Ses conclusions, encore sous embargo au moment où nous écrivons, mettront en cause à la fois l'armateur et les responsables du terminal pétrolier.

Dimanche 7 janvier 1979, l'île de Whiddy dans la baie de Bantry, au sud-ouest de l'Irlande. Le Bételgeuse, un pétrolier de 121 000 tonnes, armé par la compagnie Total, Compagnie française de navigation, est en train de décharger sa cargaison dans le centre de stockage international installé et géré à cet endroit depuis 1969 par la multinationale américaine Gulf Oil.

Vers minuit trente, les deux tiers environ du pétrole arabe que contenait le navire ont déjà quitté les soutes. C'est à ce moment qu'éclate une ou deux explosions — le fait reste imprécis — une gigantesque déflagration éclate à bord du Bételgeuse qui s'embrasent aussitôt. « Des flammes hautes de 200 mètres, un véritable enfer », déclarent les témoins. Des vitres auront été soufflées jusqu'à 15 kilomètres de l'île de Whiddy. Le pétrolier brûlera durant toute la journée de mardi et il faudra attendre plusieurs heures avant d'être assuré que le sinistre ne s'étendra pas aux installations de stockage et faire le compte des victimes. Cinquante personnes auront péri, dont le capitaine et sept membres de l'équipage, sept Irlandais, un Anglais, quarante membres de l'équipage, l'épouse du cuisinier et un ingénieur, ces derniers tous Français.

L'émotion et les réactions sont aussitôt très vives sur place (le premier ministre irlandais se rend immédiatement à Bantry) et en France. Le chef de l'Etat demande au ministre des transports, M. Joffe, de la Thénie, de « faire toute la lumière sur la catastrophe ». Les syndicats de travailleurs, des pétroliers et des dockers, des responsables de Total, et les gros pétroliers français l'ont aussi.

Autres précisions données par Total : le Bételgeuse construit aux Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, et mis en service en 1968, « était connu tous les jours par la compagnie de navigation ». Les responsables de Total, et les gros pétroliers français l'ont aussi.

Les membres R.P.R. de la commission spéciale affirment la solidarité de la majorité.

Les membres R.P.R. de la commission spéciale affirment la solidarité de la majorité.

Les membres R.P.R. de la commission spéciale affirment la solidarité de la majorité.

Les membres R.P.R. de la commission spéciale affirment la solidarité de la majorité.

Les membres R.P.R. de la commission spéciale affirment la solidarité de la majorité.

LES PRIX N'ONT AUGMENTÉ QUE DE 0,6 % EN JUIN

La hausse des prix de détail s'est nettement ralentie en France au mois de juin. L'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,6 %, contre 0,9 % en mai et 1,2 % les deux mois précédents. C'est le meilleur indice depuis dix-huit mois (0,5 % en décembre 1979). Le hausse annuelle s'établit à 13,5 % et pour le premier semestre les prix ont augmenté de 7,1 %. En juin, les produits alimentaires, des produits manufacturés, de l'habillement textile et des services ont augmenté uniformément de 0,6 %.

Ces bons résultats seront cependant suivis en juillet d'un très mauvais indice. Outre la pleine répercussion de la hausse des prix des produits pétroliers (centimes par litre à compter du 14 juin), il englobera, en effet, les multiples hausses intervenues au cours du mois de juillet (automobile, pain, transports S.N.C.F. et R.A.T.P., cotisations d'assurance-maladie, loyers, médicaments, pneus, etc.). L'indice d'août sera lui aussi médiocre, puisqu'il répercutera pour partie les augmentations du 15 juillet. De plus, une nouvelle hausse des prix des produits pétroliers — même si l'effet du dollar contrebalance pratiquement les relèvements décidés par les pays producteurs pour le 1^{er} juillet — et de ceux du gaz (retardés pour cause d'indigne) ne sont pas à exclure.

Malgré ces mauvais échos qui succèdent au bon printemps de mai et de juin, les experts en conjoncture prévoient presque tous un ralentissement du rythme de l'inflation. De semestre à semestre, la hausse, qui est actuellement de 7,1 %, devrait, pense-t-on au ministère de l'économie, diminuer régulièrement (les mauvais indices de juillet étant inférieurs au 1^{er} de janvier) pour atteindre 5,5 % à la fin de l'année.

Autre sujet de satisfaction pour M. Monory, l'évolution du premier semestre 1980 par rapport au second semestre de 1979 est plus favorable en France que dans les pays voisins. Le rythme de l'inflation s'est accéléré de 1,1 % en France contre 1,7 % en Allemagne fédérale et 1,8 % au Japon.

La « session d'urgence » des Nations unies

Le débat sur la Palestine met en évidence les divergences entre Washington et les Neuf

De notre envoyé spécial

Nations unies. — Les hasards du calendrier ont fait que les États-Unis et la Communauté européenne par la voix de M. Thorn (Luxembourg), président du conseil des Neuf, ont intervenus le même jour, jeudi 24 juillet, à la session spéciale d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies sur la Palestine. Cette coïncidence a permis de mesurer les divergences entre Washington et les Européens.

M. Vanden Heuvel, représentant adjoint des États-Unis, a mis en doute l'utilité de la session, ainsi que des « inévitables résolutions » votées sur le même sujet, ce que s'est gardé de faire M. Thorn. M. Vanden Heuvel a estimé que les déclarations « qui ne prennent pas en considération les droits légitimes des deux parties en présence ne peuvent pas être la base de négociations ».

Il a fait un éloge mesuré du processus de Camp David, affirmant qu'il s'agit d'un premier pas important, même si les États-Unis restent conscients que la route est longue. « Les opposants à Camp David ont-ils une meilleure solution à proposer ? », a-t-il demandé. Selon lui, les projets de ces derniers n'offrent pas une « alternative réaliste », parce qu'ils ne tiennent compte que des intérêts d'une seule partie et oublient l'unique texte à partir duquel un règlement pourrait être réalisé au Proche-Orient : la résolution 242 du Conseil de sécurité du 23 novembre 1947.

M. Thorn, en revanche, s'est borné à l'égard de la dynamique de Camp David, en affirmant que les Neuf « sont déterminés à favoriser toutes les initiatives positives d'où qu'elles viennent ». Il a rappelé, à l'agacement des Américains, qui jugent cette démarche intempestive, que la Communauté souhaitait, comme elle l'a toujours fait, « s'engager dans la recherche d'une solution de paix ». Les Neuf ont donc « décidé de prendre les contacts nécessaires » afin de « déterminer la forme que pourrait prendre une initiative de leur part ».

Associer l'O.L.P. aux négociations ?

Enfin, et c'est peut-être la différence majeure, M. Thorn a rappelé la prise de position des Européens, à Venise, en faveur de l'association de l'O.L.P. aux négociations. L'organisation palestinienne n'était pas mentionnée directement par M. Vanden Heuvel, qui préférait évoquer entre autres les « attaques terroristes » auxquelles l'Etat hébreu doit faire face.

La conclusion du discours du représentant européen était cependant de nature à rassurer les États-Unis et leurs alliés israéliens. M. Thorn prononçait « l'association d'un climat de confiance » (c'est-à-dire la reconnaissance à tous les extrémismes) et estimait que le projet de résolution sur la Palestine, qui circule actuellement à l'initiative des pays arabes non alignés, « ne paraissait pas de nature à contribuer à la recherche d'une solution d'ensemble juste et durable ». Bref, les Européens se préparaient à s'abstenir lors du vote final, ce dont personne, au fond, n'avait jamais douté.

Une autre intervention méritait de retenir l'attention, celle de la Chine, qui a gardé jusqu'ici un « profil bas » sur le Proche-Orient. Après les propos d'usage de la « politique impérialiste et colonialiste d'agression », qui est, selon lui, à l'origine de la « question palestinienne » et sur la nécessité du retrait israélien, le représentant de Pékin glissait une phrase discrète sur « le droit pour tous les pays du Proche-Orient à l'indépendance et à l'existence », qui a dû faire dresser l'oreille des Israéliens. Il est vrai que la formulation de M. He Xing était pour le moins équivoque. Il fallait attendre la fin du discours de « nombreux pays et organisations » pour se profondément préoccupés par la paix », ajoutant que cette attitude « méritait attention et exploration ».

Le délégué chinois saluait au passage les efforts des Européens et poursuivait par une critique de l'« autre super-puissance » de l'« autre super-puissance » (l'U.R.S.S.) qui « pratique une double politique au Proche-Orient », essayant d'apaiser le maintien l'état de « guerre froide », afin de pêcher en eaux troubles, de contrôler des positions stratégiques et des ressources pétrolières et de réaliser ainsi son but stratégique d'« encerclement de l'Europe ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. VLADIMIR BORISOV EST TRÈS INQUIET SUR LE SORT DE SA FEMME

M. Vladimir Borissov, le fondateur de l'Association professionnelle libre des travailleurs (SWOT), exilé d'Union soviétique le 22 juin, avait tenu, ce vendredi 25 juillet, une conférence de presse à Paris et fait part de ses inquiétudes concernant le sort de sa femme, Mme Irina Kaploun. Des informations selon lesquelles Mme Kaploun aurait trouvé la mort dans un accident le mercredi 23 juillet ont, en effet, parvenues aux milieux diplomatiques soviétiques en exil. Mme Kaploun avait, selon ces mêmes sources, refusé récemment un visa de sortie pour Israël que lui proposaient les autorités soviétiques.

Le numéro de « Monde » daté 25 juillet 1980 a été tiré à 518 149 exemplaires.

Auberge des Celtes
RESTAURANT - RÉCEPTION
du midi : table pour 4 personnes - 15 minutes
du soir : table pour 4 personnes - 15 minutes
Régime à la carte
Prix de chambre en pension
21, rue de Valenciennes - Paris 11
Tél. 357-95-23
Fermière le dimanche et le lundi.

Les États-Unis ne s'opposent pas à la vente par la France d'uranium à l'Irak

Washington (A.F.P.). — Les États-Unis ne s'opposent pas à la livraison par la France d'uranium nucléaire à l'Irak mais tendront à s'assurer que cette fourniture n'accroîtra pas les risques de prolifération des armes nucléaires, apprend-on, vendredi 25 juillet, de sources gouvernementales à Washington.

La vente d'uranium n'a rien d'irregulier, précise-t-on. On rappelle, d'autre part, qu'en 1975, la France avait signé un accord aux termes duquel elle s'était engagée à vendre à l'Irak un petit réacteur nucléaire de recherche et le combustible nécessaire au fonctionnement de ce dernier. L'Irak est signataire du traité de non-prolifération nucléaire.

Les États-Unis souhaitent que la France livre l'uranium enrichi en petites quantités, de sorte que l'Irak ne puisse pas fabriquer des bombes atomiques.

De juin 1979 à juin 1980, plus d'un demi-million de chômeurs supplémentaires dans la C.E.E.

Après avoir connu un recul en mai, le chômage dans la Communauté a retrouvé, en juin, son niveau d'avril avec 2 221 800 demandeurs d'emploi, soit une augmentation de 2,3 % par rapport à mai (198 200 chômeurs supplémentaires). En un an, la hausse du chômage dans l'Europe des Neuf est de 9,9 % (avec 547 200 demandeurs d'emploi en plus), et le chômage frappe aujourd'hui 5,7 % de la population active des pays membres contre 5,2 % en juin 1979.

De mai à juin 1980, l'évolution du chômage dans la C.E.E. a été différente, en données observées, selon les États : on a enregistré une baisse en France (- 3,1 %), au Danemark (- 0,8 %), en Italie (- 0,2 %) et en Belgique (- 0,2 %) et une nette augmentation au Royaume-Uni (+ 10 %), aux Pays-Bas (+ 8 %) et, à un degré moindre en Irlande (+ 3,2 %), au Luxembourg (+ 1,9 %) et en R.F.A. (+ 1,9 %).

Mais, en un an, seule cette dernière connaît une stabilisation du chômage par rapport à la population active (5,7 %). Tous les autres pays enregistrent une hausse, la plus forte étant constatée au Royaume-Uni et en Irlande, dont les taux de chômage passent respectivement de 6,2 % à 6,4 % et de 7,7 % à 8,5 %. Ce taux est, pour la France, de 5,9 % en juin 1980 contre 5,6 % en juin 1979.

M^{re} JACQUES ISORNI A L'ÎLE D'YEU

M^{re} Jacques Isorni, ancien député de Paris, président d'honneur de l'Association pour défendre le mémoire du maréchal Pétain, a pris la parole mercredi 23 juillet à l'île d'Yeu sur la tombe de l'ancien chef de l'Etat français. Il a souligné que « la France soit lavée de ce péché » que fut, Philippe Pétain, et il a ajouté : « Nous le demandons solennellement, en dehors de toute politique, et pour le prestige de la France, à tous ceux qui, bientôt, solliciteront de leurs concitoyens l'honneur et les responsabilités du pouvoir suprême. Nous écouterons leurs réponses. Nous écouterons même ceux qui ne répondront pas ».

« Et cela n'ira pas sans conséquences », a-t-il ajouté. « Mais, et malgré la modération de notre appel, malgré la constatation qu'il exprime, la foi, la reconnaissance, la pitié même de millions de Français parmi lesquels tant d'anciens combattants, et ceux de Verdun qui s'en sont trezorablement, nous devons connaître le refus, le renouveau, dans ce cimetière au bord de l'océan, le serment intérieur qui fut le mien à la mort de Philippe Pétain, nous ne nous inclinons jamais ».

UN MILITANT DU F.L.N.C. EST IMPLIQUÉ DANS UNE ESCROQUERIE A L'ASSURANCE

L'incendie criminel qui a gravement endommagé un magasin de Casamozza (Haute-Corse), dans la nuit de jeudi 21 juillet (le Monde) du 22 juillet) avait été organisé par les propriétaires du magasin, MM. Alexandre Michel et Mathieu Albertini. Cet incendie devait permettre une escroquerie à l'assurance de quelque 500 000 F.

Deux hommes, MM. François Taddel, vingt-deux ans, et François Verdun, vingt-quatre ans, avaient accepté de verser le feu contre le paiement d'une somme de 30 000 F. M. Verdun, grièvement brûlé dans l'incendie, est mort mercredi 25 juillet à l'hôpital Micaud-Henriot, à Ajaccio.

M. Taddel, qui s'est constitué prisonnier quelques heures après les faits et a permis la découverte de l'incendie, après plusieurs confrontations avec les propriétaires du magasin, est un militant autonome corse connu. Interpellé à Bastia le 8 janvier dernier pour sa participation à la séquestration de 22 otages, il avait été présenté à M. Jean-Claude Lemaire, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat et second. Il avait été mis en liberté le 28 février (« le Monde » du 12 janvier et 1^{er} mars). Outre son rôle dans l'affaire du magasin de Casamozza, il a reconnu avoir participé à trois autres incendies provoqués par le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) — commis à Corte et Ajaccio entre le 15 juin et le 22 août 1979 — et transféré à Paris, jeudi 24 juillet, pour être présenté au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat.

Les deux propriétaires du magasin de Casamozza ont été inculpés d'escroquerie à l'assurance et de destruction de bâtiments et incrimés à la maison d'arrêt de Bastia.

Le boeing 737 de la « Koweït Airways », détourné jeudi 24 juillet entre Beyrouth et Koweït, se trouvait toujours ce vendredi matin immobilisé sur l'aéroport d'Abadan, en Iran, à quelques kilomètres de la frontière irano-irakienne. Le boeing 737 avait atterri dans la nuit à l'aéroport d'Abadan en provenance de Koweït. Les pilotes, qui seraient deux ou quatre, déclenchèrent, selon certaines informations, quarante-trois personnes à bord. Ils réclamèrent d'un « commerçant » koweïtien une importante somme d'argent. — (A.F.P.)

La rencontre entre Kori-chol et Pologajewski dans la première demi-finale du tournoi des prétendants au titre de champion du monde d'échecs se poura à Buenos-Aires. Les trois premières parties, qui doivent être jouées, ont été conclues sur un résultat nul.